

**Contes et
légendes de tous
pays [000] –
Histoires et**

Christian Léourier

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

CHRISTIAN
LÉOURIER

HISTOIRES ET RÉCIT DE LA RÉSISTANCE



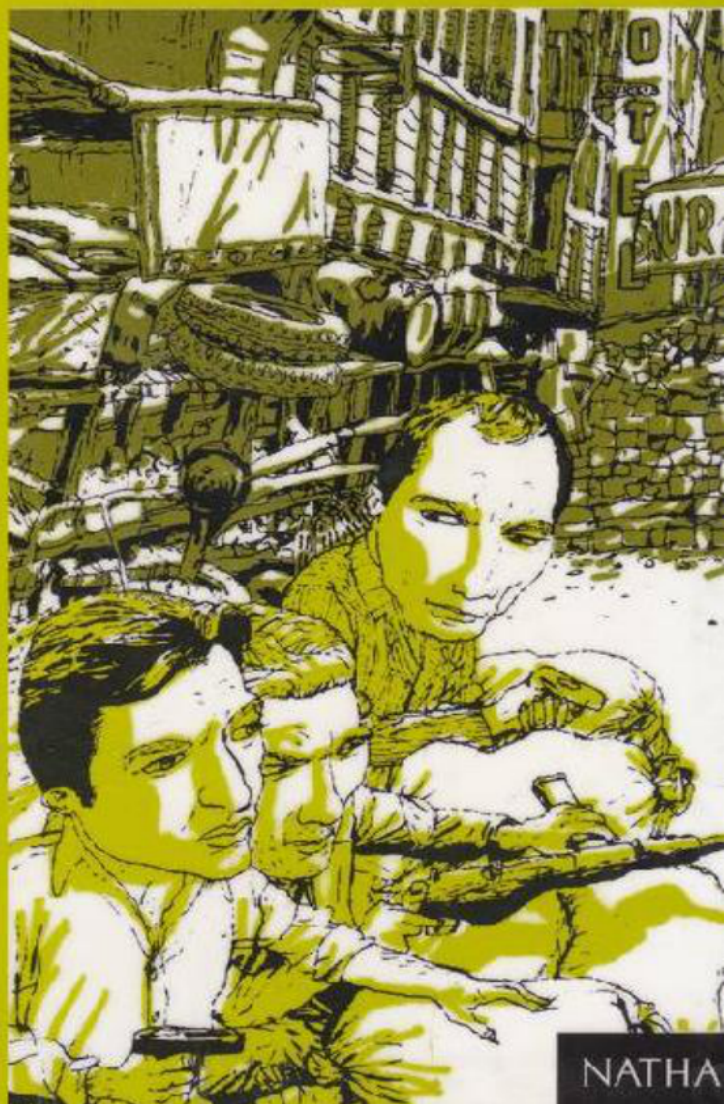
Jean Moulin



Lucie Aubrac



*Charles
de Gaulle*



NATHA

Contes et légendes de tous pays

Histoires et Récits de la Résistance

Par
Christian Léourier

Préface de Jean-Pierre Azéma, historien

Illustrations de Jean-Marc Pau

Éditions : NATHAN

ISBN : 209 250 140-2

PRÉFACE

Quelle image aurait-on de la Résistance sans les récits des témoins ? Le cliché du maquisard qui bondit sur la route armé de sa mitraillette Sten ? Le commando qui fait dérailler le train ? Ce qu'on appelait alors « l'action immédiate », la lutte armée contre l'occupant ne prit une certaine ampleur qu'à la fin de l'Occupation.

Et durant les premières de ces années noires, « résister » c'était, le plus souvent sans armes et sans moyens ; dire « non » à ce qui paraissait inadmissible n'était pas évident. Dans l'effondrement de la défaite, après la panique de l'exode, le plus urgent ne semblait pas toujours de lutter. Comme le dit Jean Cassou, qui a vécu cette tentation, à ce moment-là, « chacun est rentré chez soi ». Les raisons de sortir de ce qu'on appelle maintenant « l'attentisme » pour s'engager pouvaient être diverses. Les lycéens qui remontent les Champs-Élysées pour commémorer, malgré l'interdiction de l'occupant, la victoire de 1918 agissent plutôt par patriotisme. Et le 17 juin 1940, Jean Moulin avait certainement en tête les devoirs de sa charge et l'honneur de l'armée française.

Il fallait non seulement désobéir, mais presque toujours aussi choisir entre des devoirs : aider son voisin au risque de mettre en danger sa propre famille. Les gestes résistants n'avaient le plus souvent rien de glorieux. Les récits qui suivent rendent bien compte de ce qu'un des premiers résistants appelle le « bricolage héroïque » des débuts : c'est la chaîne fragile de gestes aussi modestes qu'indispensables, des tâches répétitives, ingrates, pour acheminer les courriers, surveiller les abords de la maison d'où le radio transmettait les télégrammes codés, nourrir ceux qui se cachaient, prévenir discrètement ceux qui étaient menacés. Le résistant héroïque dont le nom passe à la postérité a sûrement été soutenu par la complicité d'une femme, d'un ami, de gens dont nous ne savons presque rien, sauf que leur rôle était indispensable. Il y fallait de la prudence, de la rigueur, et parfois même un peu de chance. Du courage aussi : contrairement à l'image caricaturale qu'en donnent feuilletons et séries télévisées, l'occupant n'était pas facile à berner et la répétition de ces gestes ne dispensait pas d'avoir peur.

Pour s'engager, il fallait aussi une bonne dose d'optimisme : le général de Gaulle accueillant avec émotion les pêcheurs de l'île de Sein ne se fait pas

d'illusions sur la réalité des forces de La France Libre en ce triste mois de juin 1940. Elles sont très modestes et dépendent presque entièrement du bon vouloir et de l'aide des Britanniques, ce qui n'est pas toujours facile quand on a le sens de l'honneur national.

On peut s'interroger sur l'efficacité de ces actions, lorsqu'on songe aux sacrifices et aux drames qui en ont été le prix : ce serait oublier que dans cette guerre planétaire, le moral des populations, la capacité des civils à tenir le coup, en particulier en « résistant » à une propagande très active, a été un élément politique capital. De là l'importance de ces « Mouvements » qui prenaient tous les risques pour imprimer clandestinement un journal dont le rôle n'était pas tant d'informer que de réconforter, encourager.

Reste la question de l'authenticité de ces récits. Sans doute la mémoire a-t-elle occulté tel fait, exalté tel autre geste. C'est à l'historien de confronter les témoignages avec les documents d'archives, bref de transformer la mémoire en histoire. Mais les acteurs de l'époque lui communiquent l'atmosphère de ce qu'ils ont vécu. Par ailleurs, la mémoire évolue dans le temps : ces récits ont été produits à une époque précise, ils se sont modifiés au fil des ans, au fur et à mesure que pouvait être dit ce qui avait été, volontairement ou non, passé sous silence, souvent parce que ceux qui avaient choisi d'agir redoutaient de ne pas être compris de tous. Ce qui a été raconté de telle manière l'est maintenant d'une autre façon : les mémoires aussi ont leur histoire.

Jean-Pierre Azéma



I

UN PRÉFET

DE LA RÉPUBLIQUE

— MONSIEUR LE PRÉFET, deux officiers allemands demandent à vous parler.

Le préfet jette un regard contrarié sur son assiette. Il vient à peine de commencer son repas – un des rares repas chauds qu'il aurait pris cette dernière semaine. Il se lève. La fatigue ralentit ses gestes. Bien que, comme tous les fonctionnaires, il ait reçu du ministère de l'intérieur l'autorisation de quitter son poste avant l'arrivée des troupes allemandes, il a choisi de rester à Chartres. Il considérerait en effet de son devoir de plus haut représentant de l'État dans le département de l'Eure-et-Loir d'organiser la distribution de nourriture à la foule des réfugiés qui traversaient la ville, fuyant les zones de combat. Il s'est aussi employé à assurer l'hébergement de ceux qui, trop épuisés pour continuer leur exode, s'arrêtaient là. Et surtout, il s'est efforcé de maintenir un ordre précaire dans une cité désertée par ses habitants et la plupart de ses policiers.

Le préfet s'attendait, bien sûr, à cette convocation. Le 10 mai 1940, après plus de huit mois d'une « drôle de guerre » pendant laquelle armées franco-britanniques et envahisseurs allemands se sont fait face sans vraiment combattre sur la frontière nord, les Allemands ont pris l'initiative d'une attaque brutale. Percant les lignes françaises dans les Ardennes, dans un secteur où l'état-major français ne s'attendait pas à une offensive, ils ont pris le gros des troupes alliées à revers, empêchant toute riposte efficace, avant de se ruer vers le sud de toute la vitesse de leurs unités mécanisées. Paris est tombé le 14 juin. Et maintenant, trois jours plus tard, c'est le tour de Chartres.

— Faites-les patienter, souffle le préfet, je vais revêtir mon uniforme.

Les deux officiers sont bientôt introduits dans son cabinet. L'un d'eux, blond, mince, plutôt petit, tend un papier sous le nez du préfet.

— Monsieur, dit-il sans se nommer, vous représentez les autorités

françaises. À ce titre, vous devez signer ce protocole.

Il n'a presque pas d'accent, son vocabulaire est riche, recherché, même ; sans doute, pense le préfet, a-t-il suivi des études en France avant la guerre. L'Allemand poursuit :

— Des femmes et des enfants ont été massacrés sur une voie ferrée, à une douzaine de kilomètres d'ici. Précisément au hameau de La Taye. Ces atrocités ont été commises par vos soldats nègres. Il convient qu'un document établisse les responsabilités.

Le préfet se redresse, blême. Il sait que, la veille, au nord de Chartres, le 26^e régiment de tirailleurs sénégalais s'est violemment opposé à l'avance des Allemands. Il sait aussi que, depuis le début de la guerre, ces derniers fusillent souvent les soldats noirs de l'armée française qu'ils font prisonniers, au mépris de la convention de Genève(1). Pour les nazis, les Noirs sont des sauvages, qui ne méritent pas d'être traités en soldats. L'intention de l'Allemand est claire : en signant le document, lui, le représentant de la République française, il justifierait l'assassinat des tirailleurs tombés dans les griffes de l'ennemi, en laissant croire qu'ils sont capables de commettre des atrocités même envers ceux de leur camp.

— Nos Africains sont des combattants farouches, réplique-t-il en repoussant le document, mais ils sont incapables d'une mauvaise action contre les populations civiles.

Les mâchoires de l'officier se crispent.

— Dans ce cas, suivez-nous ! aboie-t-il.

Une escorte armée conduit le préfet jusqu'à une vaste maison bourgeoise, pleine de soldats. Un autre gradé l'y attend. Assis derrière une lourde table où s'étale une carte de la ville, il toise le prisonnier, sans dire un mot. Le petit officier blond sort le protocole de la poche de sa vareuse et le pose sur la table.

— Signez ! C'est un ordre.

— Je suis préfet de la République. Je ne reçois mes instructions que du ministre de l'intérieur.

— Le Juif Mandel ! ricane l'officier. Cette marionnette manipulée par les Anglais, qui a poussé votre pays à déclarer la guerre à la Grande Allemagne(2) ! Vous êtes vaincu. Obéissez !

D'une voix posée, le préfet répond :

— Pensez-vous réellement qu'un haut fonctionnaire, représentant la France devant l'ennemi, s'abaissera à signer ceci ?

— Nous n'accepterons pas que vous vous moquiez de l'armée du Reich ! Vous allez signer !

Un violent coup de crosse entre les omoplates précipite le préfet contre la table.

— Ce n'est pas en me brutalisant que vous m'obligerez à commettre une indignité. Quelles sont vos preuves ?

— Pas besoin de preuves ! Nos experts ont établi qu'il s'agit de crimes commis par des nègres.

Le sourire ironique du préfet attise la fureur des Allemands. Les coups pleuvent, au visage, dans les côtes, sur les pieds. Le troisième officier, qui jusqu'alors a assisté à la scène sans mot dire, se lève et vient appuyer le canon de son pistolet dans le dos du préfet.

— Signez, ou bien...

— J'ai combattu pendant la Grande Guerre(3), l'interrompt le préfet, et j'ai appris à respecter le soldat allemand. Vous déshonorez votre uniforme.

Cette remarque lui vaut une nouvelle correction. Puis on le pousse dans le couloir. Ses pieds, martelés par la crosse d'un fusil, ne le supportent plus. Il s'affale. On le relève à coups de bottes, on le traîne jusqu'à une automobile, qui démarre en trombe. Bientôt, la voiture s'arrête au hameau de La Taye, dans la cour d'une ferme. Dans la grange où ses tortionnaires le poussent, le préfet découvre avec horreur une dizaine de cadavres défigurés, sanglants, informes.

— Voilà le travail de vos nègres, vocifère l'officier. Vous remarquerez qu'il s'agit de femmes et d'enfants.

— Je ne conteste pas ce point.

— Donc, vous signez.

— Mais je constate que ces malheureux ont le corps criblé d'éclats. Ils ont été victimes d'un bombardement. Tout ceci n'est qu'une sinistre mise en scène.

— Vous n'êtes qu'un sale raisonneur de Français, écume l'Allemand, le représentant d'un pays de dégénérés !

Les coups tombent à nouveau. Une violente bourrade : déséquilibré, le préfet s'affale sur le cadavre d'une femme. Il a tout juste la force de se relever.

On enfourne le préfet dans la voiture. Sur le chemin du retour, il est encore frappé. Puis de nouveau, dans la maison réquisitionnée par les envahisseurs. On pousse enfin un stylo entre ses doigts ensanglantés.

— Demain, nous vous ferons céder, promet le petit blond. C'est votre dernière chance. En signant ce soir, vous vous éviterez bien des ennuis.

Pour toute réponse à ces menaces, le préfet lâche le stylo, qui se brise en tombant à terre. Il ne l'a pas fait exprès : ses mains ne lui obéissent plus.

On l'emmène dans un bâtiment proche, lui aussi occupé par les soldats, dans lequel il reconnaît le pavillon où logeait le gardien de l'hôpital. Là, il subit encore une bastonnade, avant d'être abandonné dans une pièce dont les volets sont clos sur des fenêtres aux vitres brisées par le souffle d'un bombardement. La porte claque derrière lui. Tout son corps n'est plus que douleur. La nuit tombe. Cela fait sept

heures, calcule-t-il, qu'on le frappe.

Dans la pénombre, il distingue un matelas posé dans un coin, à même le sol. Il s'y traîne, sur le parquet jonché d'éclats de verre. Le moindre mouvement est une torture. Aujourd'hui, il a tenu bon. Il est lui-même surpris de la facilité avec laquelle il a persévéré dans la conduite qui s'est d'emblée imposée à lui. Mais demain ? Aura-t-il encore ce courage ?

Fuir ? Comment le pourrait-il ? Il entend les sentinelles, devant la porte, sous sa fenêtre. D'ailleurs, il est trop mal en point. Alors ? Tout est préférable au déshonneur d'accuser des innocents pour s'épargner de souffrir. Tout, même la mort. Ah ! Si seulement ses tortionnaires avaient frappé un peu trop fort...

De ses doigts malhabiles, le préfet ramasse un éclat de verre. Le pose sur sa gorge, là où l'artère palpite. Appuie. Un liquide chaud et poisseux coule le long de sa main.

Le lendemain matin, le jour filtre à peine par les fentes des volets quand la sentinelle ouvre la porte. Le soldat étouffe un cri en découvrant le prisonnier couvert de sang. Celui-ci trouve pourtant la force de se lever : puisqu'il n'est pas mort, il estime de son devoir de se présenter debout devant l'ennemi.

Affolé, le soldat donne l'alarme. Un médecin militaire allemand accourt aussitôt. Il compresse la plaie tout en donnant des ordres pour l'évacuation du blessé. Celle-ci est rapide : pour atteindre l'hôpital, il suffit de traverser le jardin.

D'abord répandue par le personnel de l'hôpital, la nouvelle est rapidement connue de toute la ville : le préfet a tenté de se suicider pour échapper aux mauvais traitements de l'ennemi. Peut-on imaginer un meilleur démenti aux affiches placardées par l'occupant, qui invitent les « populations abandonnées » à « faire confiance au soldat allemand », que cette atteinte au représentant des autorités françaises ?

Quelques heures plus tard, le petit officier blond, à la tête d'un peloton, réclame le blessé. Le directeur de l'hôpital s'y oppose avec indignation : le patient est trop faible, il ne peut recevoir de visite, encore moins suivre les soldats. Mais le préfet, alerté par les éclats de voix, se lève : il ne veut pas fournir à l'occupant un prétexte pour fermer l'établissement, dont les malades n'ont pas été évacués :

— Tout ira bien, à présent, assure-t-il.

Il a beaucoup de mal à parler. En s'entaillant la gorge, il a sans doute touché une corde vocale.

Une voiture l'attend devant l'hôpital. Elle se dirige non vers la maison où, la veille, le préfet a été malmené, mais vers l'Hôtel de

France, le meilleur établissement de la ville. Aujourd'hui, le petit officier paraît bien moins arrogant. Le voilà qui se lance dans une explication embarrassée, évoque un malentendu. Pour un peu, il présenterait des excuses. Le préfet comprend que l'état-major allemand est à son tour arrivé à Chartres. Il n'a pas dû apprécier de trouver une ville dont l'opinion a été révoltée par l'attitude des premiers envahisseurs.

À l'Hôtel de France, on fait poliment asseoir le préfet dans le hall d'accueil, tandis que l'officier est introduit dans un salon. À travers la porte fermée parvient bientôt l'écho d'une violente dispute. Puis un général vient au-devant du préfet, auquel il adresse un salut militaire.

— Les médecins allemands sont à votre disposition. Et je vais vous faire raccompagner chez vous.

— Je suis le premier fonctionnaire de ce département, réplique sèchement le blessé. Faites-moi reconduire à la préfecture, où est ma place.

Le général observe cet homme livide, dont les yeux sont plantés dans les siens. Il ouvre la bouche, pour dire quelque chose. Mais il la referme aussitôt. Le préfet, cela se lit dans son regard, n'est disposé à recevoir ni des excuses, ni le moindre témoignage de sympathie de la part de l'ennemi.

— Comme vous voudrez, souffle-t-il.

C'est donc dans sa préfecture que l'après-midi même, le préfet Jean Moulin apprit que les autorités allemandes demandaient à la mairie de Chartres de procéder à l'inhumation de neuf personnes retrouvées mortes au hameau de La Taye. La demande précisait que ces personnes avaient été victimes d'un bombardement.

[Jean Moulin demeure préfet d'Eure-et-Loir jusqu'au 16 novembre 1940, date à laquelle il est démis de ses fonctions par le gouvernement de Vichy, en raison de son intransigeance envers l'occupant. Ayant rejoint le général de Gaulle à Londres, il est chargé par celui-ci, en 1943, de rassembler, sous l'autorité d'un unique Conseil national de la Résistance, les divers mouvements qui luttèrent sur le territoire métropolitain. Capturé le 21 juin 1943 à la suite d'une trahison, à Caluire, près de Lyon, il meurt, après avoir été torturé, sans révéler ce qu'il sait, c'est-à-dire toute l'organisation de la Résistance intérieure.]





II

LE QUART DE LA FRANCE

NAGUÈRE, on se pressait dans l'Empire Hall pour contempler les richesses issues de toutes les colonies britanniques. Désaffecté depuis plusieurs années, le bâtiment n'est plus qu'un vaste hangar abandonné dans un faubourg de Londres. Mais la guerre vient de lui trouver une destination nouvelle. Le 4 juillet 1940, c'est en effet sous sa haute verrière que se réunissent les Français qui, réfugiés dans la capitale anglaise, sont venus rencontrer le général de Gaulle.

Qui est-il, ce général ? Personne, à vrai dire, ne le connaît. On sait seulement qu'il n'accepte pas la défaite de son pays. C'est pourquoi il s'est envolé vers l'Angleterre, au moment où le maréchal Pétain, nommé à la tête du gouvernement français, demandait à l'ennemi les conditions d'un cessez-le-feu. Le lendemain 18 juin, il a pris la parole devant un micro de la BBC(4) pour inviter les Français à le rejoindre et continuer la lutte à son côté.

Parmi les hommes présents aujourd'hui sous la haute verrière, peu, à vrai dire, ont entendu cet appel. Mais le bouche à oreille a fonctionné parmi ceux qui ont gagné les côtes britanniques pour ne pas tomber entre les mains des Allemands, sans savoir ce qu'ils feraient ensuite.

— Le voilà !

La démarche raide, son uniforme sanglé par un large ceinturon qui cherche à discipliner un début d'embonpoint, un officier supérieur a pénétré dans le bâtiment. Sa taille imposante frappe autant que son expression hautaine. Les traits un peu crispés, il se dirige vers un podium équipé d'un énorme micro, tandis qu'une *Marseillaise* éclate spontanément, plus enthousiaste qu'harmonieuse. Juché sur son piédestal, le général prononce une brève allocution, tout en promenant son regard sur l'assistance. Elle n'est pas très nombreuse. Saura-t-il convaincre le public de s'engager dans son armée, l'armée de la France Libre ?

Son discours achevé, de Gaulle se détend un peu. Il va au-devant des hommes qui se bousculent pour l'approcher.

- Bonjour. Comment vous appelez-vous ?
- Clet Chevert, mon général.
- D'où venez-vous ?
- De l'île de Sein, mon général.
- Bien, bien, et vous ?
- Jean Salaün, de l'île de Sein.
- Vous aussi ? Et vous ?
- Je viens de l'île de Sein, mon général.
- Ah ? Bien.

Avisant un jeune garçon portant une veste d'uniforme, le général demande :

— Chasseur alpin, n'est-ce pas ? Comment êtes-vous arrivé à Londres ?

— En passant par l'île de Sein, mon général.

Se tournant vers son aide de camp, de Gaulle murmure :

— Mais dites-moi, Courcel, qu'est-ce donc que l'île de Sein ?

— Rien de spécial, mon général. Une petite île bretonne.

Si Geoffroy Chodron de Courcel avait été plus éloquent, il aurait pu répondre que l'île de Sein est un bloc de granit battu par le vent et les vagues, de trois kilomètres de long sur un de large, à douze kilomètres à l'ouest de la Pointe du Raz. La vie y est rude, pour ses 400 habitants. La plupart d'entre eux vivent de la pêche à la langouste ou au congre. Ils connaissent bien la mer, et pour cela la redoutent. Car si elle les nourrit, c'est par sa faute que les îliennes portent toutes le deuil d'un père, d'un fils ou d'un mari. Mais, malgré cette vie rude, les Sénans s'accrochent à leur île. Elle est leur terre. Personne ne pourra les en déposséder. Ni le vent, qui interdit aux arbres d'y pousser. Ni la tempête, qui se fracasse sur son rivage. Ni les ennemis qui se sont répandus sur le continent comme une lèpre grise.

Il n'y a pas d'électricité sur Sein. Les rares postes de radio qu'on y trouve fonctionnent grâce à des accumulateurs. Pour avoir des nouvelles, on compte surtout sur les bateaux qui font la liaison entre l'île et le continent. Le 18 juin dernier, on n'y a donc pas entendu l'appel du général rebelle. C'est par le patron du remorqueur *Le Pontier* que les Sénans ont appris l'occupation de Rennes :

— Il paraît qu'on évacue Brest avant leur arrivée, a-t-il ajouté.

Et ensuite ? Personne n'ose le dire à haute voix, mais chacun sait que les Allemands débarqueront bientôt sur l'île : sa position au large de la Bretagne en fait un excellent poste d'observation pour contrôler la navigation entre la Manche et l'Atlantique.

— J'en saurai plus ce soir, en allant à Audierne, déclare Jean-Marie Menou, le patron de l'*Ar Zenith*, un dundee(5) motorisé de vingt mètres qui, deux fois par semaine, assure la liaison avec le continent.

— Tu ferais mieux de rester ici, lui conseille le maire, Louis

Guilcher. Si les Boches y sont arrivés avant toi, pas sûr qu'ils te laisseront repartir.

— C'est bien rare s'ils m'empêchent de ramener le courrier, les Fridolins ! réplique Menou.

Depuis le début du conflit, le courrier a pris une importance considérable. Il est le seul lien avec ceux que la guerre a emportés loin de leurs foyers : des hommes, il n'en reste que cent trente à Sein, trop vieux ou trop jeunes pour avoir été mobilisés.

— Tout de même, sois prudent, conseille Louis.

Le lendemain 19 juin, à la fin de la journée, tous les habitants de l'île se rassemblent au port pour guetter le retour de l'*Ar Zenith*. Enfin, la silhouette familière du dundee se devine, bleue sur le gris des vagues.

— Il est bien bas sur l'eau, constate Louis Guilcher.

Son œil exercé ne le trompe pas : l'*Ar Zenith* est chargé : une centaine de chasseurs alpins s'entassent sur le pont. S'y ajoutent deux dizaines de civils, des jeunes gens d'Audierne qui ont demandé à Menou de les emmener.

Menou saute à terre, le précieux sac de courrier à la main. Celui-ci, hélas, est presque vide. Désorganisée, la poste ne fonctionne plus. De toute façon, il n'y a plus de trains pour transporter le courrier venu du nord.

— Je vais repartir, prévient-il. Tu as vu mes passagers ? Des chasseurs alpins, sur la côte atlantique ! Le commandement militaire m'a demandé de les conduire à Ouessant.

— Pas sûr que tu puisses, répond Louis Guilcher. Je viens de recevoir un coup de fil d'Audierne. Par mesure de sécurité, interdiction aux navires de prendre la mer : l'aviation allemande mitraille tout ce qui flotte.

Le lieutenant qui encadre les chasseurs alpins a entendu le maire.

— Pas question pour nous de rester. Je réquisitionne le bateau. Débarquez les civils.

— Ah non, alors ! s'écrie un des Audiernais, à qui le propos n'a pas échappé. Nous aussi, on va à Ouessant !

Le maire le reconnaît : il s'appelle Jacques Le Gall. C'est lui, explique Menou, qui a entraîné ses camarades à fuir Audierne avant l'arrivée des Allemands. Mais le jeune homme a beau discuter, le lieutenant reste intraitable : une embarcation réquisitionnée devient un navire militaire ; les seuls civils autorisés à son bord sont les membres de l'équipage. Le maire entraîne le jeune homme à l'écart.

— N'insiste pas, recommande-t-il. Le règlement, c'est le règlement. Et d'abord, pourquoi veux-tu aller à Ouessant ?

— Je cherche un bateau pour m'emmener en Angleterre. Il y a là-bas un général qui dit que la guerre n'est pas finie.

— Ah oui ? Comment tu sais ça, toi ?

— Je l'ai entendu à la BBC.

— Va voir Porsmoguer, le patron de *La Velleda*, il t'arrangera peut-être le coup.

— *La Velleda*, c'est bien la vedette de ravitaillement des phares ? s'écrie Jacques. Alors ça ira : Porsmoguer me connaît, c'est un client de mon père.

Effectivement, Porsmoguer accepte d'emmener les Audiernais à Ouessant. À la tombée de la nuit, les deux bateaux appareillent donc de conserve. Le lendemain, *La Velleda* revient seule. Toujours réquisitionné avec son équipage, mais cette fois par l'autorité militaire d'Ouessant, l'*Ar Zenith* a poursuivi sa route vers la Grande-Bretagne.

— Ils ont jugé *La Velleda* trop légère pour traverser la Manche, explique Porsmoguer, presque sur un ton d'excuse.

— Et alors, les gars d'Audierne ? s'inquiète le maire.

— Ils se sont débrouillés. Un bateau de pêche va les conduire en Angleterre(6).

— Ils sont gonflés, tout de même, constate le maire, admiratif. Ils sont si jeunes...

Puis, après quelques secondes d'un silence songeur, il ajoute :

— C'est vrai, ce qu'il racontait, Le Gall, à propos du général ?

Porsmoguer hausse les épaules.

— Va savoir. À Ouessant, c'est la panique. On prétend que sur le continent les Allemands ramassent les hommes valides et tuent les autres. Alors tout le monde fout le camp devant eux. Tout ce qui flotte se dirige sur l'Angleterre.

— Et ce général ? Comment il l'appelait, déjà ?

— J'en sais rien, je te dis. De toute façon, qu'est-ce qu'il pourra y changer ? Si l'armée n'a pas pu arrêter les Boches, c'est pas lui qui va y arriver tout seul.

— T'as raison, reconnaît Louis Guilcher. Mais tout de même... Hitler n'est pas près d'avalier les Angliches, c'est moi qui te le dis.

— P'têt bien. Mais à ce compte, pourquoi pas s'engager dans l'armée anglaise ?

Porsmoguer ne répond pas. Mais son visage est expressif : entre Bretons et Anglais, l'entente n'est pas toujours cordiale.

— Quand même, j'aimerais bien savoir si c'est vrai, conclut le maire.

C'est par le gardien du phare d'Armen que, le 22 juin, la réalité du fameux appel est confirmée. Aux Sénans venus le ravitailler sur son récif isolé à quelques encablures de l'île, il affirme en effet avoir capté quelques jours plus tôt le bref discours du mystérieux général sur son poste à accumulateur, et précise que sa rediffusion a été annoncée pour le soir même, vers 4 heures.

Sitôt de retour, les ravitailleurs apportent la nouvelle au maire.

— Faut demander à Mme Quemeneur, décide Louis.

Mme Quemeneur tient l'Hôtel Océan. Pour les besoins de son commerce, elle possède un poste à galène(7). Aussi, vers le milieu de l'après-midi, tout le monde, le maire en tête, converge vers l'établissement. Craignant que la salle de son minuscule hôtel soit trop petite, l'aubergiste installe le précieux appareil sur le rebord d'une fenêtre du rez-de-chaussée pour qu'on l'entende depuis la rue. Tous les regards sont posés sur lui. On commente la nouvelle apportée par le maire : ce matin, près de Compiègne, dans la clairière de Rethondes, à l'endroit même où les Allemands avaient reconnu leur défaite en 1918, l'armistice a été signé. Si le maréchal Pétain, le vainqueur de Verdun(8), accepte de déposer les armes, n'est-ce pas que tout est perdu ? Dans ces conditions, la radio va-t-elle continuer à émettre le fameux message ?

Soudain, un cri :

— Taisez-vous ! Il va parler !

Il faut tendre l'oreille : le poste manque de puissance. Seuls ceux des premiers rangs entendent distinctement une voix martiale, un peu voilée, à travers le chuintement du haut-parleur : « ... Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique, ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes, ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive, la flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. »

Quand la voix s'est tue, les Sénans restent un long moment sans parler. Qui croire ? Qui suivre ? Le vieux maréchal, dont on espère qu'il a obtenu de l'ennemi des conditions honorables, ou ce général que personne ne connaît ?

Alors, une femme brise le silence.

— Faut pas que les Boches trouvent nos hommes !

Chez elle, il n'y a qu'un Jean-Marie de douze ans. Mais elle a parlé pour toutes les femmes. Dans le brouhaha qui s'ensuit, un mot revient dans toutes les bouches : Londres.

— C'est bon, dit le maire. On se donne la nuit pour réfléchir. Demain matin, réunion au presbytère.

Le lendemain, il ne manque pas un homme au rendez-vous. Aucun des présents n'avait l'âge d'être mobilisé au début de la guerre. Mais on n'en est plus là : il s'agit de s'engager, et on devine que le général de Londres ne fera pas la fine bouche. Seulement, cela signifie abandonner l'île et laisser les femmes se débrouiller.

— Louis, toi qu'es maire, dis-nous ce que tu en penses. Qu'est-ce qui est le mieux. Pétain, ou l'autre ?

— Si j'étais en âge de le faire, je rejoindrais le général de Londres.
Les anciens approuvent. Ils ne se sont pas fait trouer la peau en 14-18 pour accepter maintenant la victoire des Teutons.

— Donnez-nous un papier, monsieur le recteur(9), demande Louis Guilcher. Que les volontaires s'inscrivent.

Bientôt, devant le maire, une liste s'allonge : les volontaires.

— Ah non, s'écrie soudain Louis Guilcher, en apercevant sur la liste le nom du curé. Pas vous !

— Et pourquoi pas moi ?

— Il a raison, monsieur le recteur, approuve l'un des volontaires. Les femmes auront besoin de vous quand nous serons partis.

— C'est pas le tout, s'écrie un autre. Comment on y va, en Angleterre ?

— *La Velleda* peut embarquer une vingtaine de personnes, assure Porsmoguer, toujours vexé que sa vedette ait été dédaignée par les marins d'Ouessant.

— Attendez, procédons par ordre, intervient le maire. La première chose à faire, c'est contrôler les bateaux. La plupart sont en mauvais état. Pour ramasser les casses à homards, ça suffit bien. Mais traverser la Manche, c'est une autre histoire. On réservera le peu de carburant qui reste à ceux qui sont en état de prendre le large.

Personne ne le dit, mais tout le monde y songe : les bateaux vont faire défaut, comme vont manquer les hommes qui partent. Il n'en restait déjà pas beaucoup pour assurer un minimum de ressources. Tant pis. On se serra encore un peu plus la ceinture, mais on ne se rendra pas. Quel mot il a dit, à la radio ? Résister ?

Du presbytère, on se rend au port. Bientôt, un homme entend, au bord des larmes, tomber le premier verdict : son *Pax Vobis*, trop avarié, restera au port. Tant pis, il embarquera sur un autre. D'ailleurs, il n'est pas le seul dans son cas. En fait, seuls deux navires sont en état de prendre la mer : *La Velleda*, et la *Rouanez ar Mor*. Cela ne suffit pas. Pour commencer, on consolidera ce qui peut l'être.

Le lendemain, la menace se précise : Louis Guilcher apprend que tous les militaires présents dans le département doivent se rendre aux autorités allemandes de Quimper. Cela confirme la rumeur entendue à Ouessant, selon laquelle les Allemands raflent tous les hommes valides.

— Il vaut mieux ne pas tarder, constate Louis Guilcher. On ne sait pas quand il leur prendra la fantaisie de débarquer. Au moins, que les deux bateaux en état prennent le large.

Il faut tout de même attendre le soir : même s'il est périlleux de traverser la Manche de nuit, il est encore plus dangereux de s'exposer au tir des avions ennemis le jour. Au crépuscule, tout le village s'est rassemblé sur le port. L'abbé Guillerm, qui a revêtu pour la

circonstance son surplis et son étole violette, bénit les deux navires. Dans les cris des marins, les adieux et la commande des manœuvres se mêlent. *La Velleda* appareille, emportant une vingtaine de volontaires. Trente-huit autres ont pris place à bord de la *Rouanez ar Mor*.

La réparation de trois autres bateaux retenus prend encore deux jours. Enfin *Le Corbeau des Mers* et la *Maris Stella* partent à leur tour. Les derniers volontaires embarquent sur la *Rouanez ar Peoc'h*. Comme la petite embarcation s'éloigne du quai, les cloches de l'église se mettent à sonner. Cette sonnerie est l'adieu d'une mère à son fils Jean-Marie, le plus jeune des volontaires.

Le général de Gaulle réprime un sursaut quand il arrive à hauteur de Jean-Marie.

— Quel âge as-tu, mon garçon ?

— Douze ans, mon général.

« Allons bon, songe de Gaulle. Il va falloir créer une école de cadets. »

— Je suppose que toi aussi, tu viens de l'île de Sein ?

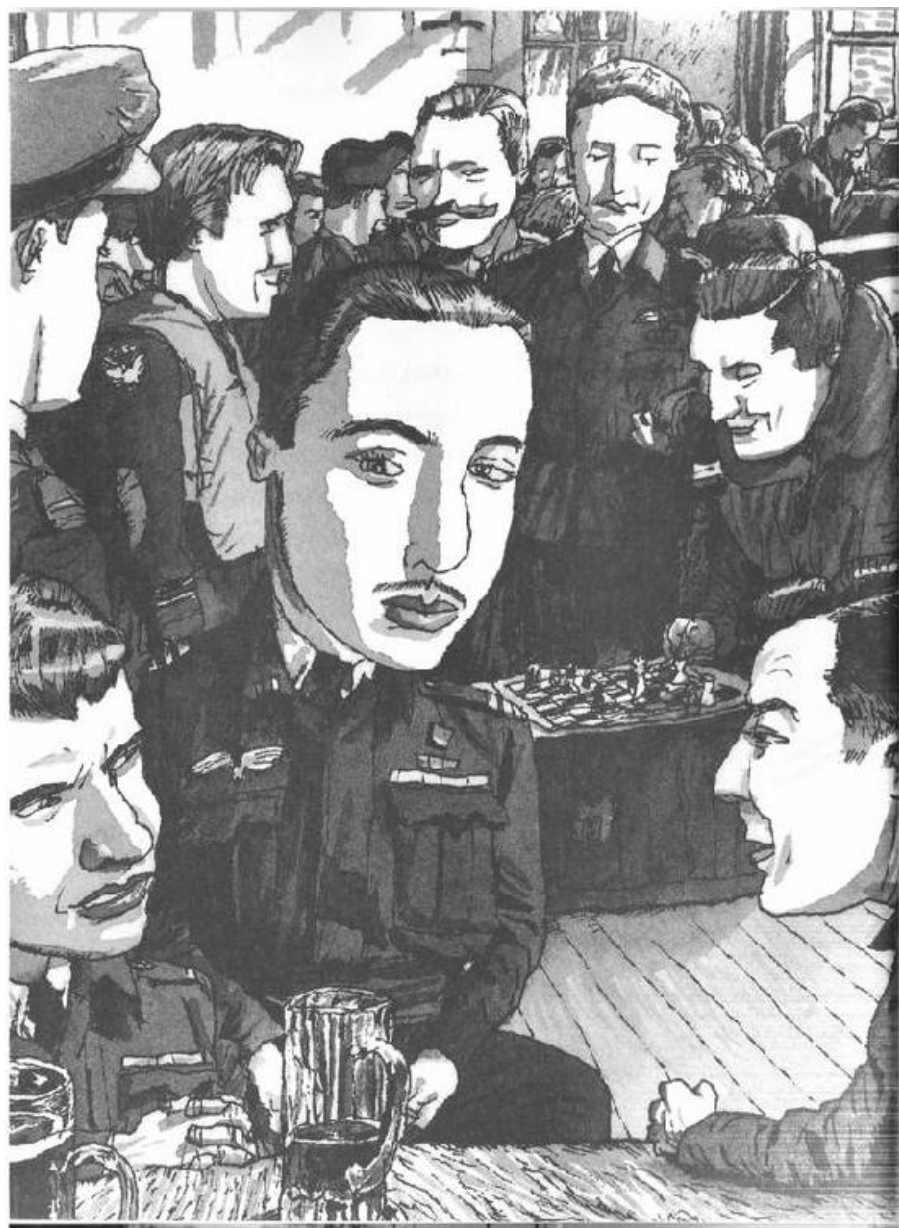
— Oui mon général, claironne l'enfant.

Sur les quelque quatre cents volontaires rassemblés sous la verrière de l'Empire Hall, plus d'une centaine sont originaires de l'îlot. Aussi, se retournant vers son aide de camp, le général lui glisse à mi-voix :

— Vous vous êtes trompé, Courcel. Sein n'est pas une petite île. Sein, aujourd'hui, c'est le quart de la France.

[Les 24 et 26 juin 1940, 114 Sénans gagnèrent l'Angleterre ; 14 autres les rejoignirent ensuite. La plupart d'entre eux s'engagèrent dans les Forces navales françaises Libres. L'île fut envahie au début du mois de juillet 1940. Pendant toute la guerre, la solidarité joua en faveur des familles des « Anglais » – ainsi appelait-on ceux qui avaient rallié la France Libre. Chaque dimanche, à la messe, l'abbé Guillerm rappelait une consigne qui fut respectée pendant toute l'occupation de l'île : défense de parler, de sourire aux Allemands. 21 Sénans trouvèrent la mort dans les combats menés par les Français Libres. L'île de Sein est l'une des cinq communes décorées de l'ordre de la Libération.]





III

REJOINDRE !

DANS L'ENCADREMENT de la porte, une haute silhouette apparaît. La tête de l'homme touche presque le linteau. Son regard clair parcourt la salle enfumée de la cambuse(10), à la recherche d'un visage ami.

— Romain ! s'entend-il appeler. Par ici !

Au fond de la pièce enfumée, René lui fait signe. Quelques enjambées suffisent au nouveau venu pour le rejoindre.

— Vous ne vous connaissez pas encore, je crois, dit René en désignant l'homme attablé avec lui. Romain, voici Jacques Remlinger. Jacques, voici Romain Kacew. Un pilote, comme nous.

Romain serre la main que Jacques lui tend. Être présenté comme pilote ne lui déplait pas, même s'il a encore peu d'heures de vol à son actif.

— Assieds-toi donc avec nous, l'invite René.

Romain loge comme il peut ses grandes jambes sous la trop petite table. On ne mesure pas impunément près de deux mètres.

À leur gauche, un groupe échange des plaisanteries. Accoudé au bar, un jeune garçon souffle dans un harmonica. La cambuse, une simple cabane de bois au bord du terrain d'aviation improvisé dans la campagne anglaise, est un refuge pour tous les pilotes. C'est là qu'ils se réunissent, prêts à décoller à la moindre alerte pour intercepter les bombardiers de la Luftwaffe(11). C'est là qu'ils attendent les copains en mission. Là encore qu'ils se remettent de leurs émotions après le combat.

— À la vôtre ! s'écrie Romain en levant sa chope.

— C'est sympathique, ici, dit Jacques.

— La bière anglaise est à la hauteur de sa réputation, surenchérit René. Les British nous soignent. Dire qu'à Oran, les officiers nous expliquaient que les Anglais nous enfermeraient dans des camps ou qu'ils nous fusilleraient comme espions.

— Tu connais Oran ? relève Romain.

— Disons que j'y suis passé. Au début de la guerre, j'étais affecté du côté de Bourges. Instructeur à l'école de pilotage d'Avord. J'enrageais :

on se battait dans le nord, et moi... Trois fois, j'ai demandé à être muté sur le front, en vain. Et voilà que le 10 mai 40, la base est bombardée. Inutilisable. Pour éviter de tomber aux mains de l'ennemi, on se replie sur l'Afrique du Nord. J'espérais Oran, à cause de ses escadrilles de chasse. Manque de pot, je suis muté avec mon copain Guérin à Alger. Cela voulait dire continuer à être instructeur sur bombardier. Moi, je voulais me battre. Alors j'ai falsifié mes papiers. Ça a marché, mais quand je suis arrivé à Oran, l'armistice avait déjà été signé. Cessez-le-feu pour tout le monde, y compris les troupes positionnées dans les colonies.

« Pas question pour moi de déposer les armes. Puisque le commandement mettait les pouces, j'irais me battre avec les Britanniques, qui, eux, ne cédaient pas. Aucun chasseur n'avait assez d'autonomie pour gagner l'Angleterre, mais Gibraltar(12) était à une heure de vol !

« Malheureusement, d'autres avaient eu la même idée et l'ont exécutée avant moi. Trois hommes ayant décollé sans autorisation, le commandant de la base a aussitôt donné l'ordre de vidanger les réservoirs et de démonter les hélices. Il y avait tellement d'appareils que cela n'a pu se faire en un jour, bien sûr. Mais si je voulais partir, il ne fallait pas traîner. Avec Guérin, qui partageait mes idées, on repère un bimoteur, un Goéland. Est-ce parce qu'il s'agissait de l'avion du colonel commandant de la base qu'il était à l'écart des autres ? En tout cas, c'était une aubaine : avec cet appareil, nous pourrions fuir à cinq ou six. Nous prévenons des camarades candidats au départ. Sur ces entrefaites, nous sommes avertis que le colonel commandant de la base réunit tout le monde à 16 heures 30, pour une conférence. Comme je m'y attendais, il gratifie d'un sérieux avertissement tous ceux qui chercheraient à partir : considérés comme déserteurs, ils seront fusillés, etc.

— J'imagine, approuve Romain. J'ai eu le droit au même discours.

— Alors tu comprends que ce ne sont pas ces menaces qui vont nous retenir : Guérin parvient à se glisser sans être vu près du Goéland. Une chance : les réservoirs de carburant et d'huile sont pleins. Notre plan est vite arrêté : profiter de la nuit pour grimper dans l'avion, et dès que le jour pointe, décoller !

« 23 heures : c'est le moment de rejoindre l'appareil. La lune éclaire un peu trop le terrain à mon goût. Profitant de tous les coins d'ombre, nous nous approchons le plus possible du Goéland. Mais bientôt, nous devons traverser une zone découverte, et qui plus est franchir une voie ferrée. Les cailloux du ballast roulent sous nos pieds avec un bruit d'enfer.

« “Qui va là ?” Nous sommes repérés ! Tout en lançant son avertissement, la sentinelle arme son fusil. Nous nous sommes procuré

le mot de passe avant de partir, mais nous aurions préféré ne pas avoir à vérifier si le tuyau est bon. C'est Guérin qui se sacrifie. "Paris", claironne-t-il en sortant de l'ombre. La sentinelle baisse son arme. Ouf. "Patrouille de sécurité, continue Guérin avec aplomb, pendant que nous passons, l'air martial. Tu devrais aller surveiller ce coin, là-bas. Il n'y a personne. Bonsoir." Pendant que le soldat, croyant avoir affaire à un gradé, s'exécute, Guérin nous rejoint. Nous nous mettons à courir.

« Voilà l'avion ! Nous nous précipitons à l'intérieur. Il suffit d'attendre que le jour soit suffisant pour pouvoir nous diriger à vue. Nous avons fixé le départ à 4 heures 30, une demi-heure avant la relève de la garde et la fouille des appareils. Mais quand le moment arrive, il fait encore trop nuit pour décoller sur une piste aussi encombrée d'appareils. Nous surveillons le ciel à l'est. Les étoiles s'éteignent une à une, cédant à une vague clarté. Mais le terrain reste obscur. Tant pis, nous ne pouvons plus attendre. Je mets le contact. Pourvu que les moteurs démarrent. Oui, du premier coup. « Regarde, me dit Guérin, la voiture de piste ». J'aperçois les phares du véhicule : le vacarme des hélices a bien entendu attiré l'attention de la patrouille de surveillance. En principe, il faut laisser chauffer les moteurs un quart d'heure avant de décoller. Il n'en est évidemment pas question. Je pousse les gaz. Pas facile d'éviter les avions au sol, que nous ne distinguons qu'au dernier moment. Le Goéland roule dans l'obscurité. Il a vraiment du mal à accélérer. J'ai peur d'arriver en bout de piste. Je tire le manche. L'appareil se soulève un peu, mais rebondit. Nouvelle tentative. Cette fois, il décolle. Un hangar surgit de la brume. Nous passons au ras du toit. L'avion se déséquilibre, il redescend. Je tire frénétiquement sur le manche. Il se rétablit. Je change le pas de l'hélice, pour gagner de la vitesse : le compte-tours ne réagit pas. La sueur coule le long de mon dos. Je viens de comprendre que, si on n'a pas vidangé les réservoirs, on a, en revanche, saboté l'hélice pour empêcher ce que je suis en train de faire. En principe, un Goéland vole à 220 km/h. Nous ne pouvons dépasser les 120. Tant pis, je continue. Aujourd'hui encore, je me demande comment j'ai réussi à décoller dans ces conditions. Un miracle ! Je prends difficilement de l'altitude. Enfin, je passe au-dessus du brouillard. Celui-ci nous dissimule la terre. Je distingue seulement, à ma droite, des îles que je crois être les Baléares. J'essaie de me diriger d'après ce seul repère. Quand j'estime ne pas être loin du but, je commence à perdre de l'altitude. Le brouillard m'entoure à nouveau. J'hésite. Si j'allais m'écraser sur le rocher de Gibraltar ! Pourtant, il faut descendre, passer sous la couche nuageuse. Cinq cents mètres... Quatre cent cinquante... Soudain le rocher apparaît, droit devant nous, à cinq ou six kilomètres ! Nous y sommes ! Je m'approche en prenant bien soin de ne pas survoler le territoire espagnol : ce serait trop bête d'être abattu par la DCA(13) si

près du but. Sur un champ de course, j'aperçois plusieurs avions, dont trois portent des cocardes françaises. Comment vont-ils nous accueillir, les Anglais ? Ils ont quelques raisons de nous en vouloir : en signant l'armistice, nous les avons laissés se débrouiller tout seuls avec les nazis. À peine l'appareil est-il posé que je suis rassuré : une cinquantaine de soldats britanniques accourent en faisant de grands signes de bienvenue. Et voilà. Quelques jours plus tard, un cargo nous a amenés en Angleterre.

Son récit lui a donné soif. Il vide sa chope.

— Moi aussi, dit Romain, je suis parti d'Afrique du Nord. Mais, à vrai dire, je ne pensais pas me retrouver ici.

— Raconte !

— Au début, mon histoire ressemble beaucoup à la tienne. Sauf que moi, j'étais basé à Mérignac, près de Bordeaux, et qu'au moment de mettre la Méditerranée entre nous et les Allemands, c'est à Meknès, au Maroc, que nous avons reçu l'ordre de nous replier. C'est donc là que la nouvelle de l'armistice me parvint. Je ne pouvais y croire. Ma mère, une immigrée russe, aimait tellement la France qu'elle m'avait persuadé que celle-ci ne pourrait jamais être vaincue ! Alors, j'ai fait comme toi, j'ai cherché le moyen de me rendre à Gibraltar. Mais tous les avions étaient mis en panne. Comme j'errais, désespéré, entre les carlingues, un Simoun vint se poser tout près de moi. À peine son pilote eut-il quitté son siège que je me précipitais. Un Simoun ! Je n'étais pas sûr de savoir piloter un appareil aussi rapide. J'avais juste reçu quelques heures de formation, sur des Morane ou des Potez-540. Mais pareille chance ne se présenterait pas deux fois. Dès que le pilote se fut éloigné, je sautai dans le cockpit.

« Malheureusement, la police de l'air veillait. Au moment où je tirais la manette des gaz, je vis deux gendarmes courir vers moi, le pistolet à la main. Je mis le contact. Rien à faire. L'hélice refusait de tourner. Le gendarme pointa son arme dans ma direction. Je sautai à terre et m'enfuis. Un autobus passait devant la base. Un signe : il me prit à son bord.

« Coincé entre une femme voilée et un cireur de chaussures en burnous blanc, je réalisai dans quel pétrin je m'étais fourré. En quittant la base, j'avais évité les arrêts de rigueur que m'aurait valu ma tentative de vol, mais j'étais devenu un déserteur, ce qui était encore pire. Je me cachai deux jours dans le bas quartier de Meknès. Un camarade, rencontré par hasard, m'apprit que mon chef d'escadre, qui sans doute partageait mon point de vue, avait détourné les soupçons de moi en racontant que j'étais resté à Bordeaux. Grâce à ce mensonge, je n'étais plus recherché. Mais il n'était évidemment pas question pour moi de reparaître à la base. J'empruntai de l'argent à mon camarade pour prendre le car jusqu'à Casablanca dans l'espoir de

m'embarquer : dans un port de cette importance, je pensais bien trouver le moyen d'aller en Angleterre.

« Malheureusement, les gendarmes gardaient l'entrée du port. Pas moyen de passer. La nuit était tombée et je désespérais de pénétrer dans l'enceinte, quand j'aperçus un caporal portant un uniforme étranger. Je n'eus aucun mal à en reconnaître l'origine, ayant vécu plusieurs années en Pologne. Quand je l'abordai, le soldat fut surpris de m'entendre parler dans sa langue. Il m'expliqua qu'il appartenait à un contingent de troupes polonaises d'Afrique du Nord. J'ignorais qu'il y eût des troupes polonaises en Afrique du Nord, et, à vrai dire, je m'en moquais bien. En revanche, je fus bien plus intéressé d'apprendre qu'elles appareillaient à minuit pour l'Angleterre à bord d'un cargo britannique, l'*Oakres*. Je lui exposai ma situation, mon intention de poursuivre la guerre... L'affaire fut bientôt conclue. Il me prêta sa casquette. Je passai devant les gendarmes en parlant polonais, tandis que mon compagnon les saluait. Ils n'y virent que du feu. Le lendemain matin, l'*Oakres* pénétrait dans le port de Gibraltar.

« La flotte britannique y mouillait, de retour de mission. Hélas ! J'appris bientôt quelle avait été cette mission.

— Mers el Kebir ! le coupe Jacques.

— Eh oui, Mers el Kebir ! Ces fiers vaisseaux venaient de couler par le fond une partie de la flotte française. Par crainte qu'elle ne soit livrée aux Allemands, certes, mais enfin, ils avaient tiré sur des marins français ! Je n'avais plus envie d'aller en Angleterre. Mais alors, plus du tout ! Je ne voulais même plus rester à bord d'un bâtiment britannique. Je remarquai de l'autre côté de la rade un navire battant pavillon français. Je plongeai. Je suis bon nageur, mais j'étais quelque peu essoufflé en arrivant en bas de l'échelle de coupée : j'avais parcouru deux kilomètres, environ.

« Sur le pont, un sergent épluchait des patates. Je lui expliquai la raison de mon irruption. Bien sûr, il partageait mon indignation. “Mais, d'un autre côté, ajouta-t-il, cela prouve que les Anglais ont l'intention de continuer la lutte contre l'Allemagne, et après tout, c'est la seule chose qui compte. Voilà pourquoi demain nous mettons le cap sur l'Angleterre. Si tu ne veux pas y aller, tu n'as plus qu'à replonger.” Le sort en était jeté : me voilà.

Un avion passe au ras du toit, retour de mission. René jette un coup d'œil autour de lui. Chacun des hommes présents a une histoire semblable à raconter sur les obstacles qu'il a dû vaincre pour venir se battre sous la cocarde des Forces aériennes de la France Libre.

— Et toi ? demande-t-il en se tournant vers Jacques. Ça a été dur, pour venir ?

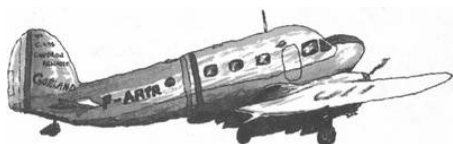
— Moi ? Ah, m'en parle pas ! L'offensive éclair des Allemands, la France vaincue en moins de deux mois... J'étais sonné, déboussolé...

Je n'insiste pas, vous connaissez cela aussi. Et puis, en écoutant la radio, j'ai entendu de Gaulle. Aussi sec, j'ai fait ma valise, pris congé de ma logeuse et j'ai couru à la plus proche station. Il y avait un monde ! Devant cette cohue, j'ai hésité, mais bon, le salut de la France valait bien une bousculade...

— Attends. Qu'est-ce que tu nous racontes ?

— Mais, la vérité. En 40, j'habitais à Londres, pour mes affaires. Pour rejoindre, je n'ai eu que le métro à prendre ! Mais, attention ! précise-t-il en riant, c'était tout de même l'heure de pointe !

[Après de nombreuses victoires aériennes, René Mouchotte prendra en 1943 le commandement du groupe de chasse Alsace ; le 27 août 1943, il sera abattu, au cours de sa 332^e mission. Romain Kacew participera à des missions de bombardement de l'Allemagne avant de prendre part au débarquement de Provence, en août 1944 ; après la guerre, il mènera une carrière de diplomate et d'écrivain sous le nom de Romain Gary. Jacques Remlinger restera en Angleterre après la fin de la guerre pour reprendre ses activités dans l'import-export.]





IV

POUR L'HONNEUR

QUAND JACQUES et son copain sont arrivés sur les Champs-Élysées, un étudiant en droit les a prévenus :

— Surtout, ne quittez pas le trottoir ! Tant que vous y resterez, vous serez des passants. Un pas sur la chaussée, et vous devenez des manifestants.

Des passants, il commence à y en avoir beaucoup sur l'avenue, cet après-midi du 11 novembre 1940. Ils sont jeunes. Très jeunes. Des étudiants. Des lycéens. Jacques est surpris d'en voir autant. Y avait-il tant de monde les années précédentes ? Jacques ne saurait le dire : il n'a jamais participé à la cérémonie qui, chaque 11 novembre, se déroule sous l'Arc de triomphe pour commémorer la victoire de 1918. Comme la plupart de ses camarades, il n'y serait sans doute jamais venu si, cette année, elle n'avait pas été interdite à la demande de l'occupant.

Sitôt cette interdiction relayée par la préfecture de police, des tracts ont circulé dans les facultés et les lycées, invitant à un rassemblement sur la place de l'Étoile pour honorer, à 17 heures 30, le soldat inconnu. Quelques-uns de ces tracts sortaient d'une machine à reproduire, mais le plus grand nombre étaient écrits à la main. En dernière ligne, sous un patriotique « Vive la France », une mention invitait à recopier et à diffuser l'appel à la manifestation.

Ce texte, Jacques l'a recopié trois fois, sur des pages arrachées à son cahier de latin, avant de se demander ce qu'il allait en faire. Les distribuer ouvertement dans les couloirs du lycée Buffon ? Il n'était pas sûr que les surveillants apprécieraient. Finalement, il les a abandonnés bien en vue sur les tables d'une classe.

Il n'y a pas que des jeunes, cet après-midi-là, sur les Champs-Élysées. Alertée par leur affluence suspecte, la police arrive en nombre, prompte à disperser les groupes. Pour éviter d'être interpellés, les « promeneurs » ne s'arrêtent pas de marcher, remontant et redescendant l'avenue. Cela n'empêche pas les discussions passionnées, dont Jacques saisit des bribes au passage.

— Le maréchal Pétain est le vainqueur de Verdun. Il ne peut pas trahir la France !

— Tout de même... Qu'il ait signé l'armistice pour sauver les meubles, passe encore. Mais maintenant il cède tout aux Boches. Présenter la collaboration avec l'Allemagne comme l'avenir du pays, c'est un peu raide...

— N'oublie pas que de Gaulle a fait partie de son état-major. Ils se sont sûrement mis d'accord avant que celui-ci se réfugie en Angleterre. À eux deux, ils roulent les Allemands !

— Quels naïfs, ironise Pierre.

Plus âgé d'un an que son ami Jacques, Pierre passe au lycée pour une forte tête, un peu provocateur. Cela lui assure un certain prestige parmi ses camarades. Ils forment une paire curieuse : autant Pierre est grand et costaud, autant Jacques, à son grand désespoir, est petit et frêle.

— Double jeu, tu parles ! poursuit Pierre. Le maréchal est un vieux réactionnaire. Les bourgeois ont eu la trouille de leur vie quand le Front populaire(14) a conquis le pouvoir. Ils préfèrent encore fricoter avec les nazis que voir les socialistes au gouvernement. L'occupation, au fond, ça les arrange. Ils vont pouvoir serrer la vis aux ouvriers. La révolution nationale, ils appellent ça ! Drôle de révolution, oui ! Quand je pense qu'ils ont osé arrêter Langevin(15).

Tous les faux promeneurs des Champs-Élysées ne se préoccupent pas d'analyse politique. Certains, comme Jacques, ne supportent tout simplement pas de voir flotter le drapeau à croix gammée sur les monuments de leur ville, là où, il y a peu, fleurissaient les trois couleurs. Ces couleurs, certains les arborent aujourd'hui ostensiblement au revers de leurs vêtements. Jacques s'en veut de ne pas y avoir songé. Des jeunes filles, vêtues d'une robe bleue, blanche ou rouge, se promènent trois par trois en se tenant pas le bras. L'une d'elles sourit à Jacques en le croisant. Il se sent rougir. Pourvu que Pierre ne le remarque pas. On entend fuser des *Marseillaise*.

Quelle que soit la raison qui les a amenés là, les jeunes vivent l'événement comme une fête et mènent un joyeux tapage. On se repasse un tract où l'idéal nazi est ridiculisé : « Le véritable Aryen doit être blond comme Hitler, svelte comme Goering, grand comme Goebbels, jeune comme Pétain et honnête comme Laval. »

— Et ceux-là, qu'est-ce qu'ils font avec leurs cannes à pêche ?

— Eh bien quoi, tu ne comprends pas ? le rabroue Pierre. Ils brandissent *deux* cannes à pêches ! Deux gaules, quoi !

Quelques Allemands assistent en témoins à ce chahut, à commencer par les officiers qui travaillent à la Kommandantur(16) installée dans l'Hôtel Claridge. À mesure que la foule augmente, cependant, ils deviennent plus discrets. Les policiers français ne sont d'abord pas

trop sévères. Vers 16 heures, Jacques en a même vu qui escortaient deux lycéens quand ceux-ci ont traversé la place de l'Étoile pour déposer sur la dalle sacrée une gerbe d'œillets en forme de croix de Lorraine(17).

Mais, peu après, la police a commencé à refouler vers le bas de l'avenue les jeunes gens qui approchaient de la place de l'Étoile, d'une main parfois un peu lourde. On les sent de plus en plus nerveux. Soudain, des coups de sifflet retentissent. Alors, sans prévenir, les policiers chargent, frappant les manifestants avec leurs pèlerines roulées, les repoussant vers les bouches du métro en criant : « Foutez le camp, les mômes, les Allemands arrivent ! »

Effectivement, des véhicules militaires se déploient en haut des Champs-Élysées. Des soldats armés, casqués, sautent à terre et forment un cordon qui interdit l'accès à l'Arc de triomphe. Puis, baïonnette au canon, les Allemands avancent à la rencontre des manifestants. Des coups de feu éclatent, bientôt suivis par les détonations sèches de grenades offensives. Un groupe d'étudiants se rue sur la sentinelle du Claridge et tente de lui arracher son fusil. Avant qu'ils y parviennent, un cri les disperse :

— Attention, les camions !

Des véhicules militaires et des motos flanquées d'un side-car descendent l'avenue en zigzaguant, montant sur les trottoirs pour disperser les manifestants. Ceux-ci s'enfuient de tous côtés. Pris dans le mouvement, Jacques court à perdre haleine. Il a franchi une vingtaine de mètres quand il s'avise que Pierre n'est plus à côté de lui. Il se retourne, dans l'espoir d'apercevoir sa haute silhouette. Il appelle, mais sa voix se perd dans la clameur qui fuse de toutes les gorges. Un mouvement de reflux devant lui. Des cris : « Les Boches remontent depuis le rond-point ! » Il atteint le coin d'une rue. Tourne pour échapper à la soldatesque. Et bute sur un cordon de policiers. Un car de police barre la rue.

— Allez, hop ! Dans le fourgon !

Affolé, Jacques ne cherche même pas à s'enfuir. Il monte sur le marchepied, quand il se sent brusquement tiré sur le côté. Un policier rougeaud l'a happé au passage.

— Allez, petit con, débîne-toi, vite !

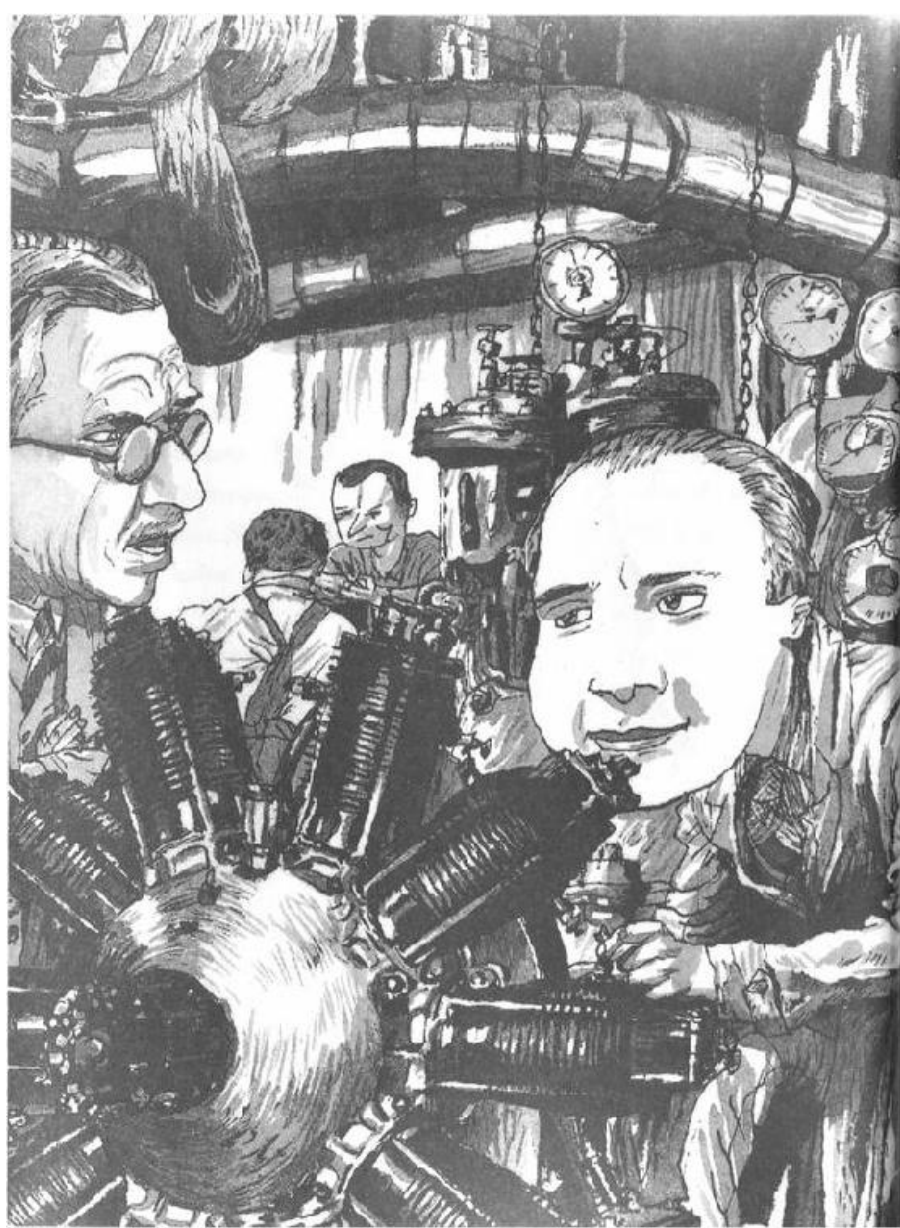
Le policier, trompé par sa frêle stature, l'a-t-il jugé trop jeune pour être arrêté ou s'efforce-t-il de soustraire un maximum de manifestants à la prison ? Jacques ne le saura jamais. Il se glisse le long du car et s'enfuit à toutes jambes. Lui, si mauvais en sport, bat tous ses records. Les larmes coulent le long de ses joues. Il n'en a pas honte : ce sont des larmes de colère.

En moins d'une heure, l'ordre a été rétabli sur les Champs-Élysées.

Sur le tombeau du Soldat inconnu, cependant, la flamme danse au milieu des fleurs que les Allemands n'ont pas osé disperser.

[Dès le lendemain, les facultés parisiennes sont fermées. Contrairement à ce que les journaux annoncèrent, les fusillades ne furent pas mortelles ; on releva une dizaine de blessés. Les manifestants arrêtés furent relâchés après un interrogatoire souvent brutal, voire un simulacre d'exécution. Née d'une réaction spontanée, cette première manifestation parisienne contre l'occupant, qui rassembla environ 3 000 personnes, eut un grand retentissement à l'étranger, en montrant que les Français ne se résignaient pas à l'Occupation. Un très grand nombre de jeunes qui y participèrent jouèrent par la suite un rôle dans la Résistance.]





V

PLUS OU MOINS DE TOLÉRANCE

— ENCORE UN CYLINDRE qui s'est fendu aux essais d'endurance, fulmine l'ingénieur en chef. Comment expliquez-vous cela ?

Henri lève les bras, dans un geste d'impuissance.

— C'est la guerre. Sans doute l'acier est-il de moins bonne qualité. En tout cas, les plans ont tous été respectés.

Pour prouver ce qu'il vient de dire, Henri ouvre les registres où sont consignés les résultats des tests pratiqués sur les moteurs. Sur son visage rond, éclairé par des yeux candides, se lit la contrariété. Ose-t-on le soupçonner de mal faire son travail, lui, le technicien émérite ? Oh, bien sûr, il ne sort pas d'une école d'ingénieurs ! Il est entré à l'usine Hispano-Suiza de Tarbes comme apprenti. Mais s'il s'est rapidement hissé au grade de chef de section du contrôle de fabrication des moteurs d'avion, ne doit-il pas cette promotion à son sens inné de la mécanique et à son amour du travail bien fait ?

— Je sais que vous n'y êtes pour rien, le rassure l'ingénieur en chef. Mais tout de même, c'est préoccupant. Le rendement de l'usine devait augmenter de moitié ; au lieu de cela, nous enregistrons une baisse de production de trente pour cent par rapport à l'an dernier. Et on nous signale une usure anormale des moteurs livrés. Le mois dernier, il y en a même deux qui se sont cassés en plein vol. Je vous laisse imaginer les conséquences !

— Pourvu que nos pilotes aient pu sauter en parachute à temps, réplique Henri.

L'ingénieur se penche sur les cahiers, pour masquer sa gêne. Officiellement, l'usine travaille pour l'aviation française, pas pour les Allemands. Mais personne n'est dupe : les Allemands ont confisqué la plupart des appareils de l'armée de l'air. En ce début de l'année 1941, il n'existe plus que quelques bases-écoles en Afrique du Nord, pour la formation des pilotes. Qui croirait qu'elles ont besoin de mille deux cents moteurs par an ?

— Voyez, insiste Henri, tous les contrôles confirment que les plans ont été respectés au centième de millimètre.

— Quelle est la tolérance(18), pour les cylindres ?

— Eh bien, c'est indiqué là, sur le plan : de +1 à -2 centièmes de millimètres. Comme vous le savez, si on ne respecte pas scrupuleusement ces mesures, le moteur perd de son rendement ou, ce qui est encore pire, la chemise du cylindre s'échauffe et bloque le piston. Aussi suis-je très strict sur le contrôle de ces cotes.

— Et vous ne pensez pas que...

L'ingénieur baisse la voix.

— Parmi les ouvriers, se peut-il qu'un saboteur... ?

Henri hausse les épaules.

— Ces pièces proviennent d'ateliers différents. Il faudrait que les terroristes se soient infiltrés dans toute l'usine... Non, croyez-moi, le problème, c'est que l'acier de bonne qualité part en Allemagne. À nous, il ne reste que la camelote ! Ah, pauvre France !

L'ingénieur en chef, bien sûr, se garde de répondre à cette remarque. Il n'aime pas qu'on critique les Allemands, avec lesquels il entretient des rapports courtois. Il faudra tout de même qu'il touche un mot de la qualité de l'acier à son correspondant de la Mercedes-Benz, lors de sa prochaine visite de contrôle.

— Que voulez-vous, souffle-t-il, les temps sont durs. Je compte sur vous pour rattraper le retard, autant que faire se peut.

— Désirez-vous que je vous laisse le registre des tests ? propose Henri.

— Mais non, mais non, je suis bien certain que tout est correct. Je connais votre conscience professionnelle. Vous avez toute ma confiance, ainsi que celle du directeur. Je vais essayer d'obtenir un meilleur acier.

À la pause du déjeuner, Henri retrouve son ami, l'ingénieur Vanden. Celui-ci est belge. En 1940, il a fui devant l'invasion allemande, craignant d'être réquisitionné pour l'industrie du Reich. Mais la guerre l'a rattrapé dans le sud de la France, où il s'était réfugié. Vanden occupe un appartement voisin de celui d'Henri. Quelques conversations ont persuadé les deux hommes qu'ils nourrissaient les mêmes sentiments sur les nazis.

— Je t'ai vu discuter avec l'ingénieur en chef, dit Vanden. Un problème ?

— Les Fridolins(19) commencent à trouver qu'il y a beaucoup trop de problèmes avec nos moteurs.

Avec un sourire innocent, le technicien modèle ajoute :

— Il a raison de se biler. Il pourrait bien avoir des comptes à rendre

bientôt, car je prévois que ça ne va pas s'améliorer.

Plus grave, Vanden s'inquiète :

— Tu crois qu'il se doute de quelque chose ?

— Je n'ai pas l'impression. Je lui ai montré tous les registres des tests. Mais il m'a tout de même posé une question sur les tolérances. Alors, méfiance. Il connaît son métier. Il ne faudrait pas qu'il examine les plans trafiqués de trop près.

— Il vaut mieux être prudent et remettre les vrais plans en place, approuve Vanden.

Il reste un moment silencieux, avant d'ajouter :

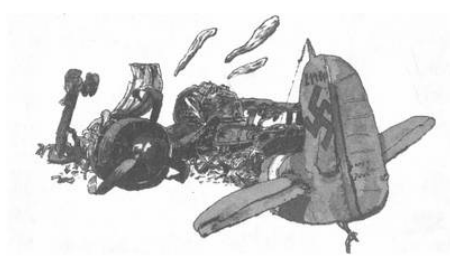
— Dommage. Ton idée d'inverser les chiffres des tolérances sur les plans confiés aux ateliers de fabrication était vraiment géniale. Même les plus expérimentés n'y ont vu que du feu. Mais ça devient trop dangereux. Il faut trouver autre chose.

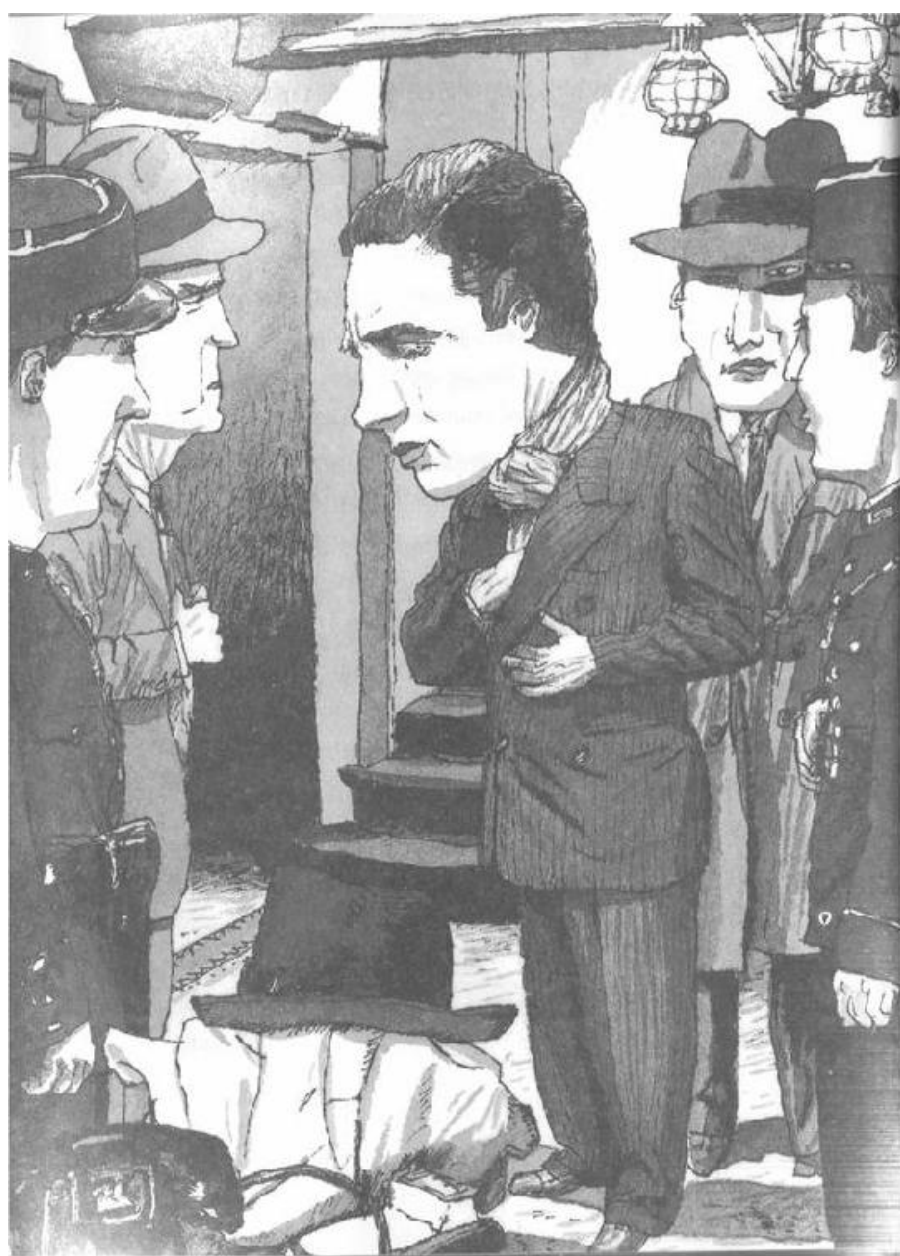
— J'y ai déjà songé, dit Henri. En montant la température des bielles à 900 degrés au lieu des 600 nécessaires, on durcirait l'acier. Les mèches des machines-outils qui servent à les usiner se briseront dessus. Et tu sais quel mal on a à les remplacer en ce moment. Que deux ou trois machines soient en panne, et c'est toute la chaîne qui est bloquée !

Les deux hommes échangent un sourire complice. La sirène des ateliers met fin à la pause. Chacun regagne son poste. Au moment de quitter son ami, Vanden se retourne :

— Au fait, j'oubliais de te dire. Nous avons enfin reçu les plaques sensibles pour contrôler aux rayons X si les pièces n'ont pas de microfissures. L'ennui, c'est qu'un étourdi les a malencontreusement sorties de leur caisse sans aucune précaution et les a exposées à la lumière. Elles sont inutilisables. Au rythme où nous sommes livrés, les contrôles vont encore prendre au moins un mois de retard ! Ou alors, nous allons livrer des pièces défectueuses, qui casseront à la première occasion. Décidément, notre pauvre ingénieur n'a pas fini d'être contrarié.

[Les actions de sabotage d'Henri Garnier et de son ami Vanden se poursuivront jusqu'en 1943, date à laquelle l'usine de Tarbes, décidément trop peu performante, sera fermée. Début 1942, Henri Garnier, recruté par le mouvement de Résistance Combat, étend son activité aux sabotages à l'explosif. En 1943, il devient le responsable des sabotages des chemins de fer, d'abord pour la zone Sud, puis, rapidement, pour l'ensemble du réseau. Identifié par la police, il passe en Espagne en février 1944 et rejoint Alger, où il est intégré au ministère des Communications et des Transports du gouvernement provisoire constitué par le général de Gaulle.]





VI

LA FOUILLE

— DÉSHABILLEZ-VOUS !

Pierre s'exécute, non sans afficher une expression offensée. Surtout, ne pas montrer la moindre crainte ! En même temps, il s'en veut. Bien sûr, il était épuisé par le travail de ces dernières semaines, par tous ces trajets qu'il a dû effectuer dans des trains bondés, inconfortables et glacés, pour recruter des espions dans toutes les villes du nord de la France. Alors il n'a pas su résister à la fatigue et, bercé par le battement régulier des roues du train sur les jointures des rails, il a glissé dans le sommeil. N'empêche ! C'est idiot d'avoir dormi aussi longtemps. Les policiers allemands l'ont réveillé en sursaut en lui demandant ses papiers. Où était-il ? Bon sang ! Moulins, déjà ! Un clandestin tel que lui se devait pourtant d'être vigilant au moment de franchir la ligne de démarcation(20).

La surprise, le dépit, un reste de sommeil, l'appréhension aussi d'être découvert en possession de documents compromettants l'ont fait hésiter quelques secondes. Ce retard a attiré l'attention des deux policiers, qui aussitôt ont ordonné à Pierre de descendre du train.

Ils l'escortent jusqu'à un local, aménagé dans la gare, gardé par des gendarmes français. Pierre n'a aucun doute sur son usage : c'est là qu'on interroge et qu'on fouille les suspects. Une éphéméride accrochée à une punaise en constitue la seule décoration. On y lit : 15 mars 1941. « Peut-être mon dernier jour de liberté », songe Pierre.

Du coin de l'œil, il surveille le policier allemand qui examine ses papiers, tandis que le second fouille son mince bagage. Il voyage évidemment sous une fausse identité. Mais ses papiers sont aussi « vrais » qu'ils peuvent l'être. Désormais, les cachets reproduits grâce au concours d'employés municipaux sympathisants et les formulaires vierges dérobés dans les mairies permettent aux faussaires du mouvement de fabriquer des documents insoupçonnables. De plus, ses papiers sont cohérents entre eux : trop de résistants, débutant dans la clandestinité, se sont fait prendre parce qu'on trouvait sur eux du courrier dont l'adresse ne correspondait pas à celle mentionnée sur

leur carte d'identité, ou des tickets d'alimentation d'une catégorie qui ne convenait pas à leur profession présumée(21). Si Pierre n'est pas trop inquiet de ce contrôle, en revanche, il redoute un interrogatoire serré. Mentalement, il révise tous les renseignements relatifs à son identité d'emprunt : le nom et l'âge de ses parents supposés, les écoles qu'il est censé avoir fréquentées, ses domiciles successifs, son activité professionnelle... Toutes ces informations lui ont été fournies en même temps que les papiers. Les policiers peuvent vérifier : ce Georges Legrand dont il porte le nom a réellement existé. On a juste oublié d'en déclarer le décès.

Mais Pierre n'aura pas besoin de réciter sa leçon : le policier repose le portefeuille sans insister. Les vêtements, posés en tas sur une table, sont soigneusement fouillés. Les limiers n'oublient pas de découdre les doublures, pour vérifier que des documents n'y sont pas dissimulés.

— Qu'allez-vous faire en zone libre ?

— Rendre une visite à mon beau-frère. Il est en poste à Vichy.

Pierre appuie sur la dernière phrase. Tous les hauts fonctionnaires de l'État français(22) sont en effet rassemblés dans cette ville d'eau du Massif central, choisie en raison de ses nombreux hôtels pour devenir le siège du gouvernement. La mention de ce prétendu parent inciterait des policiers français à la prudence. Mais ceux qui ont arrêté Pierre sont allemands. Vichy ne les impressionne pas : ils savent bien que l'administration qui y siège est à la botte des vainqueurs. Et les vainqueurs, ce sont eux.

Un avis, diffusé par le haut-parleur, annonce le départ imminent du train. Pierre s'impatiente. Il a de bonnes raisons de ne pas le rater.

— Eh bien, messieurs ? Êtes-vous satisfaits ? demande-t-il avec toute l'arrogance de ses 28 ans.

— Tout est en règle, reconnaît, à regret, le policier. La prochaine fois, montrez un peu plus d'empressement à répondre !

« La prochaine fois, songe Pierre, je ne serai pas assez bête pour m'endormir ! » En hâte, il se rhabille et rejoint le quai où stationne le train. Il était temps : la locomotive fait entendre le bruit caractéristique de la montée en pression. Le haut-parleur annonce la fermeture des portières. Pourtant Pierre ne saute pas dans la première voiture venue. En courant, il remonte le train jusqu'à atteindre celle d'où les policiers l'ont arraché, une demi-heure plus tôt. Un coup d'œil à droite, un coup d'œil à gauche... Personne, apparemment, ne le surveille. Il plonge la main sous la marche. L'enveloppe est toujours là, coincée dans un interstice du marchepied.

Le flair des policiers ne les avait pas trompés. Pierre n'est pas un voyageur ordinaire. Et s'il se rend bien à Vichy, ce n'est pas pour une visite familiale, mais parce qu'il y a dans cette ville un consulat des États-Unis. Si les Américains ne sont pas en guerre, leur sympathie ne

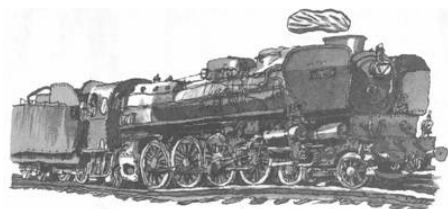
va pas aux nazis. Aussi leur poste diplomatique sert-il de « boîte à lettres » grâce à laquelle les agents qui, comme Pierre, travaillent pour l'Angleterre y font passer les informations qu'ils recueillent. Aujourd'hui, il s'agit des plans d'installations militaires ennemies, qui seront bien utiles à la Royal Air Force(23) pour préparer ses bombardements.

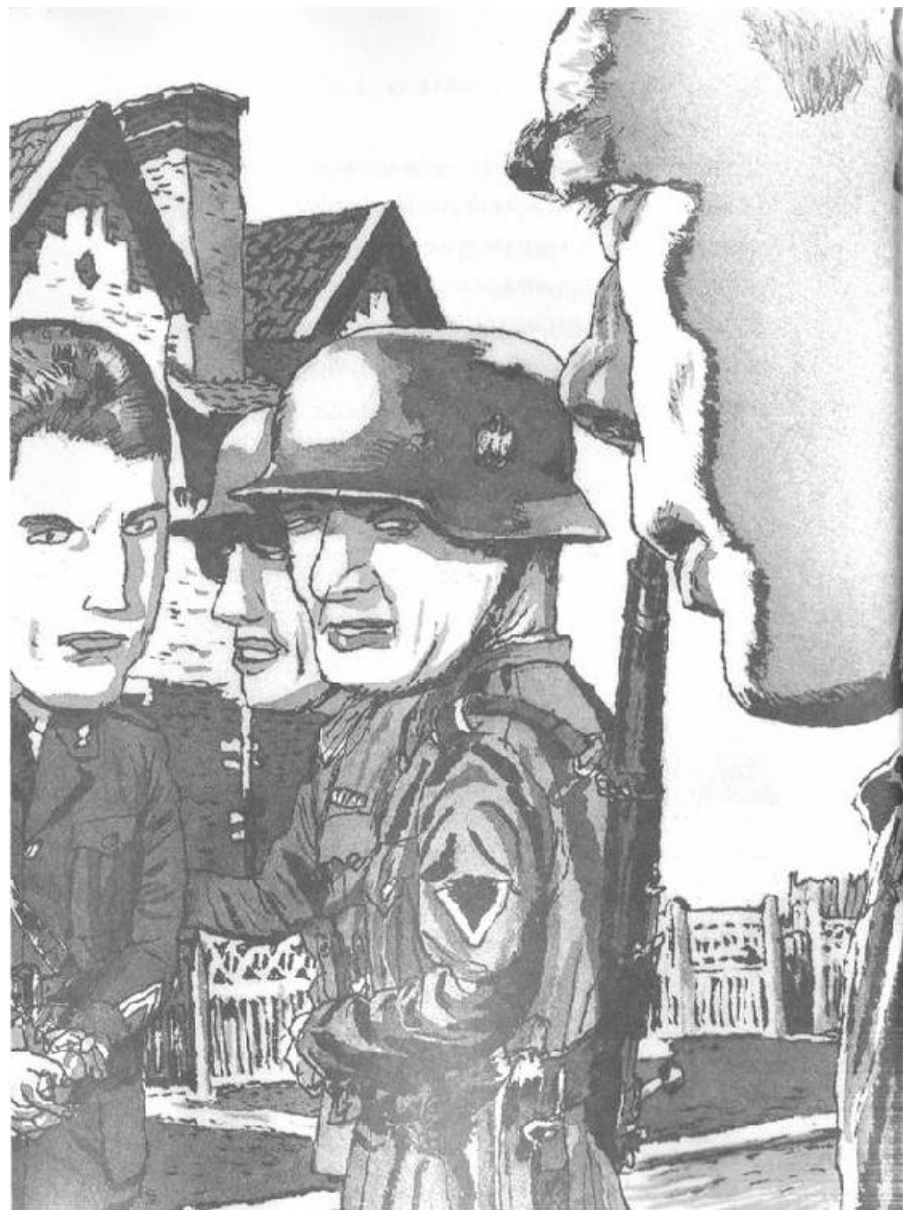
Ces plans, Pierre avait d'abord songé à les dissimuler dans la doublure de ses vêtements. Au dernier moment, il a choisi de les glisser à même sa poche, dans une simple enveloppe : en cas de contrôle, il parviendrait peut-être plus facilement à s'en débarrasser.

Et c'est bien ce qui est arrivé. Les policiers n'ont commis qu'une erreur : au lieu d'encadrer Pierre au moment de la descente du train, ils l'ont tous deux précédé. Jouant son va-tout, l'agent de renseignement a sorti l'enveloppe de sa poche et l'a coincée dans le marchepied. Au retour, il n'a eu qu'à la récupérer.

Ce jour-là, il ne voyageait pas seul : la chance était à son côté.

[Pierre de Froment adhère au mouvement Combat dès 1940. Sa formation d'officier de carrière le désigne d'emblée pour assurer des missions de renseignement. Il organise les réseaux d'espionnage dans le secteur particulièrement surveillé du Nord-Pas-de-Calais et de l'Artois. Arrêté en janvier 1943, il survivra à la déportation et reprendra une carrière militaire après la guerre.]





VII

COMMENT PETIT-RIQUET ENTRA EN RÉSISTANCE

— UN COSTAUD comme toi, dit Raymond. Qu'est-ce que tu attends pour nous rejoindre ?

— Ah ouais ? Et où ça ?

— Tu sais très bien ce que je veux dire.

Riquet hausse les épaules – des épaules larges, arrondies par la pratique de la boxe en amateur. Raymond est son cousin, de quelques mois son aîné. Depuis longtemps, il profite de cette différence d'âge pour chercher à l'entraîner dans ses propres engagements. Avant la guerre, il voulait le faire adhérer au Parti communiste.

Et maintenant, c'est la Résistance !

— Désolé, répond Riquet. Tu le sais, moi, je n'ai ni Dieu, ni maître !

— Je ne te demande pas de t'inscrire au Parti. Après tout, en 36, pendant la guerre d'Espagne, les anarchistes et les communistes se sont battus côte à côte contre les fascistes(24).

— Cela ne les a pas empêchés de perdre, ricane Riquet.

— Mais ça ne te fait donc rien de voir ton pays occupé par les Allemands ?

— Ton père et le mien se sont battus en 14-18. Ce sera la dernière, qu'on leur disait. Pourtant, quand ils sont rentrés, on les a remis au boulot pour préparer la prochaine. En admettant que vous réussissiez à chasser les Boches, ce qui m'étonnerait vu les armes que vous avez, qu'est-ce que ça changera pour moi ? Tant qu'ils me foutent la paix, les Frisés, ils peuvent bien rester.

Raymond soupire. Petit-Riquet – malgré sa carrure, il a gardé son surnom d'enfant – restera toute sa vie un vaurien, un coq de village, tout juste bon à se bagarrer les samedis soir pour épater les filles, à perturber les bals et à vivre de menus larcins, au prétexte de ne pas s'abaisser à travailler pour un patron. Va savoir à quel trafic il se livre en ce moment ! Si cela se trouve, il profite de la situation pour faire du marché noir ! Mécontent, Raymond prend congé de Riquet.

En se quittant ce jour-là, les deux cousins sont donc loin d'imaginer que Petit-Riquet, dès le lendemain, va entrer en Résistance. Comme beaucoup, il y sera amené par les circonstances, plus que par un véritable choix.

Pour aller de la gendarmerie de Méru à la gare, il faut prendre la rue nationale et bifurquer à droite, passée l'église. Un parcours d'à peine dix minutes. C'est ce trajet qu'emprunte le gendarme Lacaze, un triste matin. Du mieux qu'il peut, il dissimule les menottes qui entravent ses mains. Deux soldats allemands, casque sur la tête, fusil à l'épaule, l'encadrent. Le gendarme n'en mène pas large. Comme tout résistant capturé, il sait ce qui l'attend au bout du voyage : torture, prison, exécution ou, à tout le moins, déportation. Même si elle était prévenue de son arrestation, la Résistance locale ne pourrait rien tenter pour le sauver : on n'improvise pas un coup de main en plein milieu d'un bourg occupé. Ses gardes le savent. Ils ne sont pas inquiets.

C'est donc la dernière fois que Lacaze voit ces maisons de brique rouge, aux alignements monotones. Derrière les fenêtres, il devine des visages. Y a-t-il de l'indignation dans les yeux de ceux qui le voient partir ainsi, lui, le représentant de l'ordre, ou bien de la compassion ? Une question le hante : se taira-t-il assez longtemps sous la torture pour permettre à ses compagnons de cacher le matériel et de se disperser ? Tout en haut de la rue mal pavée se dresse la gare, le seul bâtiment un peu moderne de cette bourgade picarde, avec la poste. À cette heure matinale, la rue est déserte.

Enfin, presque.

Un homme les regarde venir.

Lacaze le reconnaît : combien de fois Petit-Riquet a-t-il passé quelques heures dans le cachot de la gendarmerie ? Cette nuit encore, il est probablement allé traîner à la recherche d'un mauvais coup ou d'une aventure avec la femme d'un soldat prisonnier. Les Allemands, eux aussi, l'ont vu. Ils crispent la main sur la bretelle de leur fusil. Que fait cet individu planté en plein milieu de la rue ?

Soudain, l'homme s'esclaffe bruyamment.

— On aura tout vu, v'là qu'on arrête les gendarmes, maintenant !

Il approche, le pas lourd, titubant. Les Allemands sont un peu rassurés : encore un ivrogne, comme il y en a tant en France !

— Eh ! Gendarme ! braille-t-il. C'est tes menottes qu'ils t'ont mises ?

L'homme rit tellement qu'il en perd l'équilibre. « I-z-arrêtent les gendarmes, i-z-arrêtent les gendarmes », hoquette-t-il, retombant lourdement sur ses fesses à chaque tentative de se remettre debout. Les Allemands et leur prisonnier arrivent à sa hauteur. Ils doivent faire un écart pour l'éviter.

C'est alors que Riquet bondit, les deux poings en avant. La lutte est brève. Un uppercut à droite. Un crochet suivi d'un une-deux à gauche. Cueillis à froid, les deux soldats se retrouvent à terre, assommés.

— Allez ! Amène-toi !

Violemment happé par la poigne de Riquet qui, à l'évidence, est en possession de tous ses moyens, Lacaze court à perdre haleine.

— Par ici !

Dans une cour trône une enclume. Trois coups de marteau suffisent à couper la chaîne des menottes.

— Et voilà, t'es libre ! T'as même pas le registre à signer !

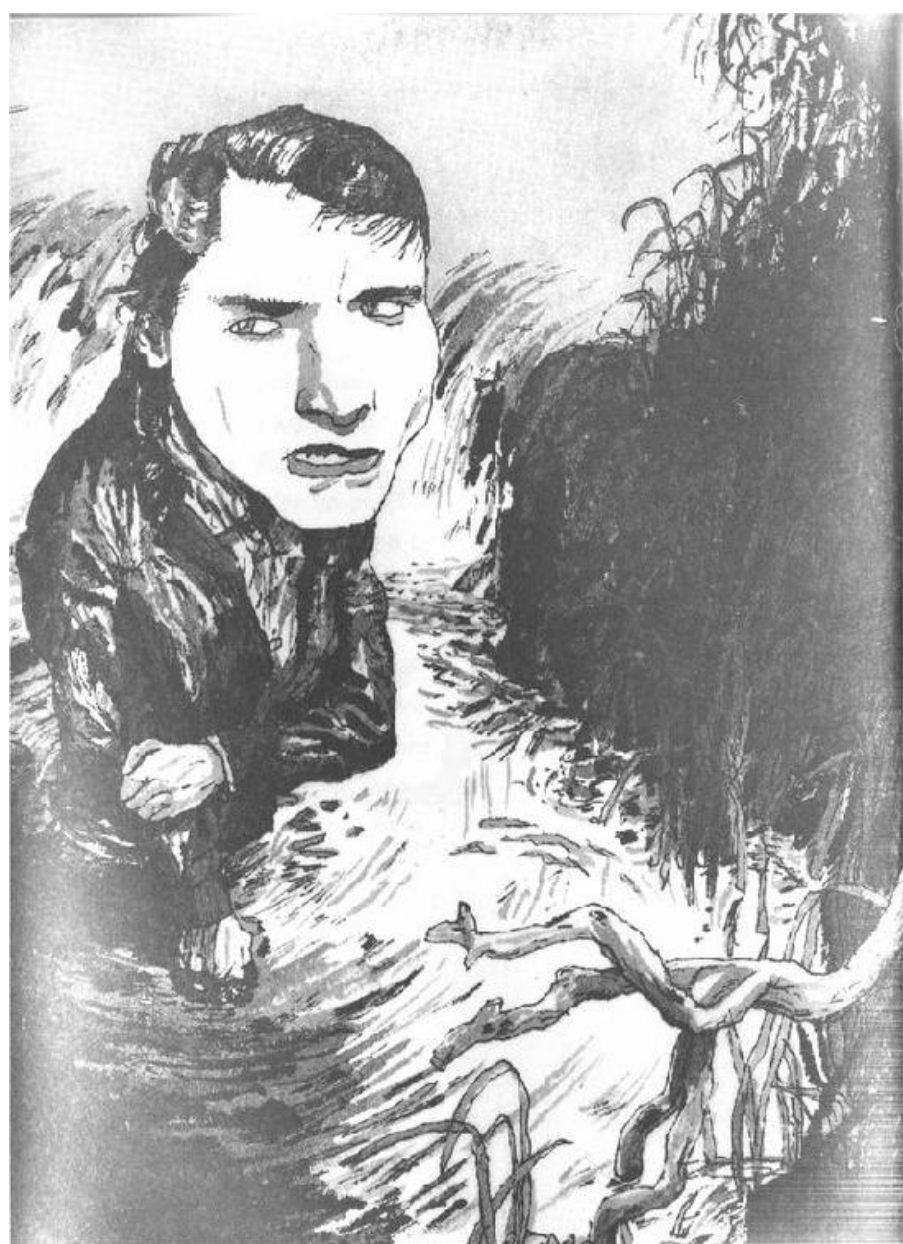
— Riquet, je ne sais comment te remercier. Mais... pourquoi avoir couru un tel risque pour moi ?

Petit-Riquet, hilare, le gratifie d'un clin d'œil.

— Toi, t'es un gendarme, alors je ne t'aime pas. Mais deux contre un, c'est pas juste ! Et moi, je ne supporte pas l'injustice !

[Raymond Léourier a été arrêté en 1943 en possession de tracts antinazis. Déporté au camp de Dachau, il y est mort quelques mois plus tard. Son cousin Frédéric, dit Petit-Riquet, n'a jamais été inquiété.]





VIII

ÉVASION

DE VIOLENTS COUPS de poing ébranlent la porte de la chambre.

— Contrôle d'identité, ouvrez !

Serge est plus furieux qu'effrayé. Quelle idée a eue Ducasse de leur donner rendez-vous dans l'hôtel d'un petit village ! L'arrivée de sept voyageurs d'un coup, dans un trou pareil, ne pouvait que paraître suspecte.

Des soldats en armes pénètrent dans la pièce étroite. Des gendarmes de la police militaire allemande, reconnaissables à la plaque de métal pendue sur leur poitrine. Ils ont vite fait de trouver les cartes de la région sur lesquelles une cinquantaine de croix sont tracées au crayon bleu. Certes, ils ne peuvent deviner, à la simple vue de ces documents, que les hommes rassemblés dans l'auberge projetaient de saboter les lignes à haute tension du secteur afin de priver d'électricité les usines lyonnaises. Mais, malgré les papiers apparemment en règle qui leur sont présentés, ils ne doutent pas un instant d'avoir troublé une réunion de résistants.

Après une fouille rapide, les Français sont placés, à deux par chambre, sous la surveillance d'un garde. Serge réfléchit : les interrogatoires des résistants prisonniers ne relèvent pas de la *Feldgendarmerie*, mais de la Gestapo(25). Leurs gardes ont donc dû l'appeler. Pour venir de Lyon par la route, les policiers mettront une petite heure. Un délai dont il faut profiter pour s'échapper. Mais comment ?

Le garde est calé entre la porte et lui. Dans le couloir, un gendarme fait les cent pas. Au rez-de-chaussée, d'autres surveillent probablement l'escalier. La fenêtre ? Risqué ! C'est pourtant la seule solution. Serge se replie sur lui-même, comme quelqu'un qui a peur. En fait, il a peur. Un mois auparavant, il s'est déjà fait prendre par la police française. Profitant de sa jeunesse – il a tout juste vingt-deux ans – il a persuadé les policiers qu'il n'était qu'un comparse d'occasion, payé pour porter un message. On l'a simplement jeté en prison, d'où des camarades ont réussi à le faire évader. Mais, désormais, il est fiché. Cette fois, il est

bon pour un interrogatoire musclé. La sinistre réputation des tortionnaires de la Gestapo lyonnaise a de quoi l'effrayer.

Mais il a une autre raison que la douleur qui lui noue l'estomac de se recroqueviller sur lui-même. Sous son imperméable, sa main avance imperceptiblement. Au cours de leur fouille, les *Feldgendarme* n'ont pas repéré le revolver dissimulé tout en haut de sa cuisse. Ses doigts rencontrent l'arme. La sueur coule le long de ses joues, de son dos. Tirer tout de suite ? Mieux vaut ne pas tuer le garde, cela ne ferait qu'aggraver son cas. Et puis, la détonation alerterait les autres. Il se force à attendre une occasion. Combien de temps lui reste-t-il avant l'arrivée de la Gestapo ? Enfin, le *Feldgendarme* détourne le regard. Serge bondit, le frappe à la tempe. L'Allemand chancelle. Serge se précipite sur l'espagnolette, ouvre la fenêtre. Une chance, celle-ci donne sur le toit du poulailler. Il saute dessus, dans un fracas de tôle, et se laisse glisser au sol. Aïe ! Il se reçoit mal, se tord la cheville. Pourtant il court. Pas le choix ! Un coup de feu claque. Une brûlure, en haut du bras. Touché ! Mais il continue à courir.

Il traverse un chemin, sous l'œil ahuri d'un paysan qui tire la bride de son cheval. Se cacher ! Devant lui, un terrain vague, couvert par un épais fourré de ronces. Il plonge, insensible aux épines qui lui lacèrent la peau. Il se fait le plus petit possible. Un moment déroutés par le paysan qui leur a indiqué une fausse direction, les Allemands reviennent bientôt sur leurs pas. Ils courent dans tous les sens. Pourvu qu'ils n'aient pas de chiens !

Une explosion l'assourdit. Ses poursuivants lancent des grenades, au hasard, puis lâchent quelques rafales de mitraillette. Les projectiles sifflent au-dessus de sa tête. Serge s'aplatit encore, il voudrait s'enfoncer dans la terre. Quelques mots lui parviennent. *Feuer...* Bon sang ! Ils vont enflammer les broussailles ! Heureusement, celles-ci sont trop vertes. Le feu ne prend pas. Serge saisit encore quelques bribes de leur conversation : *Hole die Hunde...* *Hunde* ! Cela veut dire chiens !

Sur la route, vers l'hôtel, on entend un bruit de moteurs. Sans doute la Gestapo. Les gendarmes abandonnent momentanément la poursuite pour accueillir les nouveaux venus. Serge profite de ce répit pour ramper de l'autre côté du fourré. Il fait presque nuit à présent. Il se heurte au remblai d'une voie ferrée. Trop haut. Il doit le longer. Chaque pas est une torture. Sa cheville blessée le porte à peine. De cruels élancements traversent son bras, qu'il maintient comme il peut avec sa main gauche. Mais, depuis le moment où il a bondi sur le garde, toute peur l'a quitté. Il entend une détonation dans son dos. Une balle siffle à son oreille. Repéré ! Il zigzague entre les buissons. Débouche sur la rive de l'Ain.

La rivière s'étire, paisible. Aucune ride ne vient agiter le flot noir.

Pas d'autre solution que de plonger. Il se sent aussitôt happé par un courant rapide, que l'aspect tranquille de la surface ne laissait pas soupçonner. Emporté, incapable de se diriger efficacement, il est bientôt roulé dans un rapide. Secoué par les remous, il refait surface, aspire une grande bouffée d'air. Il ne se débat plus, se contentant de se laisser porter par le courant. En amont, il entend des détonations. Les Allemands jettent des grenades dans l'eau. Mais, eux aussi trompés par l'apparente nonchalance de la rivière, ils n'imaginent pas que le fugitif soit déjà si loin. Ne le voyant pas nager dans le lit, ils mitraillent les roseaux de la rive.

Peu à peu, la pétarade et les éclats de voix s'estompent. Se jugeant assez éloigné, Serge nage jusqu'à la berge. La lune s'est levée. Il connaît un peu la région, pour y avoir passé des vacances avant la guerre, dans la propriété d'un ami, à Charnoz. Là, il pourra sans doute se cacher. Malheureusement, quand il atteint le village, son ami n'est pas chez lui. Les gardiens de la villa s'affolent de voir surgir en pleine nuit cet homme trempé, ensanglanté, couvert de boue. Le reconnaissant enfin, ils n'osent pas le chasser sans lui prodiguer quelques soins. Toutefois ils insistent pour qu'il quitte la maison au petit matin, une heure avant la levée du couvre-feu.

— Au moins, prêtez-moi une bicyclette !

— Non, non, il faut partir. Si les Allemands vous trouvent ici, ils nous fusilleront.

Serge ne s'obstine pas. Ce sera déjà bien si ces gens, terrorisés, ne courent pas le dénoncer. Il fait encore nuit. Le brouillard est tombé. Il renonce à emprunter l'itinéraire le plus direct, trop fréquenté, pour suivre une petite route départementale. Mais cela veut dire une cinquantaine de kilomètres à parcourir pour atteindre Lyon. Avec cette cheville enflée qui l'élance à chaque pas ! À chaque bruit de moteur, il se jette dans le fossé. Il s'oblige à des détours à travers champs pour éviter les villages. Le moindre contrôle lui serait fatal : les *Feldgendarme* ont gardé ses papiers d'identité. Une sueur fiévreuse inonde sa chemise. Son cœur bat trop vite, trop fort. Au bord de l'évanouissement, il marche plus par réflexe que par volonté. Près du terrain d'aviation de Bron, un bruit de moteur l'alarme : désormais incapable de raisonner, il est persuadé que les deux avions de chasse qui, dans leurs acrobaties, plongent vers lui, l'ont repéré. Enfin il frappe à la porte d'une maison amie. L'hôtesse, la mère d'une agente de liaison, veut le retenir.

— Impossible, je dois avertir le mouvement. La Gestapo tient six des nôtres. N'importe qui peut parler sous la torture. Prêtez-moi un vélo.

Il a quitté Charnoz depuis plus de douze heures quand il trouve refuge au domicile de Lucie Aubrac, comme lui membre du mouvement Libération. En quelques mots, il lui expose la situation.

— Je m'occupe de donner l'alerte, dit-elle. J'appelle un médecin, aussi, tu en as besoin. Bernard viendra te chercher, il te cachera jusqu'à ce que tu sois rétabli.

Elle est comme l'Ain, Lucie. En apparence, un calme et tranquille professeur, mais énergique, toute en fougue. Il n'a plus qu'à se laisser porter.

— Tu as eu beaucoup de chance, constate-t-elle.

Il sourit. D'une voix qui s'endort, il dit :

— Avant de sauter sur mon garde, j'ai regardé la paume de ma main. Ma ligne de vie est longue, je ne pouvais pas mourir. D'ailleurs, une bohémienne m'a prédit que je vivrai plus de quatre-vingts ans...

Lucie le regarde, amusée. Un polytechnicien qui croit aux prédictions d'une diseuse de bonne aventure ? Oh ! Après tout, pourquoi pas ? Par les temps qui courent, il ne faut rien négliger de ce qui aide à vivre.

[Lorsque, en 1943, les mouvements Libération, Combats et Francs-Tireurs fusionnent pour devenir les Mouvements Unis de Résistance (MUR), Serge Ravelle devient chef national de ses Groupes Francs, c'est-à-dire des commandos chargés des coups de main armés. En mars 1944, il est nommé chef des Corps francs de la libération, réunissant les maquis et les Groupes francs des MUR, ainsi que l'Armée secrète, pour la région de Toulouse. Enfin, le général Kœnig, commandant suprême des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) le désigne pour créer ces Forces dans cette région, en rassemblant l'ensemble des forces militaires de la Résistance. Il est alors âgé de 24 ans. Nommé chef régional avec le grade de colonel, il organise la libération de la région, au terme de laquelle 13 000 Allemands sont capturés et les autorités de Libération mises en place. Après la guerre, il mène une carrière de chef d'entreprise à laquelle le destinaient ses études d'ingénieur.]



IX

IL FAUT SAUVER RAYMOND

ELLE EST PRÊTE À TOUT, Lucie, pour sauver son époux. Il y a six mois, déjà, elle n'a pas hésité à menacer de mort, à visage découvert, un procureur, s'il ne signait pas la mise en liberté provisoire de Raymond, détenu à la prison de Saint-Paul. Il est vrai qu'à l'époque la justice n'avait pas mesuré l'importance de son rôle dans la Résistance. Cette fois, l'affaire est plus sérieuse. Raymond Aubrac, responsable de l'armée secrète du mouvement Libération, a été capturé le 21 juin 1943 à Caluire, dans la banlieue lyonnaise. Ce jour-là, plusieurs dirigeants importants de la Résistance devaient rencontrer Max⁽²⁶⁾, l'envoyé du général de Gaulle. En choisissant la salle d'attente d'un médecin comme lieu de rendez-vous, ils pensaient ne pas attirer l'attention. Mais quelqu'un avait prévenu la Gestapo.

Pendant plusieurs longues semaines, Lucie est restée dans l'incertitude quant au sort de son mari. Avait-il été tué ? Envoyé en Allemagne ? À présent, elle sait grâce à un détenu récemment libéré que son époux n'a pas quitté Lyon, qu'il est incarcéré à la prison de Montluc. Et aussi qu'il est condamné à mort.

— Bien entendu, tu peux compter sur mes gars, dit Serge. Mais, tu le sais, la prison est imprenable par la force. Il faut trouver une idée.

Serge Ravanel est le responsable national des groupes francs, ces petits commandos spécialisés dans les coups de main armés. Son efficacité n'a d'égal que son dévouement et une solide amitié le lie à Lucie et Raymond Aubrac. Mais il a raison : un commando ne saurait pénétrer dans la sinistre prison lyonnaise, trop bien gardée.

— Nous ne pouvons pas refaire le coup de l'hôpital, il commence à être connu de la police.

Serge fait allusion à une opération menée quelques semaines plus tôt, le 23 mai 1943. En avalant des médicaments introduits dans la prison Saint-Paul grâce à la complicité de gardiens, quelques camarades du mouvement incarcérés avaient bientôt présenté des symptômes inquiétants. Redoutant la contagion, les Allemands les avaient évacués à l'hôpital. Un commando de groupes francs les y

avaient récupérés, en se faisant passer pour des policiers de la Gestapo.

— Je ne vois qu'une solution, dit Lucie : profiter d'un transport.

Tous les matins, en effet, un camion conduit les détenus de la prison de Montluc à l'École de santé(27), devenue le siège de la Gestapo, et dans les sous-sols de laquelle sont menés de terribles interrogatoires. Le soir, le même camion reconduit à la prison ceux qui ont survécu à la torture.

— D'accord, dit Serge, mais comment savoir quel jour Raymond se trouvera dans le camion ?

Il n'ajoute pas qu'à son avis, il est sûrement déjà trop tard. L'arrestation de Raymond date maintenant de plusieurs semaines. Son interrogatoire doit être achevé. Peut-être a-t-il déjà été exécuté. Lucie ne veut pas, ne peut pas se résoudre à perdre espoir. Elle ne peut envisager de vivre sans Raymond. Comment admettre que l'enfant qu'elle porte pourrait ne pas connaître son père ?

— Le meilleur moyen, constate-t-elle, c'est de provoquer nous-mêmes son transfert.

Oui, mais comment ? Désormais, elle ne pense plus qu'à cela. Elle échafaudé mille plans, tous plus irréalisables les uns que les autres. Enfin, ce n'est pas possible ! Il va bien lui venir une idée !

Sa grossesse ! Voilà la clé !

Une de ses amies, qui serait bien surprise de la savoir résistante, fréquente un officier allemand. Par l'intermédiaire de ce dernier, Lucie obtient un rendez-vous avec un lieutenant en poste à l'École de santé en se faisant passer pour une certaine Guillaîne de Barbentane.

Le 10 septembre, elle se présente à lui. La cinquantaine un peu guindée, le lieutenant la reçoit avec une courtoisie qui démontre une éducation raffinée. S'il a consenti à la recevoir, dit-il d'emblée, c'est par égard pour les Barbentane, une des familles les plus respectables de la région. Heureusement qu'il n'a pas poussé l'enquête assez loin pour trouver la trace de celle dont Lucie a emprunté sans vergogne l'identité.

— Je n'ai pas saisi la raison de votre visite, enchaîne-t-il d'un ton poli, mais froid. Pourriez-vous me la préciser ?

— Je sais, dit-elle en s'asseyant en face de lui sans attendre qu'il l'y invite, que vous détenez monsieur Ermelin. Il a été arrêté par erreur alors qu'il venait consulter un médecin. Oh, je ne viens pas vous importuner à vous demander sa grâce. Mais...

Elle paraît hésiter, regarde autour d'elle comme si elle craignait un témoin et ajoute en se penchant un peu et en baissant la voix :

— Monsieur, je suis issue d'une longue lignée de militaires. En tant qu'officier, vous comprendrez que je ne veux pas être celle par qui le scandale éclaboussera ma famille. Vous voyez ce que je veux dire,

n'est-ce pas ?

— Je crains que non.

La fausse Guillaîne paraît de plus en plus gênée.

— J'ai connu monsieur Ermelin il y a quelques semaines sur la côte d'Azur. Et nous... Enfin, j'attends un enfant de lui.

Pour prouver ses dires, elle lui tend un certificat de grossesse.

— Il m'avait promis le mariage. Monsieur, je vous en prie. Pour moi, pour ma famille, je ne veux pas que mon enfant soit sans père.

Le lieutenant est abasourdi par une demande aussi inattendue. Mais il se laisse convaincre. Issu d'une lignée aristocratique, il mesure le déshonneur que représente pour une famille respectable la naissance d'un bâtard. Même, il ne peut s'empêcher de lui faire un peu de morale, sur un ton paternel.

— Mademoiselle, vous vous êtes montrée fort imprudente. Je ne peux rien promettre, car votre fiancé est mêlé à une affaire très grave. Un représentant de De Gaulle a été arrêté en même temps que lui. Certes, les choses se sont un peu tassées depuis que ce dernier est mort. Mais vous comprendrez que les circonstances nous obligent à la plus grande rigueur.

Lucie sent son cœur s'accélérer. La réponse de l'officier montre que Raymond est encore vivant. Mais elle ne doit pas se trahir. Les larmes qui lui montent aux yeux, elle doit s'en servir pour continuer à jouer son rôle. Elle insiste, suppliante, feignant le plus complet désarroi.

— Bon, cède l'officier. Je vais voir ce que je peux faire pour vous. Ne parlez de tout cela à personne et revenez mardi prochain.

Quand, de retour chez elle, Lucie raconte son entretien à Serge Ravel, elle s'attire des reproches amicaux.

— Tu es complètement folle ! Te jeter ainsi dans la gueule du loup !

— Eh bien ? Il ne m'a pas avalée !

— Tu aurais tout de même pu nous en parler avant. En tout cas, cela veut dire que les Allemands ne savent pas qui ils détiennent, sinon, ils ne t'auraient pas laissée repartir. Maintenant, si tu m'expliquais la suite de ton plan.

— C'est simple : jamais on ne me laissera entrer à Montluc. Si j'obtiens de le voir, ce sera à l'École de santé. Donc, non seulement il sera transféré, mais je serai la première à savoir quel jour !

La semaine passe lentement. Lucie tremble à l'idée que le lieutenant change d'avis, qu'il ne veuille plus la recevoir. Mais, à l'heure dite, un garde l'introduit dans le bureau de l'officier. Celui-ci la salue sèchement, avant d'ajouter d'un ton sévère :

— Votre fiancé ne s'appelle pas Ermelin.

— Vraiment ? s'étonne Lucie, dont le cœur se met à battre très fort.

— Non, son vrai nom est Vallet. Il a déjà eu affaire à la police. On ne change pas d'identité quand on n'a rien à se reprocher ! Il sera fusillé bientôt.

Lucie se tasse sur sa chaise, prend l'air effondré. Mais, en son for intérieur, elle est un peu soulagée : Vallet est le nom sous lequel Raymond a été écroué la première fois, à Saint-Paul. En l'avouant, il a orienté les enquêteurs sur une fausse piste, se faisant passer pour un maillon sans importance. Cela lui aura épargné un interrogatoire prolongé. D'une toute petite voix, elle murmure :

— Votre loi est dure, mais je ne la conteste pas. En tant que fille d'officier, je sais qu'il faut obéir aux règles. Mais laissez-moi le voir, au moins une fois. Il doit tenir sa parole, m'épouser. Je serai bientôt veuve, mais mon enfant aura un nom.

— Soit, vous le verrez, se radoucit le lieutenant. Mais, ajoute-t-il sur un ton paternel, ne vous faites pas trop d'illusions. Les terroristes ne sont pas des gens honnêtes. Leur parole n'a aucune valeur.

Rendez-vous est pris pour le mardi suivant. Les volontaires du groupe franc repèrent le parcours entre Montluc et l'École de santé, choisissent l'endroit où ils intercepteront le camion transportant les prisonniers. Ce sera le boulevard des Hirondelles(28), une voie assez large, bordée sur un côté par le chemin de fer, de l'autre par des usines : ainsi, ils courront moins de risque de blesser des passants. Ils agiront au retour des prisonniers : Raymond aura vu Lucie, il s'attendra donc à quelque chose ; et eux, ils seront certains qu'il est bien dans le camion. Quant à la manière de procéder, leur plan est des plus simples. Une traction avant attendra dans une rue adjacente. Lucie fera le guet pour annoncer l'arrivée des prisonniers. Une rafale pour tuer le chauffeur... Le temps de récupérer Raymond, et on disparaîtra dans la nature.

À mesure que l'heure de la rencontre approche, le doute s'insinue dans l'esprit de Lucie. Comment se comportera-t-elle quand elle reverra Raymond après toutes ces semaines d'angoisse ? Il ne faut pas qu'elle faiblisse ! Le moindre faux pas peut tout compromettre. Le jour du rendez-vous, cependant, elle sait se composer une attitude aussi tranquille que les circonstances le permettent. On l'introduit la première dans le bureau de l'officier, qui se montre très aimable avec elle. Puis c'est au tour de Raymond. Comme il a changé : amaigri, hâve, cheveux et vêtements en désordre, le visage envahi par la barbe. En apercevant Lucie, il a un haut-le-corps, vite réprimé.

— Vous reconnaissez mademoiselle, n'est-ce pas ? susurre le lieutenant.

— Pas du tout, réplique Raymond, suivant en cela un principe élémentaire de prudence : dans sa position, l'identifier, c'est la compromettre.

— Monsieur Vallet, intervient aussitôt Lucie, ne craignez pas pour mon honneur. Ce monsieur sait que j'attends un enfant de vous.

Le regard de Raymond passe de Lucie à l'officier allemand. Sa surprise n'est pas feinte. L'Allemand le toise avec mépris. Il traite en revanche la jeune femme avec respect. Le simple fait qu'elle soit confortablement assise dans un fauteuil prouve qu'elle n'est pas prisonnière. Que diable a-t-elle encore inventé ? se demande le prisonnier. Pour ne pas risquer de faire échouer un plan qui lui échappe, il se tait.

— Monsieur Vallet, ne vous étonnez pas que je vous vouvoie, enchaîne Lucie. C'est Claude Ermelin que je tutoyais. Quand je vous ai connu sous ce nom, vous m'avez promis le mariage. J'ose espérer que vous confirmerez votre intention devant monsieur l'officier, qui a l'obligeance de me servir de témoin.

Raymond est pâle. Ses mains tremblent.

— Eh bien ? demande l'Allemand, qui se méprend sur son émotion.

Raymond ne comprend toujours pas où Lucie veut en venir. Mais il entre dans son jeu.

— Je n'ai qu'une parole, bafouille-t-il. Je suis désolé de vous avoir mise dans l'embarras.

D'un geste de la main, le lieutenant congédie le prisonnier.

— Vous avez de la chance, mademoiselle, je vous en félicite.

Lucie n'a plus qu'une envie : quitter ce bureau, ce bâtiment sinistre dont les caves abritent des salles de torture. Avoir vu Raymond dans ce triste état. Avoir dû jouer la comédie de la froideur... Elle respire avec peine. Mais ce serait vraiment idiot de craquer maintenant. Elle doit tenir son rôle jusqu'au bout. Et même, au moment de prendre congé, il lui vient une idée, pour ménager une autre possibilité, au cas où la tentative de ce soir échouerait. Le mariage ne suffit pas : simple formalité d'état-civil, il ne nécessitera pas la présence des époux dans la même pièce. En revanche, un acte notarié... Aussi, au lieu de prendre brièvement congé, s'attarde-t-elle.

— Je vous remercie de ce que vous avez fait pour moi, dit-elle au lieutenant. J'étais sûre de pouvoir compter sur votre compréhension. Nous sommes du même monde, n'est-ce pas ?

— Je crains que ce ne soit pas le cas de votre fiancé, ne peut s'empêcher de répondre l'officier. Vous avez remarqué ? Il ne m'a même pas salué en entrant dans mon bureau !

Lucie sursaute. S'agit-il d'une plaisanterie morbide ? L'officier s'attendait-il vraiment à ce qu'un homme que ses comparses ont brutalisé se comporte comme dans un salon ? Mais non, il est sérieux. Poursuivant sur le même registre, Lucie poursuit :

— Vous devez me juger sévèrement. Non, ne protestez pas, vous avez raison. J'ai été bien légère. À ce propos, pourriez-vous me

préciser la date et le lieu de naissance de ce M... Vallet. Vous comprenez, je connaissais M. Ermelin, pas lui. Ces renseignements sont nécessaires pour les formalités d'état-civil. Oh, et puis, il faut que je fasse établir le contrat de mariage.

— Un contrat ? Est-ce utile, compte tenu du peu de temps où vous serez mariés ?

— Ma famille a un peu de biens, précise la fausse Guillaîne de Barbentane. Ses terres reviendront à mon enfant. Comme vous l'avez souligné, je ne connais rien de ce monsieur, ni de sa famille. Je ne voudrais pas que celle-ci cherche à abuser de la situation, plus tard.

L'officier considère sa visiteuse en hochant la tête, un rien admiratif. Quel sang-froid ! Elle vient de revoir le père de son enfant dans la peau d'un condamné à mort, et elle se préoccupe avant tout de préserver le patrimoine familial. Ah, si tous les Français étaient de cette trempe, songe-t-il, nous n'aurions pas de mal à nous entendre pour fonder avec eux l'ordre nouveau !

Sitôt sortie, Lucie fait un long détour par un dédale de ruelles et de traboules(29) pour s'assurer qu'elle n'est pas suivie, avant de prendre position sur le pont du chemin de fer, d'où elle observera la circulation sur le boulevard. Un peu après 18 heures, elle aperçoit le camion allemand. Elle ouvre son parapluie, selon le signal convenu pour alerter le conducteur de la traction. Et...

Rien. Le camion passe en trombe devant elle, suivi d'un second véhicule. Mais la traction ne débouche pas. C'est fini. L'opération a échoué.

Quelques minutes plus tard, elle rejoint le commando chez Chiffлот, un bistrot tenu par un ami.

— Que s'est-il passé ? Pourquoi n'avez-vous pas tiré ? demande Lucie.

— On a mal minuté l'opération, répond Alphonse, penaud. Le camion roulait trop vite. Le temps de démarrer et de prendre le tournant, il nous passait sous le nez.

— En plus, nous n'étions pas assez nombreux pour attaquer deux véhicules, renchérit Daniel, le tireur du groupe.

Lucie est désespérée. Échouer si près du but ! Et Raymond ? Il a dû comprendre que l'on préparait son évasion. Il l'a espérée pendant tout le trajet. Qu'a-t-il pensé quand la porte de sa cellule s'est refermée sur lui ? Heureusement qu'elle a eu cette idée de contrat : cela suppose un autre transfert.

— Il y a encore un os, poursuit Daniel. La bâche à l'arrière du camion était levée. J'ai nettement vu deux gardes, mitraillettes pointées sur les prisonniers. En nous entendant tirer sur le chauffeur,

ils les auraient massacrés. Nous devons revoir nos plans.

— Mais alors, comment s'y prendre ?

— Il faudrait des silencieux, dit Serge à qui, à son retour, l'équipe a fait son rapport.

— Des silencieux ? s'étonne Lucie. Je croyais qu'il s'agissait d'une invention des films policiers.

— Non, ça existe vraiment. On peut s'en procurer en Suisse. Seulement, cela coûte cher.

— Peu importe le prix, tranche Lucie. Le mouvement m'a donné beaucoup d'argent pour mener à bien cette opération.

— Alors, j'ai peut-être une filière, du côté de la douane suisse. Il faudrait que tu ailles à Annemasse. C'est dangereux. Le secteur est très surveillé, tu penses bien.

Elle ira. Elle irait au bout du monde. Et elle ramènera son précieux chargement.

À son retour d'Annemasse, Lucie et ses compagnons de l'équipe centrale des groupes francs de Lyon tiennent un conseil de guerre, dans l'arrière-salle d'un café.

— J'ai les silencieux, annonce-t-elle. J'ai aussi des nouvelles de mon Allemand. Il me demande de passer jeudi prochain à la Gestapo pour la signature du contrat. Ce sera notre dernière chance. Le lieutenant a choisi cette date parce que, ce jour-là, Klaus Barbie, son chef, s'absente. Je l'ai senti inquiet. Il ne risquera plus longtemps d'être envoyé sur le front de l'Est pour quelques bouteilles de cognac.

— Cette fois, nous serons plus nombreux : deux tractions pour l'interception et une fourgonnette pour la récupération des prisonniers. Au lieu d'attendre le camion, nous le prendrons en chasse quand il sortira de l'École de santé. Jo commandera la première voiture, chargée de liquider le chauffeur ; Christophe tiendra le volant. Léon, tu conduiras la deuxième, Daniel étant chef de bord. Votre objectif : les gardes à l'arrière. Il faut les descendre avant qu'ils comprennent que le convoiement est attaqué. José, tu t'occupes de la camionnette. Tout sera question de vitesse : pas plus de cinq minutes.

— Et moi ? demande Lucie.

— Quoi, toi ?

— Je veux en être.

Cette idée ne soulève pas l'enthousiasme. Une femme, enceinte, qui plus est, faire le coup de feu ? Mais on ne résiste pas longtemps à Lucie.

— Tu t'installeras à l'arrière de la première traction, avec Maurice, accorde Serge.

Le matin du jeudi 21 octobre, en fermant la porte de sa maison, Lucie frissonne. Pas seulement à cause du froid. Elle a le cœur serré. Si tout se passe bien, elle ne reviendra pas ici ce soir. Elle ne reviendra jamais dans cette maison où, depuis deux ans, sont passés tant de compagnons. Où elle s'endormait le soir auprès de Raymond.

La signature du contrat ne prend que quelques secondes. Elle évite de regarder Raymond, de peur de voir se fissurer le masque de froideur auquel elle s'oblige. La nervosité du lieutenant confirme son impression : quoi qu'il arrive, il ne l'aidera plus. Comme elle descend l'escalier, elle entend une cavalcade derrière elle. Elle panique : mon Dieu ! Raymond n'a rien compris. Il essaie de s'évader par ses propres moyens ! Ouf ! Ce n'est qu'un soldat qui la dépasse, les bras chargés de dossiers apparemment très urgents.

Sitôt sortie de l'École de santé, Lucie file vers la mairie : si l'officier, pris d'un doute, l'a fait espionner, il sera rassuré en constatant que la prétendue Guillaîne de Barbantane entreprend bien les démarches administratives nécessaires à son mariage. Puis, en multipliant les précautions, elle rejoint ses camarades.

Dix-huit heures. La porte cochère de l'École de santé s'ouvre lentement. Le camion sort. Ça va, il est seul cette fois. Christophe démarre et se place devant lui. Dans la montée, il ralentit. Les Allemands le dépassent. Un coup d'œil dans le rétroviseur : OK, les copains sont là. Le camion tourne à gauche, s'engage sur le boulevard des Hirondelles. C'est le moment ! La voiture de tête accélère, se déporte, arrive à la hauteur de la cabine. Par la fenêtre de droite, dont la vitre a été démontée, Daniel ouvre le feu. Les silencieux font merveille. Le camion ralentit et se range tranquillement le long du trottoir.

— C'est pas possible, tu l'as raté, s'écrie Christophe, alerté par cette manœuvre inattendue.

Mais non, le conducteur du camion s'affaisse sur son volant, tandis que le soldat assis à côté de lui se laisse glisser au sol.

À l'arrière, les deux gardes, alarmés par cet arrêt imprévu, sautent à terre. Les mitraillettes de la seconde traction crépitent ; les Allemands se jettent dans le fossé qui borde la route, mais sont rapidement mis hors de combat. Un homme en imperméable surgit du camion.

— Attention, un gestapist !

— Non, c'est Raymond !

Trop tard ! Trompé par le vêtement que porte le prisonnier, Lyonnet a tiré. Par bonheur, son tir a manqué de précision. Aubrac est seulement blessé à la joue. Maurice le récupère, l'entraîne vers une traction qui démarre en trombe, tandis que les treize autres prisonniers s'enfourment dans la camionnette.

Malgré son impatience, Lucie doit encore consentir un détour : un blessé dans la voiture a besoin d'un médecin. Mais qu'importe une heure ou deux de plus, après toutes ces semaines d'attente ? Elle sait qu'elle a réussi. Raymond est sauvé !

[À la suite de cette évasion, les époux Aubrac se cachent plusieurs mois en Bresse, puis dans le Jura, avant d'être évacués en février 1944 sur Londres, juste à temps pour permettre à Lucie d'y donner naissance à une petite fille, Catherine. Raymond Aubrac est envoyé à Alger, pour y devenir membre de l'Assemblée consultative du gouvernement provisoire et l'un des proches collaborateurs d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, ministre de l'intérieur. Après le débarquement des Alliés en Provence le 15 août 1944, il est nommé commissaire de la République pour la région de Marseille.]





X

LA QUESTION

IL FAIT plutôt frais, en ce matin de novembre 1943. « Au moins, il ne pleut pas, c'est déjà ça », songe Gisèle en sanglant un panier sur le porte-bagages de sa bicyclette. Pour attraper le car au départ de Louhans qui la ramènera à Lyon, elle doit franchir une vingtaine de kilomètres. Cela ne lui fait pas peur. À vingt-cinq ans, elle est dans toute la force de sa jeunesse. Et puis, elle ne manque pas d'entraînement, depuis trois ans qu'elle sillonne les routes pour collecter des faux papiers et porter les messages. Les sacoches de sa bicyclette contiennent quelques légumes : si les gendarmes en contrôlent le contenu, elle leur fera croire qu'elle est allée se ravitailler à la campagne, comme tant d'autres ménagères. Dans le panier, elle a enfourné de la layette et un bidon à lait. Cela lui permettra de jouer les jeunes mères pressées. Dans un pays où la propagande ne cesse d'honorer la maternité, cela peut se révéler utile. Elle procède à une dernière vérification : à condition de ne pas trop fouiller dans la layette, on ne peut soupçonner le véritable motif de sa « promenade » : rapporter les tickets de rationnement, les cartes d'identité et les livrets de mariage vierges récoltés dans des mairies amies, qui permettront de doter les camarades d'identités toutes neuves.

Gisèle franchit les dix premiers kilomètres sans problème, sur une route peu fréquentée. Quand, soudain, une automobile noire la dépasse. Avec un pincement au cœur, elle reconnaît une traction avant : la voiture préférée de la police et de la Gestapo. Pourvu qu'elle passe son chemin. Aïe ! Elle ralentit, se rabat pour lui couper la route. Gisèle freine brusquement. Dans son trouble, elle perd l'équilibre et tombe lourdement sur le bitume. Une brûlure cuisante irradie son genou. Mais c'est pour l'heure le cadet de ses soucis. Deux hommes descendent de la traction et se dirigent vers elle.

Aimablement, l'un d'entre eux l'aide à se relever, tandis que le second s'occupe de la bicyclette.

— Rien de cassé, j'espère ?

— Non, je me suis juste écorché le genou.
— Je suis désolé de vous avoir effrayée.
— Ce n'est pas de votre faute. J'ai glissé sur les gravillons en freinant.

Avec un mouchoir, elle tamponne la blessure et se confectionne un pansement de fortune.

— C'est ridicule, à mon âge, je devrais savoir me tenir sur un vélo, minaudes-t-elle, avec un brin de coquetterie. Le policier est plutôt aimable, on ne sait jamais, peut-être va-t-on en rester là. Mais son collègue, déjà, fouille les sacoches.

— Police économique, se présente son interlocuteur. Je suis désolé, mais c'est notre travail.

— Oh ! Je ne fais pas de marché noir ! Je suis juste allée chercher un peu de légumes à la campagne. Des œufs, aussi, mais je n'en ai pas trouvé. Et surtout du lait, pour mon petit.

Spontanément, elle présente ses papiers.

Après les avoir brièvement consultés, le policier jette un coup d'œil interrogateur à son collègue. L'autre hoche la tête. Comme Gisèle a pris la précaution de n'emporter qu'une quantité minime de provisions, son histoire paraît plausible.

— Et où allez-vous comme ça ?

— À Louhans.

Tout en répondant, Gisèle surveille le second policier du coin de l'œil. Il s'intéresse maintenant au panier, commence à soulever la layette. Alors elle éclate en sanglots.

— S'il vous plaît, laissez-moi partir. Je suis déjà en retard. Mon bébé m'attend, il faut que je le fasse manger...

D'une voix entrecoupée de pleurs, elle expose la situation difficile qu'elle est censée vivre : un enfant en bas âge, un mari réquisitionné pour aller travailler en Allemagne et dont elle est sans nouvelles, personne pour l'aider, pas d'argent, la difficulté de se ravitailler... Elle en fait tant que les policiers, attendris, abandonnent la fouille. Et même, ils lui proposent de l'accompagner. Mais que faire de la bicyclette ?

— Ah, évidemment, nous ne pouvons pas charger votre vélo. Au moins, nous allons transporter vos paquets. Ainsi, ce sera plus facile pour vous. Nous les laisserons à la gendarmerie de Louhans.

Partagée entre le soulagement et l'angoisse, Gisèle voit l'automobile s'éloigner, emportant ses provisions, sa layette, et... les précieux documents. Elle se met à trembler de tous ses membres. Elle est vraiment passée près de la catastrophe, cette fois. Car la police de Vichy est impitoyable pour les résistants, qu'elle livre sans remords à la Gestapo. Allons, elle ne va pas rester plantée toute la journée au bord de cette route ! Oui, mais où aller ? Rebrousser chemin en se

réjouissant de s'en tirer à si bon compte, gagner Lyon au plus vite, se cacher ? Bien sûr, la prudence le lui commande. Mais si les policiers ne la voient pas venir, ils vont se douter de quelque chose, trouver les documents compromettants, peut-être remonter grâce à eux aux fonctionnaires qui les ont fournis ? Alors ? Aller récupérer les sacs ? Mais qui sait si les flics n'ont pas déjà poussé la fouille un peu plus loin et découvert ce qui se cache sous la layette ? Ont-ils seulement cru à son histoire ? Oui, sinon ils l'auraient arrêtée tout de suite. À moins qu'ils aient voulu s'amuser en l'obligeant à se jeter elle-même dans la gueule du loup ?

Elle enfourche sa bicyclette. D'instinct, elle a pris la direction de Louhans. Elle a encore une dizaine de kilomètres pour réfléchir, il sera toujours temps de faire demi-tour.

Mais elle a beau ressasser le problème, elle ne trouve aucune solution satisfaisante. Chaque tour de roue la rapproche de l'issue. Heureuse ou fatale ?

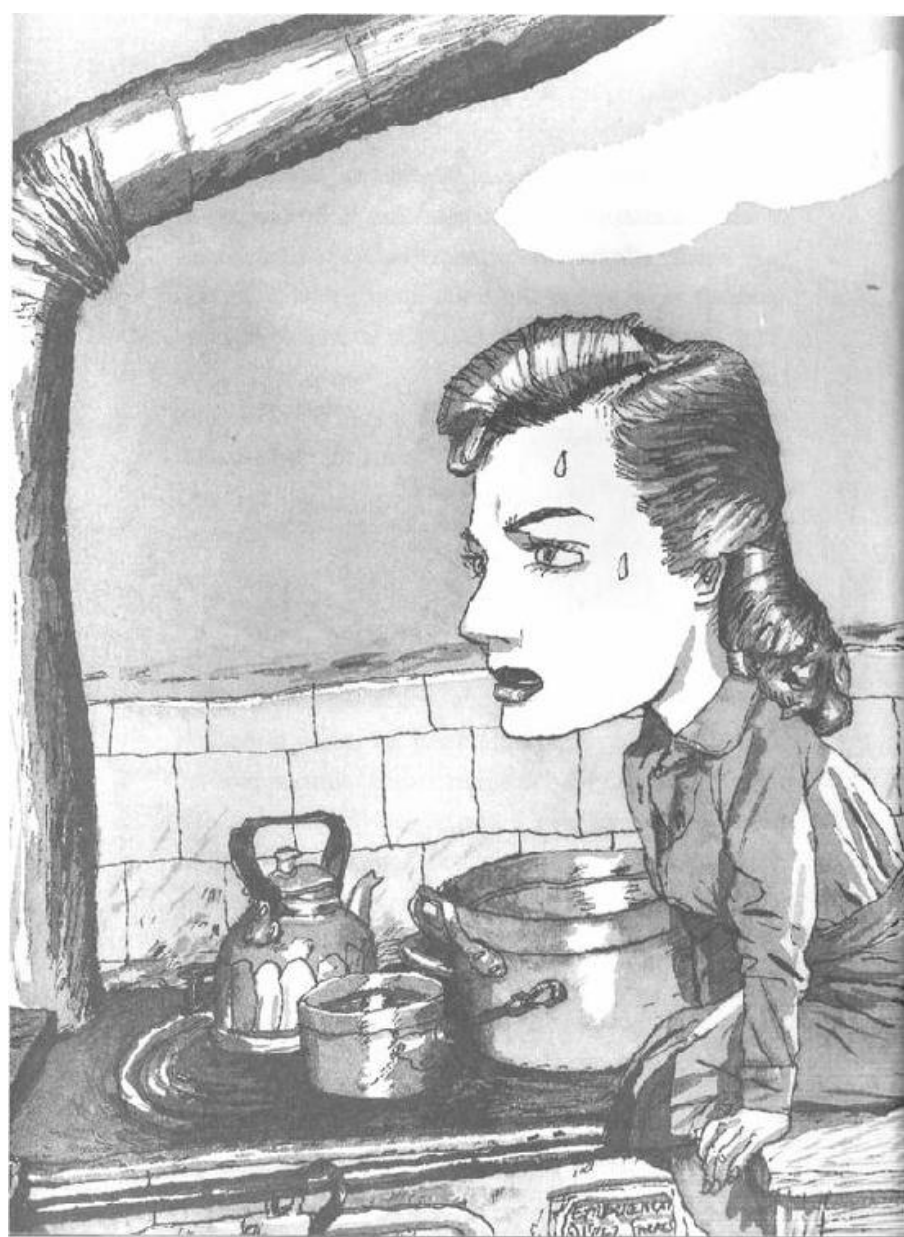
« Tu es idiote, se dit-elle à elle-même, tu as eu beaucoup de chance de ne pas te faire pincer. Elle ne se présentera pas deux fois. Tu as intérêt à disparaître au plus vite. » Mais l'instant d'après, elle se dit que les camarades comptent sur elle, qu'ils attendent les papiers. Que le moindre retard peut faire capoter une opération importante. Et voilà qu'au bout de la route se dessinent les premières maisons de Louhans.

Le sort en est jeté ! Puisqu'elle est arrivée là, autant aller jusqu'au bout. Le cœur battant, elle range sa bicyclette le long de la gendarmerie. Monte trois marches. Pousse la porte. La première chose qu'elle aperçoit, après le portrait officiel du maréchal Pétain qui fixe sur elle un regard sévère, ce sont ses sacoches et le panier, soigneusement alignés juste au-dessous. Sa bouche est si sèche qu'elle ne parvient pas à prononcer la moindre parole. C'est heureusement inutile. En voyant son genou bandé, un gendarme l'identifie :

— Ah ! Vous voilà, mademoiselle ! Voyez, vos bagages vous attendent. Vous au moins, vous ne pourrez pas dire que la police n'est pas au service du citoyen !

[Gisèle Joannès s'engagea dès avant la guerre dans le syndicalisme. Après son passage dans la Résistance, la guerre finie, elle continua à militer au sein du Parti communiste.]





XI

LA PEUR

L'ESCALIER AUX MARCHES blanchies par l'eau de javel grince de façon indiscreète. C'est du moins ce qu'il semble à Hélène, bien que le bruit demeure très léger. Deuxième étage, première porte à gauche... C'est ici. Hélène tire de la poche de son manteau la clé qu'on lui a confiée à Paris en même temps qu'on lui donnait l'adresse de cet appartement lyonnais et cette simple consigne : « Un contact viendra y chercher les messages en fin de matinée. En échange, il te remettra les nouveaux codes. » Elle jette un regard méfiant sur le désordre du logement. « Ça ne m'étonnerait pas qu'il y ait des souris », songe-t-elle en frissonnant.

Comme chaque fois qu'elle pénètre dans un local inconnu, elle commence par en faire le tour. Cela ne lui prend guère de temps : une salle, une chambre presque entièrement occupée par un lit retapé à la hâte, une cuisine minuscule, des toilettes étroites...

Elle s'attaque à la vaisselle sale qui encombre l'évier. Elle ne supporte pas le désordre de ces appartements prêtés le temps d'un rendez-vous ou d'une brève mission. D'ailleurs, il faut bien s'occuper. Pour ne plus penser au froid : le thermomètre ne doit pas dépasser dix degrés dans le logement dont le poêle, mal garni, s'est éteint. Pour oublier la peur, aussi. Surtout pour oublier la peur.

Elle l'a connue dès sa première mission de liaison. « Cela passera avec l'habitude », avait-elle alors songé. Et puis, non. La peur s'est installée en elle, y a fait son nid. Quand Hélène transporte dans son cabas des pièces détachées pour les postes de radio clandestins, quand elle voyage entre Paris et Lyon, des instructions cousues dans la doublure de ses vêtements, quand elle effectue de nombreux détours dans les rues de l'une ou l'autre de ces villes, guettant le pas d'un éventuel suiveur, la peur est là, tapie au creux de son ventre, pesant sur sa poitrine, nouant sa gorge. Et quand, la nuit, elle décode les messages que lui ont fait parvenir les opérateurs radio et les dactylographie sur une vieille machine à écrire entourée d'une couverture pour en amortir le bruit, qu'est-ce qui la fait le plus trembler : le froid de l'hiver ou la peur d'être dénoncée par un voisin ?

Pourtant, si Hélène a parfois été tentée de renoncer, elle s'accroche. Les résistants, elle en a conscience, sont trop peu nombreux pour qu'elle se permette de désert.

Elle a presque terminé la vaisselle, quand un coup de sonnette, bref, strident, déchire le silence. Son cœur cesse de battre. Il ne peut s'agir de son correspondant : lui aussi a une clé. Mais alors, qui ? Avec d'innombrables précautions, elle pose l'assiette que, par miracle, elle n'a pas lâchée en sursautant. Un second coup de sonnette retentit, plus insistant.

Marchant le plus légèrement possible pour éviter de faire craquer le plancher, Hélène se dirige vers les toilettes. Au cours de sa brève exploration, elle a remarqué qu'en grimpant sur la cuvette, elle pouvait apercevoir le palier par la lucarne.

Un képi, une pèlerine bleue : un agent de police ! Cette fois, ça y est. On vient l'arrêter. Elle est prise au piège : il n'y a pas d'autre issue que la porte. Les fenêtres sont trop hautes pour qu'elle saute dans la rue.

Le policier insiste. Il tourne la tête vers la lucarne. Hélène a tout juste le temps de reculer. L'a-t-il aperçue ? Il faudrait retourner dans la salle, détruire les documents... Ses jambes flageolent. Elle n'ose pas faire un mouvement, de peur de trahir sa présence.

Enfin, le doigt du policier quitte le bouton de la sonnette. Elle entend son pas lourd sur le plancher du palier. Retenant son souffle, Hélène jette un œil par la lucarne : la pèlerine de l'agent disparaît dans la cage d'escalier.

Peu à peu, elle reprend son souffle, son cœur retrouve un rythme normal. Pourtant, elle n'est pas tirée d'affaire. Le policier a pensé que l'appartement était vide. Mais son intervention signifie que le local a été repéré. Dans ce cas, la maison doit sûrement être surveillée : comment sortir de l'immeuble sans se faire prendre ? Et comment empêcher que le « contact » tombe dans la souricière en venant chercher les documents ? Même si elle parvenait à passer entre les mailles du filet, elle ne pourrait l'avertir, puisqu'elle ignore tout de lui. Hélène pose les papiers sur le poêle éteint. Au moins, si la police revient, elle pourra y mettre le feu. Elle s'assoit sur une chaise, le plus loin possible de la fenêtre. Tant pis pour le froid : elle ne bouge plus. On ne sait jamais, peut-être y a-t-il un indicateur dans l'appartement d'à côté.

L'attente lui paraît interminable. Pourtant, il se passe à peine un quart d'heure avant qu'elle entende le cliquetis d'une clé dans la serrure. Un homme très jeune, le pantalon serré par des pinces à vélo, pénètre sans se presser dans la pièce. Elle connaît son visage, à défaut de son nom : elle lui a déjà délivré des messages. Son visage souriant est détendu. Lui aussi l'a reconnue.

— Tiens, c'est toi ?

— Tu n'as rien remarqué d'anormal, dehors ? demande-t-elle, la voix nouée par l'angoisse.

— Non, pourquoi ? Un problème ?

Elle lui fait part de l'inquiétante visite qu'elle a reçue. Non seulement cela n'a pas l'air d'émouvoir son interlocuteur, mais son récit provoque en lui une franche gaieté.

— Cet appartement n'a que deux clés, explique-t-il. Tu en as une, moi, j'ai la seconde. Alors, le locataire en titre a dû sonner pour pouvoir rentrer.

— Tu veux dire que...

— Eh oui, ce flic qui t'a tellement effrayée est des nôtres : il nous prête son appartement de temps en temps. Un policier, célibataire, c'est la planque idéale. Je suppose que, tout à l'heure, il venait chercher quelque chose qu'il avait oublié chez lui !

Soulagée, Hélène joint son rire à celui du jeune homme.

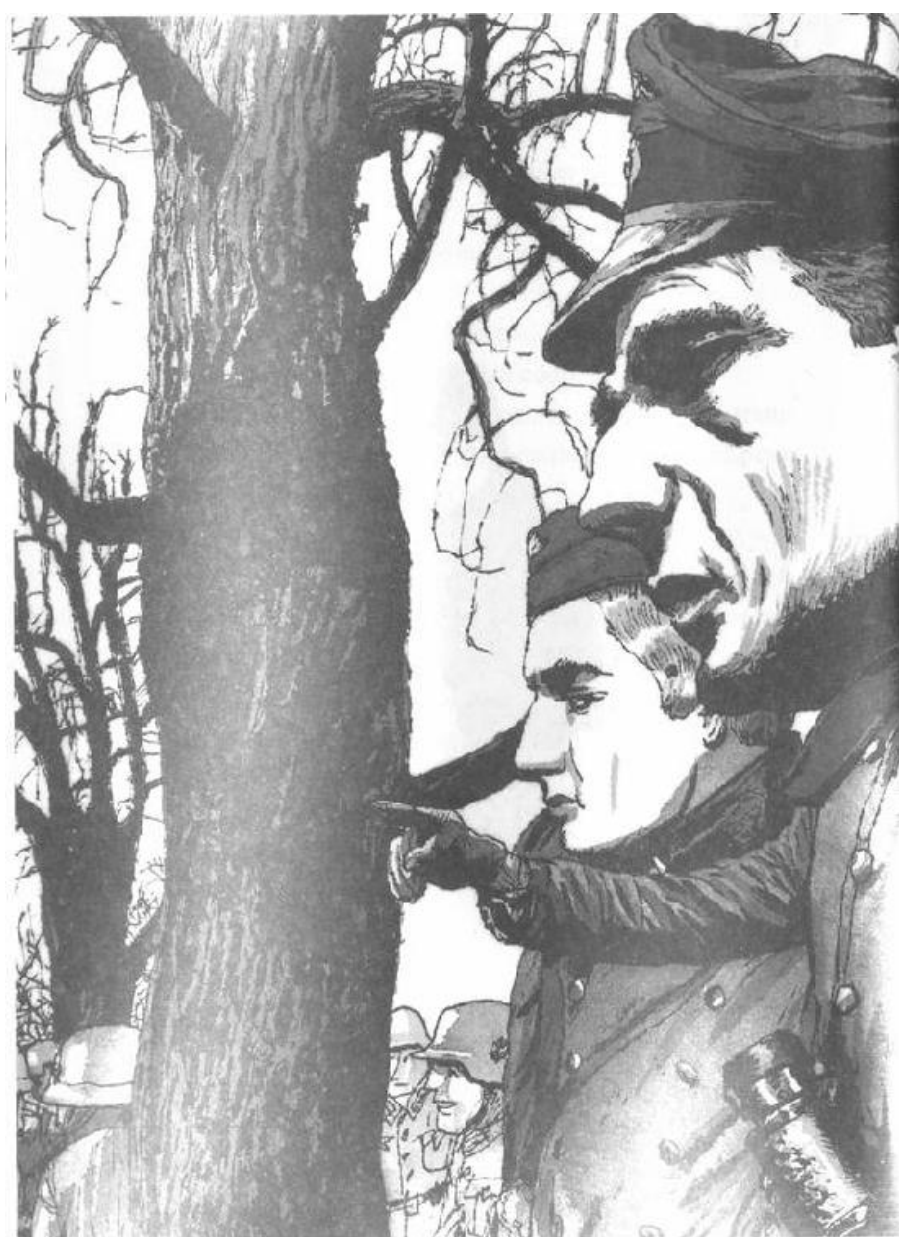
— Tu dois me trouver ridicule, dit-elle.

Il retrouve son sérieux pour confier :

— Ridicule ? Pourquoi ? Crois-tu être la seule à trembler ? Le courage, ce n'est pas de ne pas avoir peur, mais de continuer quand même.

[Arrêtée le 18 mai 1944 en compagnie de son mari à la suite d'une dénonciation, Hélène Rénal fut déportée à Ravensbrück. À sa libération par les Américains, elle ne pesait plus que vingt-cinq kilos. Rétablie, elle retourna en Allemagne pour participer à la chasse aux nazis. De retour en France, elle devint journaliste.]





XII

INDISCRÉTION

LA NEIGE a recouvert le Jura. Bientôt ce sera le quatrième Noël de cette guerre qui n'en finit pas. Dans le silence de la nuit, l'instituteur entend de discrets coups frappés aux volets de l'école. Un fugitif ? Depuis 1940, l'école de Planoiseau est une adresse connue des résistants. Ils y envoient les prisonniers évadés d'Allemagne, ou les aviateurs alliés tombés dans la région.

Prudemment, André entrouvre les persiennes.

— Marie ? Qu'est-ce que tu fais là ?

Vite, il va ouvrir. Marie Daumard, la meunière de Nevy-sur-Seille, entre précipitamment. Elle se dirige droit vers le poêle : il ne fait pas bon se promener dehors par ce temps. Il faut que Marie ait un sérieux motif pour avoir parcouru ainsi de nuit sur sa bicyclette les huit kilomètres qui séparent le moulin du village.

— J'ai reçu la visite de Folke, cet après-midi, annonce-t-elle.

Le capitaine Folke commande la *Feldgendarmarie*(30) de Lons-le-Saunier. Deux fois par mois, environ, il vient s'approvisionner au moulin en farine et en pain. Marie lui fournit également des œufs, de la volaille, du lait. Correct, Folke paie ses achats avec exactitude. Souvent, il s'attarde. Folke a fait ses études de droit en France. Il maîtrise parfaitement la langue. Sans doute n'a-t-il pas trop l'occasion de discuter longuement avec des Français à Lons. À Nevy, loin de ses hommes, il peut davantage se laisser aller.

Au début, Marie s'est bornée aux réponses polies d'une conversation convenue. Inutile d'indisposer le *Feldgendarme* contre elle, dont le moulin abrite à l'occasion un poste de radio clandestin ou un jeune homme qui, plutôt qu'être enrôlé de force pour travailler en Allemagne, préfère rejoindre un des maquis contrôlés par son ami André. Peu à peu, cependant, l'atmosphère s'est détendue entre eux. Folke, de toute évidence, aime la France et sa culture.

Marie a néanmoins été surprise de recevoir sa visite aujourd'hui. Il n'y avait pas si longtemps qu'il s'était approvisionné. D'ailleurs, il n'a presque rien acheté. Il est resté une heure, environ, à parler de choses

et d'autres. Au moment de la quitter, il a lâché : « Je dois partir, maintenant. Demain, je me lève tôt. Nous allons arrêter des Juifs qui se cachent à Planoiseau. »

André hoche la tête. Il connaît cette famille, un couple et deux adolescents, qui depuis quelques mois a trouvé refuge dans une ferme du village.

— J'ai attendu la nuit pour venir, poursuit Marie, afin d'être sûre que personne ne me filerait. Qu'est-ce que tu en penses ?

André réfléchit un instant. Il n'est pas impensable que Folke ait commis volontairement cette indiscretion. Mais dans quel but ? Voulait-il éprouver la meunière, s'en servir d'appât pour tendre un piège à la Résistance ? Ou bien s'épargner une tâche qui lui répugne ?

Dans le silence de la nuit, le balancier de la lourde horloge égrène les secondes : tac, tac, tac, tac... André songe aux réfugiés. Peut-il risquer le démantèlement des réseaux locaux, qu'il a mis tant de mois à organiser, et mettre la vie de ses camarades en danger pour sauver quatre étrangers ? Mais si l'Allemand est sincère ? Ne serait-ce pas criminel de négliger son avertissement ?

Brusquement, l'instituteur songe à ses élèves, aux leçons qu'il leur enseigne, lui, le défenseur des valeurs républicaines : la liberté, pour laquelle il se bat ; l'égalité, niée par le racisme des nazis et leurs complices de Vichy ; la fraternité enfin, trop souvent bafouée en ces temps de pénurie et de terreur.

Alors son choix s'impose.

— Rentre chez toi, dit-il à Marie. Je connais une filière qui les mènera en Espagne.

Le lendemain matin, des soldats en armes investirent la ferme dans laquelle, selon une lettre anonyme reçue à la Kommandantur, des Juifs se cachaient. Appuyé au garde-boue du camion, le capitaine Folke les regarda enfoncer la porte, puis ressortir bredouilles. Tandis qu'ils fouillaient les alentours, il s'en désintéressa pour regarder le paysage. Le soleil matinal caressait les crêts enneigés. Nulle brise pour agiter le faîte des sapins. Tout était si paisible. Bientôt Noël. Folke songeait à sa famille, là-bas, en Allemagne. Une Allemagne bombardée chaque nuit par une aviation anglo-américaine de plus en plus puissante. Combien de temps encore durerait la folie des hommes ?

[Résistant de la première heure, l'instituteur de Planoiseau, André Panouillot, organisa de nombreux atterrissages et parachutages, avant de mettre en place les maquis du Jura. Membre du directoire départemental, il renonça à toute activité politique après la guerre pour revenir à sa vocation

première, renseignement. Les jeunes gens qu'il avait sauvés cette nuit-là n'allèrent pas en Espagne. Quand André les revit, quelques mois plus tard, ils portaient l'uniforme des Forces Françaises Libres.]





XIII

COUP DE MAIN

— NE T'INQUIÈTE PAS pour les gars d'Hercule, dit Coco, ils ont déménagé hier. Les Fritz ne les trouveront pas. Tu as fait le chemin pour rien.

— C'est égal, j'aime mieux ça, répond Hermès.

— Peut-être pas pour rien, se corrige Coco. Il me vient une idée.

Il appuie sa remarque d'un clin d'œil, comme s'il songeait à une bonne farce. Ce serait de son âge : à peine sort-il de l'adolescence. Mais celui qui se fait appeler Hermès, bien que tout le monde, dans la région, connaisse sa véritable identité, ne s'y trompe pas. Le détachement Gardette, commandé par Coco, est un des groupes de FTP(31) les plus actifs des environs de Périgueux. Depuis les bois où il se cache, il contrôle deux grandes routes et deux voies ferrées. Ses missions : procéder à l'élimination des collaborateurs, paralyser les mouvements et les communications de l'ennemi par des sabotages, et attaquer les véhicules allemands isolés chaque fois qu'ils s'aventurent en rase campagne.

En ce mois de février 1944, les maquis se sont multipliés. Aux volontaires de la première heure, en effet, s'ajoutent depuis un an les réfractaires au STO(32). Si certains se contentent de se cacher, beaucoup ont rejoint les groupes armés de la Résistance rassemblés dans les forêts ou les montagnes.

Dans le Périgord, les maquis n'ont pas trop de mal à s'approvisionner en nourriture. Malgré les menaces de l'occupant, nombreux sont les paysans qui aident les jeunes gens dissimulés dans la forêt. La plupart de ces combattants clandestins, il est vrai, sont de la région. Ce qui, en revanche, leur fait cruellement défaut, ce sont les armes et les munitions. Malgré de fréquents et pressants appels aux Alliés, les parachutages d'armes demeurent toujours rares, même si leur fréquence s'est accrue pendant l'hiver – ce que certains interprètent comme la promesse d'un prochain débarquement des Américains.

Coco a tôt fait de rassembler ses compagnons : ils sont une

quinzaine, dans la maison où ils ont trouvé refuge pour quelques jours. On raconte qu'en 1940, le père du général de Gaulle séjourna dans cette demeure. Ce n'est pas pour cette raison qu'ils l'ont choisie, mais parce qu'elle est à la fois isolée et bien placée au centre de leur périmètre d'action.

— Hermès est venu nous avertir que six camions allemands sont partis pour Rouffignac, afin de surprendre le groupe d'Hercule. Ils feront chou blanc, puisque, comme vous le savez, celui-ci a déplacé son camp hier. Mais nous pourrions attaquer la colonne quand elle reviendra vers Périgueux. Qu'est-ce que vous en dites ?

Sur le coup, la proposition les surprend. Attaquer des véhicules isolés, d'accord. Mais un convoi de troupes, voilà qui est nouveau !

— Bonne idée, lâche un des gars. Un peu d'action, ça nous réchauffera !

— Tout le monde est d'accord ? Bon, on va les attaquer sur la nationale 710, entre Les Versannes et Niversac. Voyons de quelles armes on dispose.

Le compte est bientôt fait : deux fusils-mitrailleurs, quatre fusils, cinq Sten(33)... – Onze hommes, c'est un peu juste pour attaquer six camions remplis de soldats.

— Hermès, saute sur ton vélo et va prévenir la section de Léo. Qu'il nous envoie du renfort à 15 heures 30, aux Versannes.

L'agent de liaison parti, Coco procède à la distribution des munitions. À André, un nouveau venu pour qui l'embuscade projetée constituera le baptême du feu, il tend une mitraillette et un seul chargeur.

— Fais attention, ça part tout seul, ces machins-là !

À l'heure dite, le commando s'entasse dans la vieille camionnette. Chacun de ses démarrages relève du miracle et ses amortisseurs, malmenés par tous les chemins creux de la forêt, ont perdu leur élasticité depuis longtemps, mais elle est pour eux davantage qu'un moyen de transport : une mascotte.

Arrivés à proximité des Versannes, ils la dissimulent dans un fourré, loin de toute habitation : si l'aventure tourne mal et qu'on la retrouve, autant éviter des représailles contre la population.

Dix minutes passent.

Un quart d'heure.

Léo n'est pas au rendez-vous.

— Si on attend davantage, on va rater le convoi, constate Coco.

Mais peut-on l'attaquer sans renfort ? Le groupe tient un bref conseil de guerre.

— Peut-être que Léo aussi a déménagé.

— Sans prévenir ?

— Il n'a peut-être pas eu le temps. La milice s'agite beaucoup ces

temps-ci. Il a peut-être vu quelque chose d'inquiétant.

— À moins qu'Hermès ait été intercepté. Dans ce cas, il vaudrait mieux renoncer.

— Il ne parlera pas. Du moins, pas tout de suite. Et maintenant qu'on est là...

L'affaire est bientôt entendue. On a déjà perdu trop de temps. En toute hâte, ils se rendent au lieu-dit les Rivières Basses, un endroit qui convient parfaitement à l'embuscade qu'ils projettent : un herbage en pente parsemé de genévriers, qui domine la route nationale. Perpendiculaire à celle-ci, un chemin encaissé conduit dans les bois en quelques foulées.

— André, tu te couches dans le fossé, dit Coco. Quand le convoi arrivera, tu videras ton chargeur sur le véhicule de tête et tu décrocheras aussitôt. Tu as compris ? Tu n'attends pas, tu ne te retournes pas, quoi que tu entendes, tu fonces te mettre à l'abri !

Puis il dispose les deux fusils mitrailleurs dans les buissons, tandis que les hommes prennent position. Pourvu que l'attente ne se prolonge pas trop : en février, à plat ventre dans l'herbe, sans bouger, on se refroidit vite !

Dans le champ, en face, des vaches paissent paisiblement.

— Ah zut ! s'exclame soudain Dubreuil. Ce sont les bêtes de mon père. Manquerait plus qu'elles soient blessées pendant l'attaque !

— Justement, le voilà, ton père. On peut dire qu'il choisit son moment ! Attends, j'y vais.

Un rapide coup d'œil alentour pour vérifier que la voie est libre, et Coco se précipite de l'autre côté de la route. En quelques mots, il explique la situation au père Dubreuil. Celui-ci sait que son fils appartient au groupe. Il insiste pour venir l'embrasser. Depuis que le gamin a pris le maquis, il n'en a plus guère eu l'occasion ! Coco surveille la route du coin de l'œil. À tout instant les Allemands peuvent surgir. Finalement, pour couper court, il cède.

Le vieux apprécie en connaisseur la position des hommes embusqués.

— De la route, on ne vous voit pas du tout. La guerre, je la connais. Quatre ans dans les tranchées, en 14. Si vous voulez, je reste avec vous.

— Ce n'est plus de ton âge, papa !

— Ben dis-donc, toi, un peu de respect !

— Un seul Dubreuil suffira pour l'honneur de la famille, intervient Coco en riant. Et, surtout, je n'ai pas d'arme pour vous.

— Tu seras plus utile en mettant les vaches à l'abri, surenchérit le fils. Par les temps qui courent, elles sont plus précieuses que jamais.

Le vieux se laisse enfin convaincre par un tel argument.

À peine a-t-il emmené le troupeau qu'un bruit de moteur s'élève. Le

convoi ? Non, c'est un véhicule isolé. Coco ne serait pas surpris qu'il s'agisse du camion du téléphone. Avec tous les sabotages qui se commettent dans le coin, il sort tous les jours pour rétablir les lignes.

André est déjà en position de tir. Coco lui adresse un signal pour lui signifier de se recoucher.

Le camion débouche. Bon sang ! Ce sont bien des Allemands ! Le temps de réagir, le camion est passé. D'abord furieux de l'avoir manqué, Coco comprend vite que cela vaut mieux, au contraire : l'attaque de ce véhicule isolé, détaché en éclaireur, aurait donné l'alarme au gros de la colonne.

Voici les autres. Un motard ouvre la marche, suivi d'une traction avant. André fait feu. Atteint en pleine tête, le motard s'écroule sur le guidon. Pour réussir un tel tir au but avec une arme aussi imprécise que la Sten, il faut qu'André soit un tireur d'élite ou que la chance l'accompagne. Dans un cas comme dans l'autre, c'est une bonne recrue pour la section.

En voyant la moto zigzaguer devant son capot, le chauffeur de la traction freine instinctivement, au lieu d'accélérer pour forcer le passage. Cette erreur lui coûte la vie : le véhicule est bientôt criblé d'éclats de grenades. Les camions s'arrêtent dans un grand crissement de freins. Les soldats sautent à terre. Les deux fusils mitrailleurs entrent en action, les fauchant quand ils atteignent le sol.

Une balle siffle aux oreilles de Coco : les Allemands ripostent. Il faut décrocher avant qu'ils mesurent leur avantage numérique. Un coup de sifflet. Tous se précipitent dans le chemin creux et se mettent à courir à l'abri du remblai.

Quand les Allemands s'aperçoivent qu'ils sont désormais seuls à tirer, les maquisards ont déjà atteint l'orée de la forêt.

La nuit commence à tomber. Tant mieux. Les soldats n'oseront pas poursuivre dans les bois des partisans qui en connaissent les moindres recoins. Par précaution, cependant, les fugitifs se fragmentent en groupes de deux ou trois, qui empruntent des chemins différents pour rejoindre le camp, à huit kilomètres de là.

Ce n'est que le surlendemain que Coco, grâce à la BBC, apprendra le bilan du coup de main : sept tués, dont trois officiers, de nombreux blessés. Mais surtout, en prenant l'initiative d'un tel combat, le groupe augmente l'inquiétude chez l'ennemi. Dorénavant, les Allemands répugneront de plus en plus à quitter l'abri que leur offrent les grandes villes, multiplieront les précautions et s'obligeront à maintenir sur place des troupes importantes, qui feront cruellement défaut sur d'autres fronts. Les brèves attaques des partisans sont autant de coups d'épingle donnés à un géant. Mais grâce à elles, la peur a changé de camp.

Et Coco songe déjà au moment, plus très lointain maintenant, où

tous les maquis s'uniront pour harceler l'ennemi en déroute et le repousser au-delà du Rhin.

[Le corps franc Roland, auquel appartenait le détachement Gardette, commandé par Samson Roche, dit Coco, comptait 285 hommes et constituait une unité d'élite placée sous les ordres directs du chef départemental des Mouvements Unis de la Résistance (MUR). Il participa à de nombreux coups de main et aux combats de libération du Périgord.]





XIV

DEMANDEZ LE JOURNAL

— ÇA Y EST, le dernier numéro de mai 44 est bouclé, annonce Lefranc, triomphal.

— On y va, lance Lulu, en caressant du regard la presse Minerve de trois tonnes qui fait la fierté de l'imprimerie clandestine où se fabrique le journal *Combat*.

Ancien mécanicien de marine, Lulu n'a pas eu de mal à se reconvertir dans l'imprimerie, grâce aux conseils éclairés de Martinet, un professionnel.

— Trois cent mille, comme la dernière édition ? enchaîne-t-il.

« Trois cent mille exemplaires ! songe Lucienne. Ah ! On est loin des quelques tracts tapés à la machine que je semais au hasard dans les boîtes à lettres, il y a trois ans. » Ce progrès, le mouvement le doit en grande partie à Lefranc. Ce jeune homme de 23 ans, maigre, le regard noir un peu fiévreux sous une tignasse rebelle, est l'âme du groupe. C'est lui qui, chargé par Henri Frenay de la presse du mouvement *Combat*, a recruté l'équipe. Lui qui a organisé la distribution du journal dans la France entière, grâce à la complicité de cheminots ou de routiers. Lui qui a réveillé les enthousiasmes, quand le moral fléchissait, en rappelant combien il était important de lutter contre la propagande de la presse officielle, contrôlée par Vichy et les Allemands. Lui encore qui a trouvé rue Viala, dans le faubourg industriel de Lyon, cette ancienne fabrique de carreaux de ciment où l'imprimerie est installée depuis mai 1943. Un an déjà ! Grâce à sa qualité d'ingénieur, il a pu monter une entreprise fictive de géophysique et géodésie. Cette couverture est bien utile : non seulement elle justifie l'existence d'une activité rue Viala, mais encore Lefranc a obtenu pour elle la dérogation nécessaire à la fourniture d'électricité en quantité suffisante pour alimenter les machines. Le seul vrai problème qui reste à résoudre, mais il est de taille, est l'approvisionnement en papier. La police économique contrôle étroitement la distribution de ce précieux matériau. Ce n'est que grâce à la complicité de plusieurs imprimeurs sympathisants, qui acceptent

de céder une partie de leur stock, que le mouvement parvient à alimenter le journal.

— Et l'appareil de photogravure que tu nous as promis ? demande Lulu. C'est pour bientôt ?

— Mais oui, mais oui, le rassure Lefranc. Dans le prochain numéro, il y aura des photos.

— Qu'est-ce qu'il fout, Dédé ? s'inquiète Martinet. Il devrait être là ! Dédé, le voilà qui arrive, justement, essoufflé : il a pédalé vite.

— Oh, mais, tu en tires une tête ! remarque Lucienne, brusquement inquiète. J'espère que ce n'est pas le bombardement de ce matin...

— Neveu a été arrêté, avec toute sa famille, annonce-t-il. C'est arrivé tout à l'heure, juste quand je passais devant chez lui.

La consternation tombe sur le groupe. Neveu est un « collègue », responsable d'un autre journal clandestin, *Les Cahiers du témoignage chrétien*. À plusieurs reprises, parce que ses machines manquaient de rendement, ils l'ont aidé à boucler son journal. Et lui-même, imprimeur avant la guerre, a souvent participé à la composition de *Combat*.

— Avant de l'embarquer, la police a mis les scellés sur la porte de son atelier, poursuit Dédé. Probable qu'elle reviendra demain matin, pour la perquisition.

Il n'ajoute pas, mais chacun le sait ici, qu'on ne reverra jamais Neveu. Dans l'atelier, la police trouvera toutes les preuves nécessaires à sa condamnation à mort, puisque telle est la peine qui sanctionne la participation à un journal clandestin.

Lefranc n'a rien dit. Il réfléchit. Et soudain :

— L'atelier, il est gardé ?

— Je n'ai rien remarqué. Je ne me suis pas trop attardé, remarque, mais je ne crois pas. Ils ont embarqué tout le monde dans le panier à salade et ils sont partis, je crois.

— Alors on y va.

La prudence exigerait au contraire de se tenir à l'écart. Mais tous ont compris l'intention de leur chef : récupérer un maximum de matériel, et surtout le si précieux papier, au nez et à la barbe de la police, voilà qui n'est pas pour leur déplaire.

En quelques phrases, Lefranc expose le dispositif. Il en prendra la tête, avec Dédé et Lulu.

— Philippe, Lucienne et Martin, vous nous suivrez dans une deuxième voiture. Vous ferez le guet pendant que nous opérerons à l'intérieur.

Aussitôt dit, aussitôt fait. Tout se jouera sur la vitesse. L'irruption de la police dans l'atelier n'a pas dû passer inaperçue. Un voisin mal intentionné pourrait s'étonner d'une telle visite et prévenir le commissariat. Heureusement, ils connaissent les lieux.

Lefranc brise les scellés de la porte, pénètre dans le local.

— Regarde, dit Lulu. Il y a des journaux imprimés, prêts à l'emballage.

— On les embarque !

— Les flics n'ont rien touché, constate Dédé. Les formes(34) sont encore sur la presse.

— Démonte-les !

Tout se fait au pas de course. Si leur cœur bat, est-ce à cause du poids des caractères de plomb et des rames de papier, de la crainte d'être surpris, ou d'allégresse à l'idée du bon tour qu'ils jouent à la police ?

En un quart d'heure, ils ont vidé l'atelier de ce qu'ils pouvaient emporter.

De retour rue Viala, Lefranc lit, le cœur serré, un exemplaire du *Témoignage chrétien*. Dédé apporte les formes.

— Eh, qu'est-ce que tu fais ? lui demande Lefranc.

— Ben, je les démonte pour récupérer les caractères.

— Attends, j'ai une meilleure idée. Monte-les sur la presse. Ce n'est pas parce que Neveu a été arrêté que son journal ne paraîtra pas ! Ce sera notre manière à nous de le saluer une dernière fois.

Un essai pour vérifier que le calage est correct. Et ça roule !

Le lendemain matin, à l'heure où commence l'interrogatoire de l'imprimeur Pons, alias Neveu, son journal circule aux alentours mêmes de la prison qui s'est à jamais refermée sur lui.

[Moins d'un mois plus tard, le 17 juin 1944, le local de la rue Viala est à son tour investi par la milice. Vacher est tué pendant l'assaut. Jaillet est capturé et exécuté. André Bollier, dit Lefranc, et Marinette Guézennec, alias Lucienne, parviennent à s'enfuir, mais sont tous deux grièvement blessés. Pour ne pas tomber entre les mains de la police, Bollier se suicide. La Résistance organise l'évasion de Lucienne de l'hôpital où elle était soignée. Martinet l'imprimeur continuera à faire paraître le journal.]





XV

LE PLAN VERT

— EH BIEN, Micheline, nous allons voir si vos élèves ont bien profité des leçons que vous leur avez données ! annonce Émile Guimard.

Pour Micheline, « professeur » en maniement des explosifs pour les maquis bretons, une telle entrée en matière ne peut qu'annoncer un sabotage. Et il doit être important, pour que l'adjoint au chef des FFI(35) du Morbihan vienne lui-même l'en informer. Effectivement, Émile précise :

— Pas un sabotage. Plusieurs. En fait, toutes les équipes seront sur le terrain. Il s'agit de faire sauter l'ensemble des voies ferrées du département dans la même nuit. Toutes : la ligne Paris-Quimper, celle de Ploermel à Guer, toutes les voies secondaires. Vous, vous saboterez la liaison Dinan-Questembert, à la gare du Roc-Saint-André.

Le cœur de Micheline bat un peu plus vite. Une opération d'une telle envergure ne peut signifier qu'une chose : les Alliés arrivent ! Depuis plusieurs semaines la rumeur affirme que le débarquement tant attendu aura bientôt lieu sur les côtes bretonnes. Pour avoir fréquenté les services secrets à Londres, Micheline sait que ceux-ci n'hésitent pas à répandre de fausses informations, même auprès de leurs agents, pour intoxiquer l'ennemi. Mais l'opération que lui annonce Émile semble bien confirmer celle-ci.

— Cette fois, ça y est ? demande-t-elle, pleine d'espoir. Ils arrivent ?

— Je n'en sais pas plus. Ce que je peux dire, c'est qu'au jour J, il ne faut pas que les Allemands puissent utiliser les voies ferrées pour acheminer des renforts et des armes lourdes vers le front. Cela s'appelle le Plan vert. Nous sommes chargés de faire l'essai, à l'échelle d'un département, de ce qui se fera sur tout le territoire. Si nous échouons, les Américains utiliseront leurs bombardiers. Tu vois ce que cela voudrait dire.

Oui, Micheline mesure les conséquences d'un tel choix : pour ne pas risquer la destruction de leurs appareils, les Américains volent très haut, compensant l'imprécision de leur tir par le nombre des bombes larguées. De nombreuses villes françaises ont déjà souffert de cette

tactique, qui provoque des destructions massives et de nombreuses victimes dans la population civile.

— Tout doit sauter en même temps, insiste Émile, de façon à ce que les dégâts soient tellement importants que les Allemands ne puissent réparer rapidement. L'opération est prévue pour la nuit du 6 au 7 mai.

Autrement dit, pour la nuit du surlendemain.

— Pour le plastic, pas de problème, on a ce qu'il faut. Mais j'ai peur que nous manquions de détonateurs.

— Donnez ceux que vous avez aux autres, réplique Micheline. Moi, je vais fabriquer les miens.

Sitôt Émile parti, elle prévient les membres de son groupe. Un pharmacien ami lui fournit les produits chimiques et les quelques tubes d'aspirine dont elle a besoin pour bricoler les détonateurs.

Minuit. Six ombres se glissent dans le hangar qui abrite la camionnette gazogène. Le moteur démarre. Le chauffeur conduit en souplesse, de façon à faire le moins de bruit possible. Évitant les routes, il emprunte des chemins de terre. La lune éclaire les champs, à la fois utile et indiscreète. Au détour d'un layon, le conducteur donne un coup de frein. Une charrette encombre la voie. Que font à pareille heure, dans la campagne, ce paysan et son attelage : résistance ou marché noir ? L'homme doit se poser la même question à propos de la camionnette. Il se range dans le fossé. Les deux véhicules se croisent lentement.

À proximité du Roc-Saint-André, le chauffeur dissimule le gazogène derrière un muret. En silence, les hommes déchargent le matériel et se dirigent vers la portion de voie repérée de longue date pour un éventuel sabotage. Il s'agit d'un aiguillage, situé à une cinquantaine de mètres de la gare. Avec du sparadrap, Micheline fixe six charges de plastic sur les rails. Elle y enfonce les détonateurs de sa fabrication et les relie entre eux par des cordons d'allumage. À l'extrémité des cordons, elle place un crayon retardateur. Un bref coup d'œil pour vérifier que tout est en ordre, et elle écrase les ampoules de verre qui garnissent les extrémités des crayons. L'acide contenu dans les ampoules attaque le fil métallique qui retient le percuteur. Dans une demi-heure, le fil, complètement rongé, lâchera. Le percuteur enflammera les cordons, qui déclencheront les détonateurs, et la charge explosera. Enfin, si tout va bien.

— On s'en va !

Ils ne vont pas très loin. Accroupis dans l'ombre d'une haie, ils attendent impatiemment l'explosion.

D'abord silencieux, les membres du commando commencent à chuchoter.

— Tu es sûre de tes détonateurs ?

— Ne t'inquiète pas pour ça. En revanche, j'espère que les

retardateurs ne vont pas foirer.

— Ça t'est venu comment, cette vocation d'experte en explosif ?

Micheline accueille la question par un sourire amer. Si elle était un homme, on ne la lui poserait pas. Mais une résistante qui manie des armes ou des pains de plastic au lieu de se contenter d'être agente de liaison ou de travailler pour le service social(36), cela surprend encore.

— C'est une longue histoire, élude-t-elle.

— Raconte, on a le temps. Ça ne pétera pas avant une vingtaine de minutes.

— En 40, quand les Allemands sont entrés en Bretagne, je n'ai pas supporté l'idée de vivre en pays occupé. J'ai gagné l'Angleterre à bord d'un petit remorqueur, *L'Abeille*. À Londres, je me suis engagée dans le corps des auxiliaires féminines des FFL. Au début, j'étais secrétaire, mais cela ne me convenait pas. Grâce à ma formation de chimiste, j'ai pu travailler à partir de 42 dans un laboratoire où on mettait au point des formules qui permettraient aux résistants de fabriquer leurs explosifs avec des ingrédients faciles à trouver en France. Mais ce que je voulais vraiment, c'était me battre chez moi, sur ma terre. Mon boulot au laboratoire m'avait permis de faire la connaissance de responsables du BCRA(37). En février 44, après un stage de formation, on m'a parachutée en Bretagne.

Micheline se souviendra longtemps de la tête des résistants chargés de l'accueillir. Ils ont mis un moment à comprendre que le petit bout de femme d'un mètre cinquante à la silhouette enfantine qui leur tombait du ciel était ce Rateau, spécialiste des explosifs, qu'on leur avait annoncé. Mais, le premier moment de surprise passé, le réseau mesura vite ses compétences. Montée sur une bicyclette, elle se mit à sillonner la région pour dispenser ses leçons dans les endroits les plus divers : une école, une cache au fond d'un bois, un presbytère... Elle ne manquait pas d'élèves : le nombre des FFI en Bretagne était particulièrement important.

— C'est pas le tout, quelle heure il est ?

Les minutes s'égrenent, lentes, terriblement lentes. Vingt minutes. Vingt-cinq minutes. Une demi-heure. Rien. Quoi, aucune des six charges ? Cinq minutes passent encore.

— Raté, murmure quelqu'un.

Micheline enrage. Ce n'est tout de même pas possible que les crayons aient été défectueux tous les six ! Elle aura bonne mine, tiens, si son groupe est le seul à avoir échoué !

— Je vais voir.

— Non, c'est trop dangereux...

Juste au moment où Micheline se lève, une explosion formidable déchire la nuit. Les six charges ont explosé en même temps, arrachant les traverses, tordant les rails.

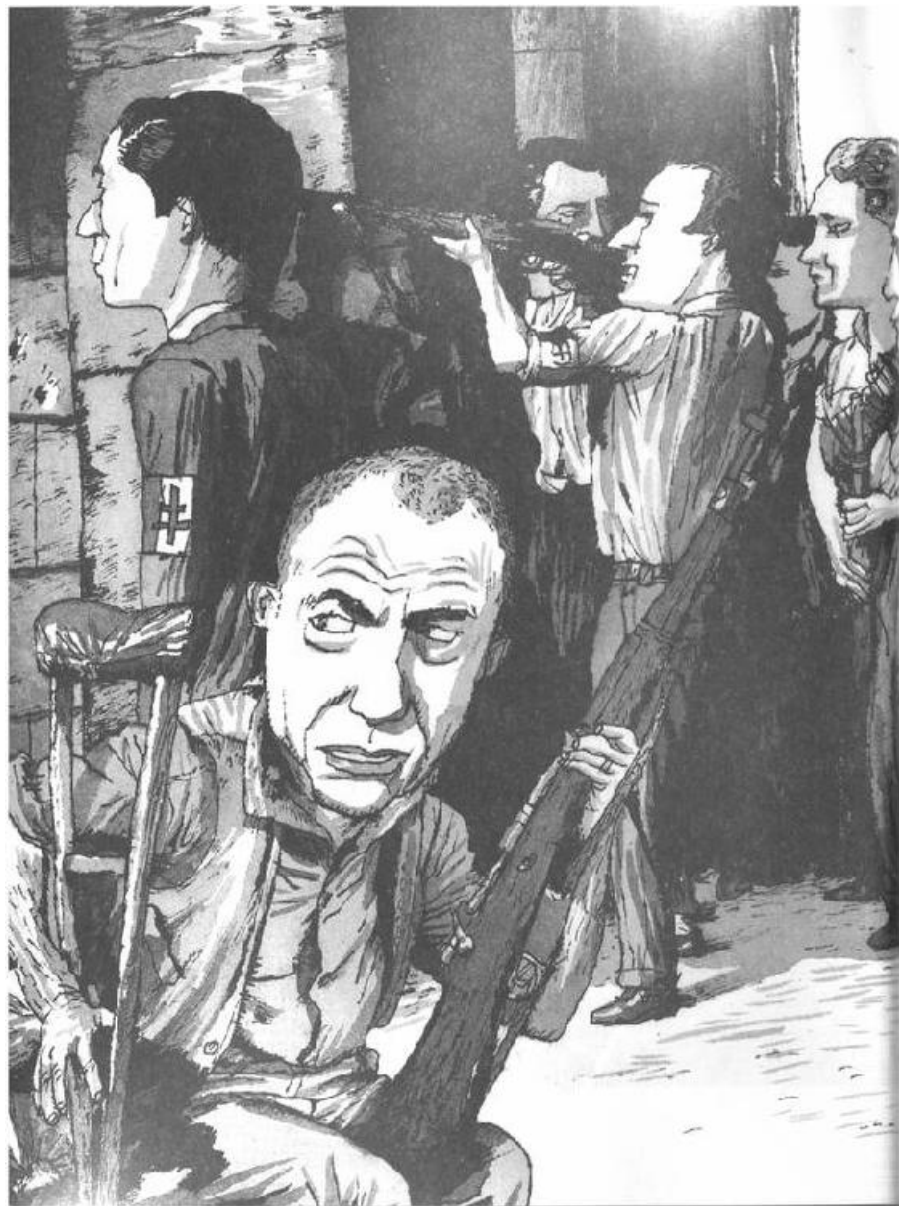
Riant comme des gamins, les saboteurs se précipitent vers la camionnette. Mission accomplie. Si les autres ont aussi bien réussi – ce dont elle ne doute pas – la preuve qu’attendaient les Américains est apportée. Il n’y a plus qu’à attendre le débarquement.

Moins d’un mois plus tard, le 4 juin à 18 heures 30, le speaker de la BBC lance ce message : « Les dés sont sur le tapis. » Pour tous les agents mêlés au Plan vert, c’est le signal de se tenir prêts. Le lendemain, un autre message est diffusé : « Il fait chaud à Suez ». Le plan doit être exécuté dans la nuit.

Le débarquement a lieu le 6 juin à l’aube. Pas en Bretagne, mais en Normandie. Faute de pouvoir utiliser les voies ferrées, les Allemands sont dans l’incapacité d’envoyer rapidement des troupes et du matériel lourd sur le front. Après quatre-vingts jours de combats, la bataille de Normandie est gagnée par les Alliés. Pour les envahisseurs, l’heure de la retraite a sonné !

[À la suite du Débarquement, la Résistance bretonne entreprit de libérer elle-même la région, permettant ainsi aux Alliés de disposer des deux divisions qu’ils pensaient nécessaires à cette opération. Jeanne Bohec, alias Micheline, participa à ces combats. Démobilisée en août 1945, elle mena ensuite une carrière de professeur de mathématiques.]





XVI

L'UNIJAMBISTE DE LA PRÉFECTURE DE POLICE

— MAIS ENFIN, Eugène, qu'est-ce que tu fais ? s'écrie Mme Brahms en voyant son mari fermer la porte de la cordonnerie malgré l'heure matinale.

— Il se passe des choses, je vais voir, répond celui-ci.

Effectivement, en ce caniculaire mois d'août 1944, l'ambiance de Paris a bien changé. Des camions pleins de soldats allemands sillonnent la capitale dans tous les sens. Difficile de dire s'ils se replient vers l'est ou se portent à la rencontre des Alliés, débarqués dix semaines plus tôt sur les côtes normandes.

Les Alliés ! Avec quelle impatience on les attend. Mais il n'y a pas moyen de savoir où ils sont. Pendant les rares heures où l'électricité n'est pas coupée, les Parisiens s'accrochent à leurs postes de radio. Hélas, ceux-ci ne sont d'aucun secours. *Radio-Paris*, contrôlé par l'ennemi, annonce que les Anglo-Américains seront bientôt anéantis par une arme nouvelle d'une puissance sans précédent, tandis que la radio anglaise, tout en se réjouissant de l'avance des troupes de libération, se garde bien de donner des précisions sur leurs positions. Il ne manque pourtant pas de gens soi-disant bien informés, prompts à commenter les dernières nouvelles, tenues « de source sûre » ; l'ennui, c'est qu'ils colportent des rumeurs contradictoires. Aussi, les Parisiens sont nerveux, impatients, exacerbés. Tout comme Eugène Brahms, le cordonnier de la rue Lacépède.

Son épouse n'insiste pas. Elle le connaît, son Eugène. Têtu comme une mule. Et téméraire. Ne rôde-t-il pas chaque nuit dans les rues de Paris, malgré le couvre-feu, pour semer des clous sous les pneus des camions allemands ?

— Tout de même, sois prudent, recommande-t-elle, sans illusion.

— Mais oui, mais oui, bougonne Eugène.

Déjà il est parti, lançant loin devant lui ses deux béquilles. Cela fait quelques années maintenant qu'un stupide accident l'a privé de sa

jambe droite. Cela ne l'empêche pas de courir les rues de Paris chaque fois qu'il en a l'occasion, en vrai badaud. Sous le soleil qui inonde la rue Monge, Eugène se sent le cœur en fête. Il ne saurait dire pourquoi.

— Eh bien, monsieur Brahms ! Vous voilà bien pressé !

Dans sa hâte, Eugène a failli bousculer un de ses clients.

Un de ses meilleurs clients, même : un inspecteur de police a souvent besoin de faire ressemeler ses chaussures.

— C'est que je cours après la liberté, répond Eugène, par plaisanterie.

Mais son interlocuteur le dévisage, surpris.

— Ah ? Vous savez déjà ?

— Quoi ?

— Mais, qu'on se bat, chez nous, à la préfecture. La semaine dernière, les Allemands ont désarmé des collègues, à Saint-Denis et à Asnières. Alors les policiers se sont mis en grève. Et ce matin, ils occupent la préfecture. Moi-même, je rejoins le commissariat...

Eugène n'écoute plus. Il se précipite vers la préfecture de police. Enfin, lui que son infirmité a fait réformer en 39, il va pouvoir se battre !

Bien que la matinée ne soit pas encore avancée, il fait déjà très chaud. La sueur perle sur son crâne chauve quand il arrive dans l'île de la Cité. Le parvis de Notre-Dame est désert. La cathédrale maintient fermés ses lourds vantaux. En face, aux fenêtres de la préfecture de police, on aperçoit des hommes armés. D'autres amassent des sacs de sable et des pavés devant les portes de l'édifice pour en interdire l'accès. Les policiers sont en civil, mais ils arborent un brassard sur lequel on distingue les trois lettres FFI.

— Monsieur ! s'écrie un jeune homme en apercevant l'unijambiste. Ne restez pas là. Il va y avoir de la bagarre.

— Je veux, p'tit gars ! C'est pour ça que je suis venu. Où je peux avoir une arme ?

Le jeune policier hésite. Encore un ancien de 14-18 qui se croit indispensable ! Comment l'éconduire sans le vexer ?

Un de ses collègues vient à son secours.

— Les armes, elles sont encore à Londres ! Les Angliches se pressent pas de nous aider. Alors, des fusils, on n'en a pas trop pour nous. La plupart doivent se contenter de leur pistolet de service.

Eugène se renfrogne. Même si son interlocuteur n'a pas fait allusion à son infirmité, il est clair qu'il trouve sa demande déplacée.

— Pourtant, des armes, les Boches en ont plein, grogne-t-il. Suffit d'aller leur piquer. Tiens, regarde, les v'là qui livrent, ajoute-t-il en montrant une ambulance allemande qui vient de s'engager sur le Petit-Pont.

Pour atteindre l'hôpital de l'Hôtel-Dieu, le véhicule doit passer

devant la préfecture. Eugène a repéré le fusil qui dépasse de l'habitable. Il se précipite sur la chaussée, au risque de se faire écraser. Le chauffeur freine au dernier moment. Lâchant ses béquilles, Eugène tend les bras, agrippe le canon de l'arme. Il entend un cri de surprise. L'ambulance accélère. Il crispe les doigts. Le véhicule le traîne sur plusieurs mètres. Il tient bon. Finalement, c'est l'Allemand qui cède. Et Eugène de rouler au sol, cramponné à son précieux trophée, tandis que l'ambulance poursuit vers l'entrée de l'hôpital.

Cloués sur place par la stupeur, les deux FFI voient Eugène se relever sur son unique jambe et aller récupérer ses béquilles en s'appuyant sur le fusil.

— Et voilà le travail, les mômes ! claironne-t-il en les rejoignant. Eh ! Bas les pattes. Il est pour ma pomme le Mauser(38). Si t'en veux un, t'as qu'à aller le chercher.

— Mais, qu'est-ce que vous allez en faire ?

— Tu verras, tu verras !

Le FFI, beau joueur, fouille dans sa poche, en extirpe un brassard et le tend à l'infirme qui, après tout, vient de faire la preuve qu'il peut combattre.

Muni de ce précieux laissez-passer, le fusil sur l'épaule, Eugène pénètre dans la cour de la préfecture. Des groupes y discutent avec animation.

— Ils sont à Versailles, je te dis !

— Mais non, on a téléphoné tout à l'heure, on ne les a pas vus là-bas.

— De toute façon, coupe un commissaire, les Alliés ne veulent pas perdre de temps dans un combat de rues. Ils contournent Paris.

— Paraît que Rol a envoyé un officier de liaison pour leur demander d'aider l'insurrection.

— Rol, appeler les Amerlots(39) à la rescousse ? Tu plaisantes ? Il est communiste, il préfère sûrement libérer Paris avant l'arrivée des gaullistes.

— Qui c'est, Rol ? demande Eugène à un FFI.

— Le commandant en chef de l'insurrection de Paris. On dit qu'il a établi son PC dans les catacombes.

— Et ici, à la préfecture, qui c'est qui commande ?

— Ben, ils sont plusieurs : y a trois mouvements : notre collègue Lamboley dirige les gars de Police et patrie, Anthoine ceux du mouvement Honneur de la police. Quant aux communistes du Front national de la police, ils sont sous l'autorité de Léon Pierre. Maintenant, il y a aussi Édouard(40), qui représente de Gaulle, en attendant l'arrivée du nouveau préfet.

Tout cela paraît trop compliqué à Eugène. La politique, ce n'est pas son fort. Tout ce qu'il veut, c'est retrouver le Paris d'avant-guerre, la

ville tranquille et gaie où il faisait bon vivre. Pour cela, il est prêt à se battre. Alors il revient vers le parvis, où il retrouve le jeune policier qui lui a confié un brassard.

Un coup de sifflet strident retentit.

— Attention, un camion boche passe le pont. Planque-toi.

Eugène ne suit pas ce conseil. Il avance au contraire sur la chaussée, se cale sur ses béquilles, épaula son fusil. Le camion débouche. Eugène prend son temps pour viser. Il bloque sa respiration, appuie sur la détente. Une seule balle. Le pare-brise éclate. Le camion, privé de chauffeur, fait une embardée. Les FFI se précipitent pour achever la besogne à coups de grenades, tandis qu'Eugène, tranquillement, retourne à l'abri des sacs de sable.

— Alors, petit ? T'as pigé ce que je voulais en faire, de mon flingot ? Avant ma patte en berne, j'ai été champion de tir, figure-toi.

Pendant quatre jours, ce sera son emploi. Quatre jours pendant lesquels l'insurrection prend de l'ampleur tandis que les barricades se multiplient dans les quartiers populaires de la ville. Quatre jours marqués par le doute : les munitions qui s'épuisent, l'annonce de l'arrivée imminente de deux divisions blindées SS, la crainte d'un bombardement. Quatre jours de folles rumeurs sur le minage des monuments et l'empoisonnement des conduites d'eau. Quatre jours d'espoir, à attendre les Alliés dont on a appris qu'ils ont changé leurs plans et marchent enfin sur la capitale. Quatre jours de liesse, quand brûlent les chars allemands atteints par les cocktails Molotov fabriqués dans les caves de la Sorbonne. Quatre jours de deuil, quand les rafales de mitrailleuses fauchent les curieux qui s'aventurent dans les rues malgré les conseils de prudence.

Dans le lointain, des fusillades éclatent régulièrement, dominées par le staccato des armes automatiques ou la basse des tirs d'obus. On se bat à la Chambre des députés, au Grand Palais, au Sénat, un peu partout à l'est et au sud de Paris. L'île de la Cité est transformée en camp retranché, dont l'avant-poste est la farouche barricade qui se dresse au carrefour du boulevard Saint-Michel et du boulevard Saint-Germain. Eugène, régulièrement, quitte son abri, ajuste son tir, immobilise un camion. Pour se procurer des munitions, il va tous les matins à l'Hôtel-Dieu récupérer les chargeurs que les infirmiers subtilisent aux blessés allemands. C'est un homme tranquille, Eugène. Mais depuis le temps que les Chleuhs le cherchent, ils ont fini par le trouver. En ce mois d'août 1944, ils sont des centaines comme lui, à Paris.

Enfin, le 24 au soir, la nouvelle se répand le long des couloirs de la préfecture : « ils » sont à la Porte d'Orléans. « Ils », ce sont les chars de la 2^e division blindée, ceux qu'on appelle les Leclerc.

— Écoutez !

— Les cloches !

Dans le soir parisien, les cloches des églises, muettes depuis quatre ans, retrouvent leur voix pour accompagner les cris de joie. Soudain, un coup plus grave, plus profond, fait trembler les murs de la préfecture : le gros bourdon de Notre-Dame s'est mis en branle.

— Attention, un tank !

On distingue en effet le cliquetis des chenilles. En un instant, les FFI ont repris leur position. Mais la tourelle du blindé arbore une croix de Lorraine. Un grand gaillard barbu, portant un képi de légionnaire, saute du char et se présente :

— Capitaine Dronne, 2^e DB.

On l'entoure, on le congatule. On lui demande ce qu'il veut. Tout ce qu'il veut. À cet instant, tout Paris lui appartient.

— Ce que je veux ? répond timidement le capitaine. Ah ça fait si longtemps que je n'ai pas pris un bain. C'est possible ?

Presque personne ne remarque l'unijambiste qui s'éloigne, un fusil allemand sur l'épaule.

— Eh Eugène ? Tu vas pas nous lâcher comme ça ?

L'unijambiste se retourne, reconnaît le jeune policier qui lui a donné le brassard.

— C'est fini, maintenant. Je me tire avant qu'un arsouillé ait l'idée de me confisquer mon flingot. C'est un souvenir, tu comprends ? Si tu passes par la Maube(41), viens me voir, ça me fera plaisir. Mais moi, je dois rentrer chez moi. Ça fait presque une semaine que je n'ai pas donné signe de vie à ma bourgeoise, et tu sais comment sont les bonnes femmes : elles s'inquiètent toujours pour rien.

[Plus de 2 000 Français et entre 3 000 et 4 000 Allemands perdirent la vie lors des combats pour la libération de Paris. La guerre n'était pas terminée pour autant : les troupes alliées, auxquelles s'amalgamèrent de nombreux résistants de l'intérieur, franchirent le Rhin le 30 mars 1945. L'Allemagne nazie capitula le 8 mai 1945.]



POSTFACE

CE LIVRE aurait pu s'intituler *Histoires et Récits des Héros de la Résistance*. Mais beaucoup d'entre eux réfutent ce terme, qui suppose qu'ils étaient d'une autre nature que le commun des mortels. « Nous n'étions pas des héros, disent-ils, juste des gens ordinaires qui n'acceptaient pas l'Occupation et l'ordre nazis ; si de tels événements se reproduisaient aujourd'hui, il y aurait encore des gens comme nous ! »

Combien étaient-ils ? Il est difficile de le dire, parce que leurs activités étaient par définition clandestines, et que leur nombre a considérablement varié de 1940 à 1945. Les historiens estiment qu'ils représentèrent 3 à 4 % de la population. La proportion de ceux qui, à l'inverse, s'engagèrent dans la collaboration active avec l'ennemi est du même ordre. Et les autres ? Ils s'employaient surtout à survivre dans des conditions qui devenaient de plus en plus difficiles. Il y eut des dénonciations de résistants, mais, d'une manière générale, l'opinion leur était plutôt favorable. Et nombreuses furent les personnes qui, sans réellement s'engager, donnèrent un coup de main occasionnel, pour passer un message, cacher un prisonnier évadé ou un aviateur anglais en route pour l'Espagne. Elles aussi risquaient leur vie.

Qui étaient les résistants ? Les uns étaient des patriotes convaincus, ne supportant pas la présence d'un ennemi sur le sol national. Les autres rejetaient l'idéologie du vainqueur ou sa variante vichyste, contraires à leurs convictions religieuses, philosophiques ou politiques. La Résistance reflétait donc la diversité de l'opinion.

Comment agirent-ils ? La rapidité avec laquelle les armées allemandes envahirent la France, en mai et juin 1940, laissa les Français dans le plus profond désarroi. Pourtant, malgré ce sentiment d'impuissance, d'aucuns refusaient de se résigner. Il fallait faire quelque chose ! Oui, mais quoi ? Certains eurent le temps de gagner l'Angleterre, pour continuer la lutte dans une structure militaire. Mais les autres ? Pouvaient-ils réussir là où l'armée, disposant d'armes et d'équipements qu'eux-mêmes ne possédaient pas, avait échoué ? Dès

les premiers jours de l'Occupation, il y eut des sabotages. Mais ces actes, parce qu'isolés, n'eurent pas une grande portée.

C'est d'abord par la lutte contre la propagande de l'ennemi et du gouvernement du maréchal Pétain que la Résistance se révéla. L'élaboration de tracts et de journaux, et leur distribution, nécessitent un travail collectif. C'est pour cela que s'organisèrent les premiers mouvements, dont les activités dépassèrent rapidement le cadre de la contre-propagande pour y adjoindre sabotage, espionnage, coups de mains.

Parallèlement s'organisaient des réseaux, qui regroupaient des agents travaillant pour Londres, et dont les activités étaient principalement orientées vers le renseignement.

L'année 1942 marqua un tournant pour la Résistance. Les rafles massives des Juifs, perpétrées par les autorités françaises, et l'occupation par les Allemands du territoire situé au sud de la Loire, jusqu'alors préservé, démentaient l'idée répandue dans l'opinion, que le gouvernement du maréchal Pétain parvenait à « limiter les dégâts ». L'entrée en guerre de l'URSS avait provoqué l'engagement du parti communiste dans la lutte clandestine. En 1943, sous l'impulsion de Jean Moulin, mandaté par de Gaulle, le Conseil national de la Résistance (CNR) fut constitué afin de coordonner l'action des différents mouvements et d'unifier Résistance intérieure et France libre.

La vie du résistant était souvent précaire, le danger permanent. Un opérateur radio, par exemple, exerçait rarement son activité plus de trois mois avant d'être repéré, arrêté et exécuté ou déporté. Condamné à la clandestinité, le résistant était souvent sans ressources. Les mouvements durent donc mettre en place des « services sociaux » pour prendre en charge les familles, et trouver de l'argent pour rémunérer – chichement – les agents. Lorsque les maquis se développèrent, il fallut trouver le moyen de les ravitailler.

Quel fut l'impact de l'action de la Résistance ? Le bilan est évidemment impossible à établir. On ne peut qu'en tracer les grandes lignes. Sur le plan du renseignement, son importance fut à l'évidence capitale pour préparer les actions militaires des Alliés : désignation d'objectifs, connaissance du dispositif ennemi. Le sabotage réduisit considérablement le rendement de l'industrie, aux dépens de l'Allemagne, et gêna le mouvement et l'action des troupes. Les combats, malgré un armement insuffisant, obligèrent l'ennemi à maintenir des soldats sur l'ensemble du territoire occupé au moment où ils lui auraient été utiles sur d'autres fronts, notamment lors des débarquements de 1944 en Normandie et en Provence.

Mais c'est surtout sur les plans psychologique et politique que la Résistance joua le plus grand rôle. La participation des Forces

françaises libres aux opérations militaires alliées et l'existence, pendant toute la durée de l'Occupation, d'une Résistance intérieure, permirent au général de Gaulle de faire figurer la France au nombre des vainqueurs et de maintenir sa souveraineté. Invité, lors de la Libération de Paris, à proclamer la République depuis le balcon de l'Hôtel de Ville, il s'y refusa : en dépit des errements du gouvernement de Vichy, la République n'avait pas cessé d'exister, puisqu'elle s'était incarnée dans la Résistance.

BIBLIOGRAPHIE

- L'Insurrection de Paris – 19-29 août 1944*, France éditions, 1944.
- Lucie AUBRAC, *Ils partiront dans l'ivresse*, Éditions du Seuil, 1984.
- Lucie AUBRAC, *La Résistance expliquée à mes petits-enfants*, Éditions du Seuil, 2000.
- Jeanne BOHEC, *La Plastiqueuse à bicyclette*, Éditions du Félin, 1999.
- Pierre BOURGET, *Paris année 44*, Plon, 1984.
- Margaret COLLINS WEITZ, *Les Combattantes de l'ombre*, Albin Michel, 1997.
- Adrien DANSETTE, *Histoire de la Libération de Paris*, Arthème Fayard, 1946.
- Jacques DEBU-BRIDEL, Jean FREIRE, Nicole CHATEL, *Les Maquis au combat*, France d'abord, 1985.
- Edmond DUBOIS, *Vu pendant la Libération de Paris*, Payot, 1944.
- René DUNAN, *Ceux de Paris*, Éditions du Milieu du monde, 1945.
- Henri FRENAY, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1974.
- Henri FRENAY, *Volontaires de la nuit*, Robert Laffont, 1975.
- Romain GARY, *La Promesse de l'aube*, Gallimard, 1960.
- Alain GUÉRIN, *Chroniques de la Résistance*, Omnibus, 2000.
- René MOUCHOTTE, *Carnets*, Service historique de l'armée de l'air, 2000.
- Jean MOULIN, *Premier Combat*, Éditions de Minuit, 1947.
- Henri NOGUERES, *Histoire de la Résistance en France*, Robert Laffont, 1967-1981.
- Jean-Christophe NOTIN, *1061 Compagnons, histoire des compagnons de la Libération*, Perrin, 2000.
- Guy PENAUD, *Histoire de la Résistance en Périgord*, Pierre Fanlac, 1985.
- Serge RAVANEL, *L'Esprit de Résistance*, Éditions du Seuil, 1995.
- Édith THOMAS, *La Libération de Paris*, Mellotée, 1945.

Le site Internet www.fondationresistance.com outre qu'il expose les activités de la fondation de la Résistance, recense dans sa rubrique

« liens » de nombreux sites consacrés au sujet, à l'échelle nationale ou locale.

Le site du musée de l'Armée, www.invalides.org propose une visite des salles consacrées à la Seconde Guerre mondiale, qui constitue une bonne introduction à la chronologie du conflit.

Christian Léourier

Je suis né en 1948. Quand j'étais enfant, mes aînés parlaient encore beaucoup de la guerre et de l'Occupation. Mais ce n'est que bien plus tard que je me suis intéressé au sujet. Et, surtout, que je me suis posé la question : et toi, qu'est-ce que tu aurais fait, dans de telles circonstances ? Il est bien entendu impossible de répondre en toute honnêteté à une telle question. Mais il est bon, je pense, de se la poser.

Il y a quelques années, pour des raisons professionnelles, j'ai été amené à rencontrer d'anciens résistants. J'ai eu l'occasion de les interroger sur la raison de leur engagement. Ces motifs, on s'en doute, différaient de l'un à l'autre. Et leurs « exploits » furent le plus souvent obscurs. Mais celui qui transportait des tracts courait le même danger que celui qui prenait les armes. Il m'a paru important de montrer qu'à un moment où l'Europe était sous le coup de la plus grave menace, des hommes, des femmes, souvent très jeunes, ont su dire « non ». Mon regret, c'est d'avoir dû choisir un tout petit nombre d'histoires parmi toutes celles qui méritent d'être racontées.

Jean-Marc Pau

Né en France en 1965 à Tanger (Maroc), il arrive en France en avion (1979) puis emprunte régulièrement la ligne C du RER avant de s'installer à Paris en 1968.

Il dit détester la pollution, la corruption et les contrats d'édition mais révère Garbo, Cléo de Mérode et adore la bande dessinée.

Ce qu'il souhaiterait le plus en ce moment ? Une bonne paëlla familiale (celle de son père !) et pouvoir enfin voyager dans le temps...

1 Traité établissant les droits des soldats, et en particulier des prisonniers de guerre.

2 La propagande nazie tentait de séparer la France « continentale », et donc naturellement liée à l'Allemagne, de son allié anglais en faisant croire que la Grande-Bretagne, « ennemi héréditaire » de la France, avait entraîné cette dernière dans la guerre pour servir ses propres intérêts.

3 La guerre de 1914-1918.

4 *British broadcasting corporation* : la radio anglaise.

5 Petit navire à voile aurique, utilisé pour la pêche.

6 Le groupe des Audiernais fera toutes les campagnes de la France Libre. Ayant opté pour les Forces navales de la France Libre, Jacques Le Gall deviendra le plus jeune commandant de sous-marin.

7 Récepteur assez rudimentaire, dont l'énergie acoustique provenait uniquement de l'onde à radiofréquence. En 1940, les récepteurs de radio, coûteux, ne sont pas très répandus : les premiers programmes réguliers datent de 1921.

8 La popularité du maréchal Pétain datait de 1916. C'est sous son commandement, en effet, que se déroulèrent les dernières opérations de l'année, qui conduisirent les Allemands à renoncer à percer le front à Verdun, au terme d'une bataille qui dura dix mois.

9 Curé.

10 Cantine, foyer.

11 Aviation militaire allemande.

12 Cette presqu'île au sud de l'Espagne, qui contrôle le détroit séparant la Méditerranée de l'océan Atlantique, est un territoire britannique.

13 Défense contre avions : artillerie utilisée à la lutte antiaérienne. L'Espagne, qui ne prenait pas part au conflit, interdisait le survol de son territoire aux appareils des belligérants.

14 Coalition des partis de gauche qui arriva au pouvoir en juin 1936. Le gouvernement, sous la direction de Léon Blum, imposa d'importantes réformes sociales et économiques : augmentation des salaires, semaine de 40 heures, congés payés, nationalisation des chemins de fer, etc.

15 Paul Langevin, professeur au Collège de France, était connu pour son action contre le fascisme.

16 Siège local du commandement militaire et des services administratifs allemands.

17 En juillet 1940, la croix de Lorraine fut choisie comme emblème par les Forces françaises libres.

18 Écart admissible entre les mesures réelles de la pièce d'un moteur

et les mesures indiquées sur les plans.

19 Allemands.

20 Frontière intérieure dressée en juillet 1940 entre d'une part le nord et les côtes de la France, occupés par les troupes ennemies, et, d'autre part, le reste du territoire, contrôlé par le gouvernement installé à Vichy sous l'autorité du maréchal Pétain. En novembre 1942, en réponse au débarquement des Américains en Afrique du Nord, les Allemands franchirent cette ligne et occupèrent l'ensemble du pays.

21 En raison de leur rareté, certaines denrées (pain, viande, tissu...) ne pouvaient être acquises qu'en échange de tickets de rationnement précisant les quantités autorisées. Ces tickets étaient eux-mêmes distribués au vu d'une carte nominative, qui distinguait des catégories : travailleurs de force, adolescents, femmes enceintes...

22 Régime institué sous l'autorité du maréchal Pétain, engagé dans une politique de collaboration avec l'Allemagne.

23 Armée de l'air britannique.

24 En 1936, les élections espagnoles donnèrent le pouvoir à la gauche. L'armée, sous l'impulsion du général Franco, se souleva. La guerre civile se termina en 1939 par la victoire des Franquistes, soutenus par l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie, qui leur apporta notamment le concours de son aviation. Des volontaires issus de nombreux pays européens (les Brigades internationales) combattirent aux côtés des Républicains.

25 Abréviation de *Geheime Staatliche Polizei*, police secrète d'État. Chargée entre autres de poursuivre et d'interroger les résistants, elle était connue pour ses méthodes barbares.

26 Jean Moulin.

27 L'ancienne École de santé abrite aujourd'hui le Centre d'histoire de la résistance et de la déportation (CHRD).

28 Aujourd'hui boulevard des Tchécoslovaques.

29 Couloirs qui, traversant les maisons lyonnaises, permettent de passer d'une rue à l'autre.

30 Gendarmerie allemande.

31 Franc-tireur partisan : branche armée de la Résistance communiste.

32 À la demande des Allemands, le gouvernement de Vichy institua le 16 février 1943 le Service du Travail Obligatoire pour fournir de la main-d'œuvre aux usines allemandes, dont les ouvriers étaient envoyés sur le front. D'une durée de deux ans, il concernait dans un premier temps tous les garçons ayant eu 20 ans entre 1940 et 1942. De nombreux jeunes gens se cachèrent alors pour échapper à cette obligation : on les appelait les réfractaires.

33 Pistolet-mitrailleur anglais à chargeur latéral utilisé pour les

combats rapprochés.

34 Châssis contenant les caractères disposés pour imprimer les pages du journal.

35 Forces Françaises de l'intérieur : formées au début de l'année 1944 par l'unification des groupements armés des divers mouvements de la Résistance intérieure et commandées depuis Londres par le général Kœnig.

36 Maillon important du dispositif, le service social était chargé d'aider les familles des résistants mis dans l'impossibilité de pourvoir à leurs besoins, voire les résistants eux-mêmes quand leurs activités leur interdisaient de poursuivre une activité professionnelle.

37 Service secret de la France Libre.

38 Fusil allemand.

39 Américains.

40 Edgar Pisani.

41 Quartier de la place Maubert.